



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6633

Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013 ;
et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Date de dépôt : 17-12-2013

Date de l'avis du Conseil d'État : 30-04-2014

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
18-07-2014	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
17-12-2013	Déposé	6633/00	<u>6</u>
20-01-2014	Avis de la Chambre de Commerce (23.12.2013)	6633/01	<u>143</u>
12-02-2014	Avis de la Chambre des Métiers (27.1.2014)	6633/02	<u>146</u>
30-04-2014	Avis du Conseil d'Etat (29.4.2014)	6633/03	<u>149</u>
27-05-2014	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Guy Arendt	6633/04	<u>152</u>
05-06-2014	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°23 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6633	<u>160</u>
26-06-2014	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (26-06-2014) Evacué par dispense du second vote (26-06-2014)	6633/05	<u>163</u>
27-05-2014	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (30) de la reunion du 27 mai 2014	30	<u>168</u>
13-05-2014	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (28) de la reunion JOINTE du 13 mai 2014	28	<u>178</u>
13-05-2014	Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire Procès verbal (12) de la reunion JOINTE du 13 mai 2014	12	<u>193</u>
18-07-2014	Publié au Mémorial A n°126 en page 1812	6633	<u>208</u>

Résumé

Projet de loi portant

- 1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;**
 - 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;**
 - 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;**
 - 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;**
 - 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;**
 - 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;**
 - 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013 ;**
- et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation des conventions fiscales nouvellement conclues entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et un certain nombre de pays ou entités territoriales. L'approbation porte plus précisément sur des conventions avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'Ile de Man et la République tchèque. Le projet de loi porte également approbation des Protocoles modifiant les conventions fiscales conclues en 1980 avec le Danemark et en 2001 avec la Slovénie.

L'objectif poursuivi par ces conventions fiscales consiste dans l'élimination de la double imposition et s'inscrit dans les efforts de lutte contre la fraude fiscale. Toutes ces conventions reprennent à leur compte l'approche adoptée par le modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements permettant aux administrations et législations nationales de procéder dans la pratique à des échanges de renseignements. Le projet de loi poursuit ainsi la

politique visant à négocier et à modifier des conventions de non double imposition pour les rendre conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

6633/00

N° 6633**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

**portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la
procédure y applicable en matière d'échange de renseignements
sur demande**

* * *

*(Dépôt: le 17.12.2013)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.12.2013).....	2
2) Texte du projet de loi.....	3
3) Exposé des motifs.....	3
4) Commentaire des articles.....	4
5) Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à éta- blir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.....	13
6) Convention du 17 novembre 1980 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à éta- blir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.....	15
7) Protocole modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana le 2 avril 2001.....	32
8) Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Répu- blique de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.....	34
9) Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxem- bourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.....	49
10) Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia for the avoidance of double taxation and the prevention of tax evasion with respect to taxes on income and on capital.	64
11) Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Guernsey for the avoidance of double taxation and the preven- tion of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital.....	78

12) Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital	92
13) Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital.....	106
14) Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Czech Republic for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital	121
15) Fiche financière	135
16) Avis de la Chambre des Salariés	136
– Dépêche du Président de la Chambre des Salariés au Ministre des Finances (25.10.2013)	136

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Palais de Luxembourg, le 11 décembre 2013

Le Ministre des Finances,

Pierre GRAMEGNA

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– Sont approuvés:

- le Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d’assistance administrative réciproque en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune;
- le Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
- la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l’Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l’Ile de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l’échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013.

Art. 2.– Les demandes de renseignements introduites par application de l’échange de renseignements prévu par les conventions visées par l’article 1er sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d’échange de renseignements sur demande.

Art. 3.– La référence à la présente loi peut se faire sous une forme abrégée en recourant à l’intitulé suivant: „Loi du ... 2013 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d’échange de renseignements sur demande“.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L’objet du présent projet de loi est d’approuver les Conventions fiscales avec l’Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l’Ile de Man et la République tchèque, ainsi que les Protocoles modifiant les Conventions existantes avec le Danemark et la Slovénie.

Le projet de loi confirme les efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d’améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales.

L’objet d’une telle convention fiscale est l’élimination de la double imposition juridique et la conclusion d’un tel accord est indispensable au bon développement des relations économiques bilatérales.

Toutes les Conventions précitées reprennent l’approche adoptée au modèle de convention fiscale de l’OCDE en matière d’échange de renseignements qui prévoit d’échanger des renseignements pour appliquer les dispositions d’une convention ou pour l’administration ou l’application de la législation interne.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1

I) Danemark

Un nouveau Protocole a été signé en date du 9 juillet 2013 afin de modifier à la demande du Danemark l'article 18 de la Convention relatif aux pensions, paiements de la sécurité sociale et paiements similaires.

L'article 1 du Protocole introduit le nouvel article 18 qui stipule au paragraphe 1 que les paiements reçus par un résident d'un Etat contractant en application de la législation sur la sécurité sociale de l'autre Etat contractant ou en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par cet autre Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ne sont imposables que dans cet autre Etat. Les pensions payées par la Caisse nationale d'assurance pension du Luxembourg sont visées par le présent paragraphe de sorte que le Luxembourg a un droit d'imposition exclusif pour ces pensions.

Le paragraphe 2 a été introduit à la demande du Danemark afin de permettre à l'Etat de la source d'imposer les pensions et autres rémunérations similaires payées au titre d'un emploi antérieur ou non

- lorsque les cotisations payées par le bénéficiaire au régime complémentaire de pension ont été déduites du revenu imposable du bénéficiaire, ou

- lorsque les cotisations payées par un employeur n'ont pas constitué un revenu imposable pour le bénéficiaire.

Cette disposition a pour but d'attribuer un droit d'imposition à l'Etat de provenance des pensions lorsque cet Etat a favorisé la constitution de ces pensions par des avantages fiscaux.

Le paragraphe 3 correspond au paragraphe que le Luxembourg propose depuis l'introduction de son régime complémentaire de pension. Cette disposition permet ainsi d'éviter que les cotisations, allocations, primes d'assurances ou dotations qui ont été soumises à une imposition forfaitaire conformément à la loi du 8 juin 1999, ne soient imposées une seconde fois lors du versement de la pension.

L'article 2 introduit un Protocole à la Convention dont le but est de préciser les indemnités ou aides qui sont visées par l'expression „les paiements reçus en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales“.

L'article 3 prévoit qu'une personne physique qui

- était un résident du Luxembourg à la date de signature du présent Protocole, et
- recevait des pensions qui n'étaient imposables qu'au Luxembourg en vertu du paragraphe 1 de l'ancien article 18

continue à n'être imposée qu'au Luxembourg en ce qui concerne ces pensions aussi longtemps qu'elle est un résident du Grand-Duché.

II) Slovénie

Le Protocole relatif à la Convention avec la Slovénie modifie les dispositions de l'article 27 relatif à l'échange de renseignements et précise les conditions et les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements.

III) Arabie Saoudite

Les *articles 1 et 2* délimitent le champ d'application de la Convention en définissant respectivement les personnes et les impôts visés. Conformément à l'article 1, la Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

L'*article 2* dispose que la Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions administratives ou de ses collectivités locales.

Le paragraphe fournit une liste des impôts actuels auxquels la Convention s'appliquera. Du côté luxembourgeois, il s'agit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur la fortune et de l'impôt commercial communal. Du côté de l'Arabie Saoudite sont visés le Zakat et l'impôt sur le revenu, y compris l'impôt sur les investissements en gaz naturel.

L'*article 3* énonce les définitions qui sont nécessaires à l'interprétation des termes utilisés dans la Convention.

L'*article 4* a pour objet de définir l'expression „résident“ et de résoudre les cas de double résidence. Il s'agit d'une des notions essentielles de la Convention dans la mesure où la Convention ne s'applique qu'aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Le paragraphe 1 vise en principe les personnes qui sont assujetties dans un Etat en vertu de la législation interne. Il retient comme critères le domicile, la résidence, le siège de direction, le lieu d'enregistrement ou tout autre critère de nature analogue.

Le lieu d'enregistrement a été ajouté à l'énumération des termes et expressions qui peuvent être pris en considération pour la qualification de l'expression „résident d'un Etat“.

En cas de double résidence, à la fois au Luxembourg et en Arabie Saoudite, la Convention règle, pour les personnes physiques, la situation en fonction des critères de résidence successifs suivants, tels que préconisés par l'OCDE: le foyer d'habitation permanent, le centre des intérêts vitaux, le lieu de séjour habituel et la nationalité. Si une solution n'est pas trouvée au moyen des critères précités, les autorités compétentes doivent trancher la question d'un commun accord.

Pour ce qui est de la résidence des sociétés, le critère du siège de direction effective en tant que critère de préférence a été retenu.

Les dispositions retenues au point I. du Protocole de la Convention relatif à l'article 4 confirment de façon explicite qu'un organisme de placement collectif établi dans un Etat contractant est considéré non seulement comme un résident de l'Etat où il est établi mais également comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il perçoit. Il en résulte que les organismes de placement collectif peuvent explicitement bénéficier des avantages de la présente Convention.

En outre, le Protocole stipule que la définition de résident couvre également une personne morale qui est exempte d'impôt ou qui n'est pas assujettie à l'impôt et maintenue soit pour des raisons religieuses, charitables, éducatives ou scientifiques ou pour d'autres raisons similaires, soit pour fournir des pensions ou d'autres avantages similaires aux employés.

L'*article 5* adopte une définition plus large de la notion d'établissement stable que celle retenue au modèle de l'OCDE.

Ainsi, le paragraphe 3. a) considère comme établissement stable un chantier de construction, de dragage ou de montage ainsi que les activités de surveillance s'y exerçant lorsque ce chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

Par ailleurs, le paragraphe 3. b) prévoit que la fourniture de services dans un Etat par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé à cette fin constitue un établissement stable mais seulement lorsque ces activités se poursuivent pendant une période de plus de six mois.

Les *articles 6 à 22* fixent les règles pour la détermination du lieu d'imposition des différents revenus couverts par la Convention.

L'*article 6* traite l'imposition des revenus immobiliers. Il accorde le droit d'imposer le revenu des biens immobiliers à l'Etat de la source, c'est-à-dire à l'Etat sur le territoire duquel est situé le bien immobilier qui produit le revenu. Les biens immobiliers sont définis par rapport à la législation de l'Etat où ils sont situés.

L'*article 7* qui a trait aux bénéficiaires des entreprises dispose qu'une entreprise n'est imposable dans l'Etat de la source que si elle y dispose d'un établissement stable. Dans cette hypothèse, seuls les bénéficiaires imputables à cet établissement stable sont imposables dans l'Etat de la source des revenus.

Inspiré des modèles de convention de l'OCDE en ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 et des Nations Unies pour ce qui est du paragraphe 3, l'article 7 reprend aux paragraphes 4, 5 et 6 des précisions spécifiques supplémentaires.

En ce qui concerne ces précisions, le paragraphe 4 dispose que les bénéficiaires qu'une entreprise d'un Etat contractant réalise par l'exportation de marchandises dans l'autre Etat contractant ne sont pas imposables dans cet autre Etat contractant.

Cependant, lorsque ces contrats d'exportation comprennent d'autres activités qui sont exercées par l'intermédiaire d'un établissement stable dans l'autre Etat contractant, les bénéficiaires de ces activités sont imposables dans l'autre Etat contractant.

Le paragraphe 5 comprend des précisions de l'expression „bénéficiaires des entreprises“. L'expression précitée énumère certaines activités visées comme des revenus tirés d'activités de fabrication, com-

merciales, bancaires ou d'assurances, d'opérations de transport intérieur, de la fourniture de services et de la location de biens mobiliers corporels. Cette énumération n'a pas une valeur limitative.

En outre, il est précisé que l'expression „bénéfices des entreprises“ ne comprend pas l'exercice par une personne physique d'une profession dépendante ou indépendante.

Le paragraphe 6 dispose que chaque Etat contractant applique son droit interne en ce qui concerne les activités d'assurance.

L'*article 8* concernant la navigation maritime et aérienne se réfère, pour la détermination du droit d'imposition, à la notion de siège de direction effective, comme le préconise le modèle de l'OCDE.

L'*article 9* a pour objet le cas des transferts de bénéfices des entreprises associées.

L'*article 10* portant sur l'imposition des dividendes diffère du modèle de l'OCDE en ne prévoyant qu'un taux réduit unique de la retenue à la source. L'impôt pouvant être perçu par l'Etat de la source ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes.

L'*article 11* relatif aux revenus de créances (intérêts) s'écarte du modèle de l'OCDE en prévoyant une imposition exclusive dans l'Etat de résidence du bénéficiaire de ces revenus.

Tandis que la disposition du modèle de l'OCDE ne prévoit qu'un droit d'imposition exclusif pour l'Etat de résidence du bénéficiaire des redevances, l'*article 12* accorde également un droit d'imposition à l'Etat de la source qui est limité à 5 pour cent du montant brut des redevances qui sont payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique. Dans tous les autres cas, la retenue à la source est limitée à 7 pour cent du montant brut des redevances.

L'*article 13* traite les gains en capital.

Le paragraphe 4 reprend une disposition similaire à celle faisant l'objet du paragraphe 4 du modèle de convention de l'OCDE concernant l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière. L'objet de ce paragraphe est donc de maintenir un droit d'imposition à l'Etat de la source des gains tirés de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans cet Etat contractant tout comme les biens immobiliers correspondants qui sont couverts par le paragraphe 1.

Le paragraphe 5 dispose que l'aliénation d'actions d'une société qui est un résident d'un Etat contractant est imposable dans cet Etat lorsqu'il s'agit d'une participation de 25 pour cent. L'Arabie Saoudite a souhaité maintenir le droit d'imposition des plus-values sur des participations dans des sociétés saoudiennes.

A la demande des négociateurs saoudiens, la convention comprend un *article 14* concernant l'imposition des professions indépendantes. Cet article dispose que le droit d'imposition des revenus qu'un résident tire d'une profession indépendante dans l'Etat de l'exercice d'une pareille activité, n'est pas seulement fondé sur le critère de l'existence d'une base fixe, mais également sur celui de la durée de séjour.

En effet, l'Etat de la source a le droit d'imposer le revenu même en l'absence d'une base fixe, lorsque le résident séjourne dans l'Etat de la source pendant une période ou des périodes égales ou supérieures à 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant pendant l'année fiscale considérée.

L'*article 14* est basé sur l'article 14 de la Convention modèle de l'OCDE dans sa version antérieure à l'année 2000. Il est conforme à la plupart des textes des autres conventions luxembourgeoises contenant un article distinct pour les professions indépendantes.

L'*article 15* reprend les règles pour l'imposition des rémunérations provenant de professions dépendantes du secteur privé. Il retient ainsi au paragraphe 1 le principe de l'imposition des salaires dans l'Etat d'exercice de l'activité mais prévoit également au paragraphe 2 une exception pour le cas des missions temporaires effectuées dans un Etat par un résident de l'autre Etat.

L'*article 16* qui vise les rémunérations perçues par un résident d'un Etat, en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat, dispose que ces services sont imposables dans l'Etat dont la société concernée est un résident.

S'agissant de l'*article 17* ayant pour objet l'imposition des artistes du spectacle et des sportifs, celui-ci stipule que les revenus des artistes du spectacle ainsi que des sportifs sont imposables dans l'Etat contractant où ils exercent leurs activités, même si ces revenus sont attribués non pas à l'artiste lui-même, mais à une autre personne.

Le paragraphe 3 prévoit certains cas où les dispositions sur l'imposition dans l'Etat de l'exercice des activités ne s'appliquent pas. Dans ces cas, les revenus sont imposables dans l'Etat de résidence de l'artiste du spectacle ou du sportif.

L'article 18 concernant les pensions retient de façon générale un droit d'imposition exclusif pour l'Etat de la source ce qui est conforme à la politique conventionnelle du Luxembourg.

L'article 19 définit le régime d'imposition des rémunérations correspondant aux fonctions publiques.

La Convention est complétée par un article 20 reprenant les dispositions relatives à l'imposition des enseignants et chercheurs. Celles-ci prévoient sous certaines conditions l'exemption dans l'Etat hôte pour une période n'excédant pas deux années, sur toute la rémunération touchée pour cet enseignement ou ces recherches. Les dispositions précitées ne s'appliquent pas aux revenus reçus au titre de recherches, si ces recherches sont entreprises principalement pour l'avantage particulier d'une ou de plusieurs personnes spécifiques.

L'article 21 règle le régime d'imposition applicable aux étudiants, apprentis et stagiaires. Ainsi, les sommes perçues par les étudiants, les apprentis et les stagiaires sont exonérées dans l'Etat où ils séjournent, dans la mesure où elles sont destinées à couvrir leurs frais d'entretien, d'études ou de formation.

L'article 22 régit le droit d'imposition des revenus qui ne sont pas traités dans les articles 6 à 21.

L'article 23 reprend les règles habituelles relatives à l'imposition de la fortune.

L'article 24 contient les dispositions pour éliminer la double imposition.

Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption pour éviter une double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables en Arabie Saoudite, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les dividendes et les redevances dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10 et 12, partagé entre l'Etat de la source des revenus et l'Etat de résidence du bénéficiaire, le Luxembourg applique pour ces catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les bénéfices des entreprises, les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable, et les revenus des artistes et sportifs, visés respectivement aux articles 7, 13, paragraphe 2, et 17.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus en Arabie Saoudite. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

La méthode de l'imputation ne s'applique cependant pas pour ce qui est des articles 7 et 13, paragraphe 2, si les bénéfices des entreprises et les gains en capital proviennent d'activités agricoles, industrielles, d'infrastructure et touristiques. En d'autres termes, la méthode d'exemption est applicable à l'endroit des revenus „actifs“ réalisés dans le cadre d'un établissement stable situé en Arabie Saoudite. En limitant la méthode de l'exemption aux revenus actifs, les seules sociétés qui exercent effectivement une activité dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'infrastructure ou du tourisme sur le sol de l'Arabie Saoudite pourront profiter de ce bénéfice conventionnel.

Le Luxembourg exempte de l'impôt sous certaines conditions les dividendes qu'une société qui est un résident du Luxembourg reçoit de source saoudienne. Le sous-paragraphe c) accorde le régime des sociétés mère et filiales aux dividendes provenant de participations d'au moins 10 pour cent détenues directement depuis le début de l'exercice social par une société luxembourgeoise dans une société saoudienne. Cette disposition qui s'inspire de l'article 166 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, est également applicable en matière d'impôt sur la fortune.

Pour pouvoir bénéficier de cette disposition, la société saoudienne doit être assujettie à un impôt correspondant à l'impôt luxembourgeois sur le revenu des collectivités.

Cependant, cette dernière condition ne doit pas être remplie, si la société saoudienne est exempte d'impôt ou imposée à un taux réduit et si ces dividendes proviennent de bénéfices en relation avec des activités agricoles, industrielles, d'infrastructure ou touristiques en Arabie Saoudite.

Le sous-paragraphe d) du paragraphe 2 a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'Etat de résidence et l'Etat de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la Convention. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double

exonération, de sorte à ne pas aboutir à un résultat qui est contraire à l'objet d'une convention tendant à éviter les doubles impositions.

Les *articles 25 à 29* contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

A la demande des négociateurs saoudiens, la Convention ne comprend pas d'article sur la non-discrimination. En effet, au stade actuel de la politique conventionnelle saoudienne l'insertion d'un article sur la non-discrimination ne figure pas parmi les options possibles. Cependant, le point III. du Protocole de la Convention stipule que les Etats contractants entreront sous certaines conditions en négociation pour introduire un tel article dans la Convention.

L'*article 25* règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux Etats tout en prévoyant que les autorités compétentes doivent s'efforcer de régler par voie d'accord amiable la situation des contribuables qui ont fait l'objet d'une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

L'*article 26* contient la disposition habituellement reprise par le Luxembourg dans ses conventions depuis l'année 2009 permettant aux administrations fiscales des deux Etats d'échanger les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la Convention et celles de leur droit interne. L'article comprend le paragraphe 5 de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE.

Le numéro 1 du point II du Protocole de la Convention retient les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements. Le numéro 2 du point II. du Protocole précise que le paragraphe 5 de l'article 26 n'oblige pas les Etats contractants de procéder à un échange de renseignements spontané ou automatique.

D'après le numéro 3 du point II. du Protocole, les renseignements reçus en vertu de l'article 26 de la Convention par un Etat contractant sont utilisés aux seules fins d'appliquer les dispositions de la Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts visés par la Convention.

L'*article 27* reprend les règles applicables aux membres des missions diplomatiques et des postes consulaires habituellement retenues dans les conventions conclues par le Luxembourg.

L'*article 28* établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux Etats contractants.

L'*article 29* décrit la procédure à respecter en cas de dénonciation de la Convention par l'un des Etats contractants.

La Convention a été signée en langues française, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaut.

La Convention est complétée par un Protocole qui forme partie intégrante de la Convention.

IV) Guernesey, Ile de Man et Jersey

Les Conventions conclues avec Guernesey, l'Ile de Man et Jersey suivent grosso modo l'approche adoptée au modèle de l'OCDE. A quelques exceptions près, les textes des trois Conventions ne divergent pratiquement pas.

L'*article 4* donne une définition de l'expression „résident d'une Partie contractante“. Aux Protocoles relatifs à l'article 4 des Conventions, il a été retenu que les organismes de placement collectif établis dans une Partie contractante sont considérés comme des résidents de cette Partie et qu'ils bénéficient des avantages des Conventions.

Le paragraphe 1 de l'*article 5* contient la définition générale de l'établissement stable. Aux termes de ce paragraphe, l'expression „établissement stable“ désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

Le paragraphe 2 contient une liste d'exemples qui peuvent être chacun considérés comme constituant *prima facie* un établissement stable.

Les chantiers de construction ou de montage sont des établissements stables, mais seulement lorsque ces chantiers ont une durée supérieure à 12 mois.

L'*article 10* partage le droit d'imposition des dividendes entre la Partie contractante d'où proviennent les dividendes et la Partie contractante dont le bénéficiaire est un résident. Le paragraphe 2 traitant de l'impôt pouvant être perçu par la Partie contractante d'où proviennent les dividendes, prévoit

que l'impôt établi dans cette Partie contractante ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes, si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes. Dans les autres cas, la retenue maximale s'élève à 15 pour cent du montant brut des dividendes.

Les *articles 11 (intérêts) et 12 (redevances)* accordent un droit d'imposition exclusif au territoire de résidence du bénéficiaire.

L'*article 17* concernant les pensions suit l'approche conventionnelle généralement retenue dans les conventions du Luxembourg.

L'*article 24* contient les dispositions pour éliminer la double imposition.

Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption pour éviter une double imposition.

En ce qui concerne les dividendes dont le droit d'imposition est, aux termes de l'article 10, partagé entre la Partie dont proviennent les revenus et la Partie dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les bénéfices des entreprises, les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable et les revenus des artistes et sportifs, visés respectivement aux articles 7, 13, paragraphe 2, et 16.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus à Guernesey, l'Ile de Man et Jersey. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

En fait, les dispositions pour éliminer la double imposition avec Guernesey, l'Ile de Man et Jersey suivent l'approche adoptée dans le cadre de la Convention avec l'Arabie Saoudite qui fait également partie du présent projet et ne suscitent donc pas de commentaires supplémentaires.

Guernesey, l'Ile de Man et Jersey ont opté d'une manière générale pour la méthode de l'imputation.

L'*article 25* régleme l'échange de renseignements entre les Parties contractantes. L'article comprend le paragraphe 5 de l'article 26 du modèle de Convention de l'OCDE et permet donc un échange de renseignements sur demande selon le standard OCDE.

Finalement, il reste à relever l'échange de lettres de la Convention entre le Luxembourg et Jersey. Cet échange de lettres fournit des précisions en ce qui concerne la notion d'„impôt correspondant à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois“ reprise dans la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Tout d'abord, le texte de l'échange de lettres précise que les dividendes provenant de Jersey sont exonérés au Luxembourg à condition que la société luxembourgeoise détienne une participation d'au moins 10 pour cent du capital de la société de Jersey et que cette dernière soit soumise à un taux d'imposition d'au moins 10,50 pour cent.

Il s'agit de l'application des dispositions de l'article 166 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) qui prévoient sous certaines conditions l'exonération des revenus qui proviennent d'une participation détenue directement dans le capital social d'une société de capitaux non résidente pleinement imposable à un impôt correspondant à l'impôt sur le revenu des collectivités.

D'après le document parlementaire 5232, „est considéré comme un impôt correspondant à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois, un impôt perçu par la collectivité publique, de façon obligatoire et à un taux d'impôt effectif qui ne peut être inférieur à la moitié du taux d'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois, soit actuellement 11%. De plus, la détermination de la base imposable doit obéir à des règles et critères analogues à ceux applicables au Grand-Duché de Luxembourg“.

Actuellement, l'article 174 LIR fixe le taux de l'impôt sur le revenu des collectivités à 21 pour cent.

Au moment des négociations, seules les sociétés à savoir les „utility companies“ et „property income companies“ sont soumises à l'impôt à raison de 20 pour cent et par conséquent peuvent bénéficier de l'exonération précitée. Les „financial services companies“ étant exclues dans la mesure où elles ne sont que soumises à un impôt de 10 pour cent.

L'échange de lettres clarifie en outre que si le Luxembourg réduira le taux de l'impôt sur le revenu des collectivités visé à l'article 174 LIR ou change l'interprétation de la notion d'impôt correspondant à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois, de sorte que „financial services companies“

peuvent bénéficier de l'exonération des dividendes au Luxembourg, Jersey procédera également à l'exonération des dividendes de source luxembourgeoise se rapportant à une participation d'au moins 10 pour cent.

V) République tchèque

Une nouvelle Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune a été signée en date du 5 mars 2013. Cette Convention remplace la Convention du 18 mars 1991 conclue à l'époque entre le Luxembourg et la République Fédérative Tchèque et Slovaque.

Après la scission en deux Etats indépendants de la République Fédérative Tchèque et Slovaque au 1er janvier 1993, les autorités des deux Etats avaient convenu à l'époque que la Convention continuerait à s'appliquer.

Suite à la demande du Luxembourg de modifier l'article 26 (échange de renseignements) pour le rendre conforme au standard OCDE, la République tchèque avait également manifesté sa volonté de modifier certaines dispositions de la Convention. Au cours des discussions entre deux Etats membres de l'OCDE, il a été jugé préférable de négocier un nouveau texte sur base des dispositions actuelles du modèle de l'OCDE.

En outre, la République tchèque a abandonné dans le contexte de sa politique conventionnelle le concept retenu antérieurement à l'article 14 concernant les professions libérales, concept qui se retrouve dans une multitude d'articles de la Convention, et qui aurait rendu nécessaire la modification d'innombrables dispositions de la Convention.

L'article 1 précise que la Convention s'applique aux résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

L'article 2 énumère les impôts couverts par la Convention.

L'article 3 énonce les définitions nécessaires à l'interprétation des termes utilisés dans la Convention. Il est précisé au paragraphe 2 que le droit fiscal prévaut sur les autres branches du droit pour l'interprétation des termes non définis par ailleurs dans la Convention.

L'article 4 définit la notion de résidence conformément au modèle de l'OCDE.

Alors que la Convention de 1991 refusait le bénéfice aux fonds d'investissement, le Protocole de la Convention relatif à l'article 4 prévoit de façon explicite que les fonds d'investissement organisés sous forme de sociétés non transparentes sont couverts par les dispositions de la Convention.

Pour ce qui est de la définition d'un établissement stable reprise à l'article 5, on peut noter qu'un chantier de construction ou de montage constitue un établissement stable si sa durée dépasse douze mois. Par ailleurs, la notion d'établissement stable a été étendue aux activités de surveillance qui s'exercent sur un chantier de construction ou de montage.

La fourniture de services, y compris les services de consultants ou de direction, par une entreprise ou par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, est également considérée comme un établissement stable, pour autant que ces activités soient exercées pendant une période ou des périodes représentant un total de plus de six mois dans les limites d'une période quelconque de douze mois.

L'article 6 prévoit, comme il est d'usage, l'imposition des revenus de biens immobiliers au lieu de la situation de ces biens. Les biens immobiliers sont définis par rapport à la législation de l'Etat où ils sont situés.

L'article 7 concerne l'imposition des bénéfices des entreprises. Il est conforme à l'ancien modèle de l'OCDE dans sa version de juillet 2008.

L'article 8 prévoit, conformément au modèle OCDE, que les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation en trafic international de navires, bateaux, aéronefs ou de véhicules routiers ou ferroviaires ne sont imposables que dans l'Etat du siège de direction effective de l'entreprise.

L'article 9 permet à un Etat d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. La rectification de la comptabilité des transactions entre entreprises associées peut entraîner une double imposition économique. Le paragraphe 2 vise à supprimer ces doubles impositions.

L'*article 10* accorde sous certaines conditions un droit d'imposition exclusif des dividendes à l'Etat de résidence du bénéficiaire.

En effet, d'après l'alinéa a) du paragraphe 2, les dividendes ne sont pas imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société (autre qu'une société de personnes) qui est un résident de l'autre Etat contractant et qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes pendant une période ininterrompue d'au moins une année.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'imposition dans l'Etat d'où proviennent les dividendes, est limitée à 10 pour cent du montant brut des dividendes. L'ancienne Convention retenait le taux de 5 pour cent pour les participations de 25 pour cent, sinon 15 pour cent. Au niveau des dividendes, la situation des contribuables s'améliore nettement.

L'*article 11* dispose que les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables exclusivement dans cet autre Etat. La nouvelle Convention suit l'approche adoptée dans la Convention de 1991.

Tandis que la disposition du modèle de l'OCDE ne prévoit qu'un droit d'imposition pour l'Etat de résidence du bénéficiaire des redevances, l'*article 12* accorde également un droit d'imposition à l'Etat de la source qui est limité à 10 pour cent du montant brut des redevances en relation avec un brevet, une marque de fabrique ou de commerce, un dessin ou un modèle, un plan, une formule ou un procédé secrets, un logiciel, l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

L'introduction d'une telle retenue a rendu nécessaire l'insertion d'un paragraphe 5 contenant une définition de l'Etat de la source.

Les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, ou les films ou bandes utilisés pour la radio ou la télévision ne sont imposables que dans l'Etat de résidence.

La retenue à la source pour les redevances visées au paragraphe b) reste inchangée par rapport à l'ancienne Convention. Ceci est motivé par le fait que la République tchèque dispose d'une clause de la nation la plus favorisée avec certains Etats limitant fortement sa marge de négociation.

Cependant, le point II. du Protocole retient également en faveur du Luxembourg une clause de la nation la plus favorisée pour l'hypothèse où la République tchèque changera de politique conventionnelle en matière de redevances. Ainsi, le Luxembourg pourra bénéficier automatiquement d'une réduction ou exemption lorsque la République tchèque aura accordé un traitement plus avantageux à un des Etats membres de l'Union européenne.

L'*article 13* traite les gains en capital. Le paragraphe 4 du modèle de l'OCDE concernant l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière a été omis.

L'*article 14* reprend les règles traditionnelles du modèle de l'OCDE pour l'imposition des salaires du secteur privé. Ainsi, il retient le principe de l'imposition des salaires dans l'Etat d'exercice de l'activité mais prévoit également une exception pour le cas des missions temporaires effectuées dans un Etat par un résident de l'autre Etat. Le paragraphe 3 ajoute des précisions qui font l'objet des commentaires du modèle de l'OCDE.

L'*article 15* traite de manière classique les rémunérations des administrateurs de sociétés.

L'*article 16* relatif aux artistes et aux sportifs, attribue à l'Etat où se produisent les intéressés le droit d'imposer les revenus provenant des services rendus dans cet Etat.

L'*article 17* concernant les pensions retient de façon générale un droit d'imposition exclusif pour l'Etat de la source ce qui est conforme à la politique conventionnelle du Luxembourg.

L'*article 18* reprend les dispositions relatives aux rémunérations concernant les fonctions publiques.

L'*article 19* permet, conformément au modèle de l'OCDE, d'exonérer les étudiants et les stagiaires dans l'Etat où ils séjournent, et sous certaines conditions.

L'*article 20* détermine le régime fiscal des revenus non expressément visés dans les autres articles de la Convention. A l'instar du modèle de l'OCDE, il prévoit l'imposition exclusive de ces revenus dans l'Etat de résidence de leur bénéficiaire effectif, à moins qu'ils ne puissent être rattachés à un établissement stable dont celui-ci dispose dans l'autre Etat.

L'article 21 fixe les modalités d'imposition de la fortune.

L'article 22 traite des modalités d'élimination des doubles impositions par les deux Etats.

Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables en République tchèque, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les dividendes et les redevances dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10 et 12, partagé entre l'Etat d'où proviennent les revenus et l'Etat dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique pour ces catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les revenus des artistes et sportifs visés à l'article 16.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus en République tchèque. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

Le sous-paragraphes c) du paragraphe 1 est conforme au modèle de l'OCDE. La disposition proposée par l'OCDE a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'Etat de résidence et l'Etat de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la Convention. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double exonération, de sorte à ne pas aboutir à un résultat qui est contraire à l'objet d'une convention tendant à éviter les doubles impositions.

La République tchèque a opté d'une manière générale pour la méthode de l'imputation.

Les articles 23 à 29 contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

L'article 23 comporte les clauses habituelles de non-discrimination.

L'article 24 règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux Etats tout en prévoyant que les autorités compétentes doivent s'efforcer de régler par voie d'accord amiable la situation des contribuables qui ont fait l'objet d'une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

L'article 25 contient la disposition habituellement reprise par le Luxembourg dans ces conventions depuis l'année 2009 permettant aux administrations fiscales des deux Etats d'échanger les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la Convention et celles de leur droit interne. L'article comprend le paragraphe 5 de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE.

Le point III. du Protocole précise les conditions et modalités dans lesquelles un échange d'informations devra se faire.

L'article 26 reprend les règles applicables aux membres des missions diplomatiques et des postes consulaires. Il suit l'approche adoptée au modèle de l'OCDE.

L'article 27 retient une disposition anti-abus. Cette disposition nécessitera néanmoins des consultations entre les autorités compétentes avant qu'un des Etats puisse refuser les avantages de la Convention.

L'article 28 établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux Etats contractants. En outre, il prévoit que l'ancienne Convention restera applicable jusqu'à ce que la nouvelle Convention devienne applicable.

L'article 29 arrête les modalités selon lesquelles la Convention pourra être dénoncée.

La Convention est complétée par un Protocole dont les principales dispositions ont été commentées avec les articles auxquels il se réfère. Le Protocole forme partie intégrante de la Convention.

Ad article 2

Les dispositions de l'article 2 font référence à la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ces articles instituent la procédure pour gérer les relations entre le contribuable et les administrations fiscales dans le cadre de l'échange de renseignements.

*

PROTOCOLE
modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement du Royaume de Danemark,

désireux de conclure un Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final, signés à Luxembourg, le 17 novembre 1980, („la Convention“), tels que modifiés par le Protocole signé à Luxembourg le 4 juin 2009,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article 1

L'article 18 (Pensions et prestations de la sécurité sociale publique) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

„Article 18

Pensions, paiements de la sécurité sociale et paiements similaires

1. Les paiements reçus par une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant, en application de la législation sur la sécurité sociale de l'autre Etat contractant, ou en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par cet autre Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ne sont imposables que dans cet autre Etat.
2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article et du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, au titre d'un emploi antérieur ou non, ne sont imposables que dans cet autre Etat. Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires sont imposables dans le premier Etat lorsque:
 - a) les cotisations payées par le bénéficiaire au régime complémentaire de pension ont été déduites du revenu imposable du bénéficiaire dans le premier Etat en application de la législation de cet Etat; ou
 - b) les cotisations payées par un employeur n'ont pas constitué pour le bénéficiaire un revenu imposable dans le premier Etat en application de la législation de cet Etat.
3. Les pensions et autres rémunérations similaires (y compris les versements forfaitaires) provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans le premier Etat si ces paiements découlent des cotisations, allocations ou primes d'assurance versées à un régime complémentaire de pension par le bénéficiaire ou pour son compte, ou des dotations faites par l'employeur à un régime interne, et si ces cotisations, allocations, primes d'assurance ou dotations ont été effectivement soumises à l'impôt dans le premier Etat contractant.“

Article 2

Un Protocole est ajouté à la Convention avec la disposition suivante:

„PROTOCOLE

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement du Royaume de Danemark,

SONT CONVENUS lors de la signature du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final, signés à Luxembourg, le 17 novembre 1980, („la Convention“), tels que modifiés par le Protocole signé à Luxembourg le 4 juin 2009, de la disposition suivante qui forme partie intégrante de la Convention:

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 18:

Il est entendu que les paiements reçus en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par un Etat contractant comprennent en particulier les indemnités de chômage, les indemnités de maladie, les indemnités de maternité et les aides d'éducation.“

Article 3

En ce qui concerne une personne physique qui:

1. était un résident du Luxembourg à la date de signature du présent Protocole, et
2. recevait à cette date des pensions qui n'étaient imposables qu'au Luxembourg conformément au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention,

ces pensions ne sont, nonobstant les dispositions de l'article 1 du présent Protocole, imposables qu'au Luxembourg aussi longtemps que cette personne physique reste un résident du Luxembourg.

Article 4

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour la mise en vigueur du présent Protocole.
2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de la dernière des notifications visées au paragraphe 1 et ses dispositions seront applicables, en ce qui concerne les impôts, à l'année d'imposition qui suit immédiatement l'année de l'entrée en vigueur du Protocole et aux années d'imposition subséquentes.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT en deux exemplaires, à Bruxelles, le 9 juillet 2013 en langues française et danoise, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg
(signature)*

*Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark
(signature)*

*

CONVENTION
du 17 novembre 1980 entre le Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark
tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles
d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur
le revenu et sur la fortune

Article 1er

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) pour le Danemark:

- 1) l'impôt d'Etat sur les revenus (indkomstskatten til staten);
- 2) l'impôt communal sur les revenus (den kommunale indkomstskat);
- 3) l'impôt départemental sur les revenus (den amtskommunale indkomstskat);
- 4) les contributions à l'allocation vieillesse (folkepensionsbidragene);
- 5) l'impôt versé par les marins (semandsskatten);
- 6) l'impôt spécial sur les revenus (den saerlige indkomstskat);
- 7) l'impôt ecclésiastique (kirkeskatten);
- 8) l'impôt sur les dividendes (udbytteskatten);
- 9) la contribution à la caisse de maladie „per diem“ (bidrag til dagpengefonden);
- 10) l'impôt d'Etat sur la fortune (formueskatten til staten) (ci-après qualifiés „impôt danois“);

b) pour le Luxembourg:

- 1) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
- 2) l'impôt sur le revenu des collectivités;
- 3) l'impôt spécial sur les tantièmes;
- 4) l'impôt sur la fortune;
- 5) l'impôt commercial communal d'après les bénéfice et capital d'exploitation;
- 6) l'impôt communal sur le total des salaires (ci-après qualifiés „impôt luxembourgeois“).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent à la fin de chaque année les modifications essentielles apportées à leurs législations fiscales respectives.

*Article 3***Définitions générales**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) les expressions „un Etat contractant“ et „l'autre Etat contractant“ désignent, suivant le contexte, le Danemark ou le Luxembourg;
- b) le terme „Danemark“ désigne le Royaume de Danemark, y compris toute zone située hors des eaux territoriales du Danemark, qui conformément au droit international a été ou pourra être désignée en vertu de la législation danoise comme zone sur laquelle le Danemark peut exercer ses droits de souveraineté relatifs à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du lit de mer ou du sous-sol marin; le terme ne comprend pas les îles Féroë et le Groenland;
- c) le terme „Luxembourg“ désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- d) le terme „personne“ comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- e) le terme „société“ désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- f) les expressions „entreprise d'un Etat contractant“ et „entreprise de l'autre Etat contractant“ désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- g) l'expression „trafic international“ désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- h) l'expression „autorité compétente“ désigne:
 - 1) dans le cas du Danemark le ministre des Impôts et des Taxes ou son représentant dûment autorisé;
 - 2) dans le cas du Luxembourg le ministre des Finances ou son représentant dûment autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

*Article 4***Résident**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „résident d'un Etat contractant“ désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „établissement stable“ désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression „établissement stable“ comprend notamment:
 - a) un siège de direction,
 - b) une succursale,
 - c) un bureau,
 - d) une usine,
 - e) un atelier et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas „établissement stable“ si:
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression „biens immobiliers“ a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tout cas les accessoires; le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables

selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. En ce qui concerne les bénéfices réalisés par le Consortium danois, norvégien et suédois de transport aérien, connu sous le nom de „Scandinavian Airlines System (SAS)“, les dispositions des paragraphes 1 et 3 ne s'appliquent qu'à la partie des bénéfices qui se rapportent à la participation détenue dans ledit consortium par „Det Danske Luftfartsselskat (DDL)“, le partenaire danois de „Scandinavian Airlines System (SAS)“.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

*Article 10***Dividendes**

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme „dividendes“ employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

*Article 11***Intérêts**

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme „intérêts“ employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé,

soit une profession indépendante ou moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme „redevances“ employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation des biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression „profession libérale“ comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Lorsqu'un résident du Danemark reçoit une rémunération au titre d'un emploi exercé à bord d'un aéronef exploité en trafic international par le „Scandinavian Airlines System (SAS) Consortium“, une telle rémunération n'est imposable qu'au Danemark.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle,

tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

Article 18

Pensions, paiements de la sécurité sociale et paiements similaires

1. Les paiements reçus par une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant, en application de la législation sur la sécurité sociale de l'autre Etat contractant, ou en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par cet autre Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article et du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, au titre d'un emploi antérieur ou non, ne sont imposables que dans cet autre Etat. Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires sont imposables dans le premier Etat lorsque:

- a) les cotisations payées par le bénéficiaire au régime complémentaire de pension ont été déduites du revenu imposable du bénéficiaire dans le premier Etat en application de la législation de cet Etat; ou
- b) les cotisations payées par un employeur n'ont pas constitué pour le bénéficiaire un revenu imposable dans le premier Etat en application de la législation de cet Etat.

3. Les pensions et autres rémunérations similaires (y compris les versements forfaitaires) provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans le premier Etat si ces paiements découlent des cotisations, allocations ou primes d'assurance versées à un régime complémentaire de pension par le bénéficiaire ou pour son compte, ou des dotations faites par l'employeur à un régime interne, et si ces cotisations, allocations, primes d'assurance ou dotations ont été effectivement soumises à l'impôt dans le premier Etat contractant.

Article 19

Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

*Article 20****Etudiants***

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

*Article 21****Autres revenus***

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

*Article 22****Fortune***

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6 que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 23****Méthodes pour éliminer les doubles impositions***

Les doubles impositions seront évitées comme suit:

1. Au Danemark:

- a) Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe c), lorsqu'un résident du Danemark reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Danemark accorde:
 - 1) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé au Luxembourg;
 - 2) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé au Luxembourg.

- b) Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables au Luxembourg.
 - c) Lorsqu'un résident du Danemark reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de cette Convention, ne sont imposables qu'au Luxembourg, le Danemark pourra inclure ces revenus et cette fortune dans la base d'imposition, mais portera en déduction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune la partie de l'impôt danois sur le revenu ou de l'impôt danois sur la fortune qui correspond, selon le cas, aux revenus reçus du Luxembourg ou à la fortune possédée au Luxembourg.
2. Au Luxembourg:
- a) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Danemark, le Luxembourg exempté de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions de la lettre b) mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus ou la fortune en question n'avaient pas été exemptés.
 - b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de l'article 10 sont imposables au Danemark, le Luxembourg accorde sur l'impôt dont il frappe les revenus de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Danemark. La somme ainsi déduite ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant la déduction, correspondant aux revenus reçus du Danemark.
 - c) Par dérogation à la lettre b) sont soumis au régime prévu à la lettre a) les dividendes distribués par une société de capitaux résidente du Danemark et soumise dans cet Etat à l'impôt sur le revenu des sociétés à une société de capitaux résidente du Luxembourg qui dispose depuis le début de son exercice social directement d'au moins 25 pour cent du capital de la première société. Les actions ou parts susvisées de la société du Danemark sont, aux mêmes conditions, exonérées de l'impôt luxembourgeois sur la fortune.

Article 24

Non-Discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. Le terme „nationaux“ désigne:
 - a) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;
 - b) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.
3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 4 de l'article 11 ou du paragraphe 4 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune

imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements sur demande uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier; un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 27

Assistance en matière de recouvrement

1. Les Etats contractants s'engagent à se prêter aide et assistance pour le recouvrement des impôts qui font l'objet de la présente Convention et pour celui des intérêts, des frais, des suppléments d'impôt et des amendes qui n'ont pas le caractère pénal.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts. Les titres de perception, en particulier, sont rendus exécutoires dans la forme prévue par la législation de cet Etat.

4. Les créances fiscales à recouvrer ne seront pas considérées comme des créances privilégiées dans l'Etat requis.

5. En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peut demander à l'autre Etat de notifier au redevable une contrainte ou un titre de perception. L'opposition à cette notification ne peut être portée que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant.

Article 28

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

*Article 29****Extension territoriale***

1. La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires à toute partie du territoire des Etats contractants qui est spécifiquement exclue du champ d'application de la Convention et qui perçoit des impôts de nature analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles.

2. A moins que les deux Etats contractants n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 31 mettra aussi fin, dans les conditions prévues à cet article, à l'application de la Convention à toute partie du territoire des Etats contractants à laquelle elle a été étendue conformément au présent article.

*Article 30****Entrée en vigueur***

1. Les Gouvernements des Etats contractants se notifieront mutuellement que les exigences constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la présente Convention ont été remplies.

2. La présente Convention entrera en vigueur à la date de la dernière des notifications dont question au paragraphe 1 et ses dispositions seront applicables pour la première fois dans chacun des deux Etats:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année 1979;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin après le 31 décembre de l'année 1978;
- c) aux impôts sur la fortune établis pour les périodes imposables prenant fin après le 31 décembre de l'année 1978.

*Article 31****Dénonciation***

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure commençant après l'expiration d'une période de cinq années à compter de la date de son entrée en vigueur.

Dans ce cas, la Convention s'appliquera pour la dernière fois dans chacun des deux Etats:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin au plus tard le 31 décembre de la même année;
- c) aux impôts sur la fortune établis pour les périodes imposables prenant fin au plus tard le 31 décembre de la même année.

*

PROTOCOLE FINAL
du 17 novembre 1980

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui forment partie intégrante de la Convention.

§ 1er Sociétés holding

ad articles 1, 3 et 4

La présente Convention ne s'applique pas aux sociétés holding au sens de la législation particulière luxembourgeoise régie actuellement par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938 (pris en exécution de l'article 1er, 7°, alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937). Elle ne s'applique pas non plus aux revenus qu'un résident du Danemark tire de pareilles sociétés ni aux actions ou autres titres de capital de telles sociétés que cette personne possède.

§ 2 Impôts visés

ad article 2 § 3a

Il est entendu que l'impôt d'Etat sur les revenus comprend également l'impôt sur les revenus des sociétés (Selskabsskat).

§ 3 Entreprises associées

ad article 9 § 2

Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 ne porteront pas atteinte à l'exécution d'obligations plus larges qui pourront résulter de mesures à prendre par le Conseil des Communautés Européennes.

§ 4 Prévention de la double imposition au Danemark

ad article 23 § 1 a)

1° Lorsqu'il s'agit de dividendes payés par une société qui est un résident du Luxembourg à une société qui est un résident du Danemark et qui détient une participation d'au moins 25 pour cent dans la société luxembourgeoise l'imputation tient compte (en plus de tout impôt luxembourgeois payable du chef des dividendes) de l'impôt luxembourgeois payable par la société du chef de ses bénéficiaires.

2° Le Danemark accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus d'un résident du Danemark qui a bénéficié au Luxembourg d'une aide fiscale temporaire une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu dû au Luxembourg avant déduction de cette aide fiscale temporaire.

§ 5 Echange de renseignements

ad article 26

Les dispositions de l'article 26 ne portent pas atteinte à l'exécution d'obligations plus larges qui pourraient résulter des mesures prises en application de la directive du Conseil des Communautés Européennes du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs.

*

PROTOCOLE

Le Gouvernement du Royaume de Danemark et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sont convenus lors de la signature du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Danemark et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final, signés à Luxembourg, le 17 novembre 1980, („la Convention“), tels que modifiés par le Protocole signé à Luxembourg le 4 juin 2009, de la disposition suivante qui forme partie intégrante de la Convention:

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 18:

Il est entendu que les paiements reçus en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par un Etat contractant comprennent en particulier les indemnités de chômage, les indemnités de maladie, les indemnités de maternité et les aides d'éducation.

En ce qui concerne une personne physique qui:

1. était un résident du Luxembourg à la date de signature du présent Protocole, et
 2. recevait à cette date des pensions qui n'étaient imposables qu'au Luxembourg conformément au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention,
- ces pensions ne sont, nonobstant les dispositions de l'article 1 du présent Protocole, imposables qu'au Luxembourg aussi longtemps que cette personne physique reste un résident du Luxembourg.

*

ECHANGE DE LETTRES

Son Excellence
Monsieur Ole Harald LISBORG
Ambassadeur du Royaume de Danemark
à LUXEMBOURG

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980, et telle qu'amendée par le Protocole signé ce jour même, („la Convention“), et propose au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg d'ajouter les précisions suivantes:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 26.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - f) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de l'Etat requérant, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de l'Etat requérant, l'autorité compétente de cet Etat pourrait obtenir les renseignements en vertu de son droit ou dans le cadre normal de ses pratiques administratives et que la demande est conforme à la présente Convention;
 - g) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour le Gouvernement du Royaume de Danemark, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un Accord entre nos gou-

vernements lequel deviendra partie intégrante de la Convention à la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Veillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Luc FRIEDEN

*

Monsieur
Luc FRIEDEN
Ministre du Trésor et du Budget
du Grand-Duché de Luxembourg

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 4 juin 2009, libellée comme suit: „J'ai l'honneur de me référer à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980, et telle qu'amendée par le Protocole signé ce jour même, („la Convention“), et propose au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg d'ajouter les précisions suivantes:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 26.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - f) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de l'Etat requérant, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de l'Etat requérant, l'autorité compétente de cet Etat pourrait obtenir les renseignements en vertu de son droit ou dans le cadre normal de ses pratiques administratives et que la demande est conforme à la présente Convention;
 - g) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour le Gouvernement du Royaume de Danemark, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un Accord entre nos gouvernements lequel deviendra partie intégrante de la Convention à la date d'entrée en vigueur du Protocole.“

J'ai l'honneur de confirmer que le Gouvernement du Royaume de Danemark accepte ce qui précède.

Veillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Ole Harald LISBORG

*

PROTOCOLE
modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg
et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions
en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
signée à Ljubljana le 2 avril 2001

Le Grand-Duché de Luxembourg

et

la République de Slovénie

Désireux de conclure un Protocole modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001, (ci-après dénommée „la Convention“),

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article 1

L'article 27 (ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

„Article 27

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.“

Article 2

Un Protocole additionnel est ajouté à la Convention qui se lit comme suit:

„Protocole additionnel à la Convention

Au moment de procéder à la signature du Protocole modifiant la Convention, les deux parties sont convenues que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

En référence à l'article 27:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 27.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - e) dans la mesure où ils sont connus, le nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - f) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.“

Article 3

1. Le présent Protocole sera ratifié conformément aux procédures applicables au Luxembourg et en Slovaquie. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures applicables respectives.

2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications visées au paragraphe 1. Les dispositions du présent Protocole seront applicables aux années d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT en deux exemplaires, à Luxembourg, le 20 juin 2013 en langues française, slovaque et anglaise, tous les textes faisant également foi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
(signature)

Pour la République de Slovaquie
(signature)

*

CONVENTION
entre la République de Slovénie et le Grand-Duché de Luxembourg
tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts
sur le revenu et sur la fortune

La République de Slovénie et le Grand-Duché de Luxembourg, désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention, sont notamment:
 - a) en Slovénie:
 - (i) l'impôt sur les bénéfices des personnes morales (davek od dobicka pravnih oseb);
 - (ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques, y compris les traitements et salaires, les revenus d'activités agricoles, les revenus d'activités commerciales, les gains en capital et les revenus de biens immobiliers et mobiliers (dohodnina);
 - (iii) l'impôt sur la fortune (davek od premozenja);
(ci-après dénommés „impôt slovène“);
 - b) au Luxembourg:
 - (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - (ii) l'impôt sur le revenu des collectivités;
 - (iii) l'impôt spécial sur les tantièmes;
 - (iv) l'impôt sur la fortune;
 - (v) l'impôt commercial communal;
(ci-après dénommés „impôt luxembourgeois“).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme „Slovénie“ désigne la République de Slovénie et, employé dans un sens géographique, il désigne le territoire de la Slovénie, y compris la zone maritime, le lit de mer et le sous-sol attenant aux eaux territoriales, lorsque la Slovénie peut exercer ses droits souverains et son autorité judiciaire sur cette zone maritime, ce lit de mer et ce sous-sol conformément à son droit interne et au droit international;
- b) le terme „Luxembourg“ désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- c) le terme „personne“ comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- d) le terme „société“ désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- e) les expressions „entreprise d'un Etat contractant“ et „entreprise de l'autre Etat contractant“ désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- f) l'expression „trafic international“ désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule routier exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire, l'aéronef ou le véhicule routier n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- g) l'expression „autorité compétente“ désigne:
 - (i) en Slovénie: le Ministère des Finances de la République de Slovénie ou son représentant autorisé;
 - (ii) au Luxembourg: le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
- h) Le terme „national“ désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „résident d'un Etat contractant“ désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „établissement stable“ désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression „établissement stable“ comprend notamment:
 - a) un siège de direction,
 - b) une succursale,
 - c) un bureau,
 - d) une usine,
 - e) un atelier et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas „établissement stable“ si:
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas

de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant, contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression „biens immobiliers“ a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Transport international

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules routiers, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

*Article 10****Dividendes***

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes, si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme „dividendes“ employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant, tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

*Article 11****Intérêts***

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et touchés par le Gouvernement de l'autre Etat contractant, y compris ses collectivités locales et la Banque Centrale, sont exempts d'impôt dans le premier Etat.

4. Le terme „intérêts“ employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant, lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme „redevances“ employé dans le présent article, désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant, lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent

qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires, aéronefs ou véhicules routiers exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules routiers, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant, ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.
2. L'expression „profession libérale“ comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié, ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans le premier Etat si:
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année civile considérée, et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule routier exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, toutefois, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles en sa qualité d'artiste du spectacle ou de sportif, ne sont imposables que dans le premier Etat contractant lorsque les activités ont été exercées dans l'autre Etat contractant dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé par les deux Etats contractants.

Article 18

Pensions

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application d'un régime de pension obligatoire conformément à la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant, si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:

- (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20

Professeurs et chercheurs

1. Un résident de l'un des Etats contractants qui, à l'invitation d'une université, d'un collège, d'une école ou d'une autre institution d'enseignement reconnue, situés dans l'autre Etat contractant, séjourne temporairement dans cet autre Etat, à seule fin d'enseigner ou de se livrer à des recherches, ou les deux, dans l'institution d'enseignement, est, pendant une période n'excédant pas deux ans à compter de la date de sa première entrée dans l'autre Etat, exempt d'impôt dans l'autre Etat sur sa rémunération touchée pour cet enseignement ou ces recherches. Si le séjour excède deux ans, l'autre Etat peut imposer la personne physique pour toute la période de séjour, conformément à son droit interne, à moins que, dans un cas particulier, les autorités compétentes des Etats n'en conviennent autrement.
2. Aucune exemption ne sera accordée aux termes du paragraphe 1 en ce qui concerne les rémunérations touchées pour des recherches poursuivies au profit d'une personne autre que l'institution d'enseignement qui a envoyé l'invitation visée au paragraphe 1.

Article 21

Etudiants

Un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, est exempt d'impôt dans le premier Etat sur les paiements de revenus suivants qu'il touche pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation:

- a) les sommes provenant de sources situées en dehors du premier Etat contractant; et
- b) les allocations d'études, les bourses ou les prix accordés par le Gouvernement de l'un ou de l'autre Etat contractant ou une organisation scientifique, éducative, culturelle ou sans but lucratif.

Article 22

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession

indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 23

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs et des véhicules routiers exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules routiers, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 24

Méthodes pour éliminer les doubles impositions

1. En Slovénie, la double imposition est éliminée de la manière suivante:
 - a) Lorsqu'un résident de Slovénie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, la Slovénie accorde:
 - (i) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé au Luxembourg;
 - (ii) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé au Luxembourg.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables au Luxembourg.
 - b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident de Slovénie reçoit ou la fortune qu'il possède, sont exempts d'impôt en Slovénie, la Slovénie peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.
2. Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition (qui n'en affectent pas le principe général), la double imposition est éliminée au Luxembourg de la manière suivante:
 - a) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Slovénie, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions du sous-paragraph b), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés.
 - b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions des articles 10, 11, 12 et 17, sont imposables en Slovénie, le Luxembourg accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en

Slovénie. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de Slovénie.

- c) Les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque la Slovénie applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions des articles 10(2), 11(2) ou 12(2) à ce revenu.

Article 25

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant, sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.
4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 26

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la

Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 27

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

*Article 28****Membres des missions diplomatiques et postes consulaires***

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

*Article 29****Exclusion de certaines sociétés***

La présente Convention ne s'applique pas aux sociétés holding au sens de la législation particulière luxembourgeoise régie actuellement par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938. Elle ne s'applique pas non plus aux revenus qu'un résident de la Slovénie tire de telles sociétés, ni aux actions ou autres titres de capital de telles sociétés que cette personne possède.

*Article 30****Entrée en vigueur***

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.
2. La présente Convention sera applicable:
 - a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entre en vigueur;
 - b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entre en vigueur.

*Article 31****Dénonciation***

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis écrit minimum de six mois avant la fin de chaque année civile suivant la période de cinq années à partir de la date à laquelle la Convention entre en vigueur. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné;
- b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires des deux Etats contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en double exemplaire à ..., le ... 200.,

en langues slovène, française et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Pour la République de Slovénie
(signature)

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
(signature)

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, conclue ce jour entre la République de Slovénie et le Grand-Duché de Luxembourg, les plénipotentiaires des deux Etats contractants, dûment autorisés à cet effet, sont convenus que les dispositions suivantes font partie intégrante de la Convention.

En ce qui concerne l'article 10

Il est entendu que le terme „dividendes“ comprend également les parts de bénéfice touchées, du chef de sa mise de fonds dans une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, par le bailleur de fonds rémunéré en proportion du bénéfice, ainsi que les arrérages et intérêts d'obligations, lorsqu'il est concédé pour ces titres un droit à l'attribution, en dehors de l'intérêt fixe, d'un intérêt supplémentaire variant en fonction du montant du bénéfice distribué.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires des deux Etats contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT en double exemplaire à ..., le ... 200.,
en langues slovène, française et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Pour la République de Slovénie
(signature)

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
(signature)

*

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature du Protocole modifiant la Convention, les deux parties sont convenues que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

En référence à l'article 27:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 27.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - f) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

*

CONVENTION
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à
éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en
matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

SONT CONVENU de ce qui suit:

Article 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente Convention sont notamment:
 - a) en ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite:
 - (i) le Zakat; et
 - (ii) l'impôt sur le revenu y compris l'impôt sur les investissements en gaz naturel; (ci-après dénommés „impôt saoudien“);
 - b) au Grand-Duché de Luxembourg:
 - (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - (ii) l'impôt sur le revenu des collectivités;
 - (iii) l'impôt sur la fortune; et
 - (iv) l'impôt commercial communal; (ci-après dénommés „impôt luxembourgeois“).
4. La présente Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

*Article 3***Définitions générales**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) l'expression „Royaume de l'Arabie Saoudite“ désigne le territoire du Royaume de l'Arabie Saoudite qui comprend également les zones en dehors des eaux territoriales, sur lesquelles le Royaume de l'Arabie Saoudite exerce ses droits souverains et son autorité judiciaire dans leurs eaux, lit de mer, sous-sol et ressources naturelles en vertu de sa législation et du droit international;
- b) le terme „Luxembourg“ désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- c) les expressions „un Etat contractant“ et „l'autre Etat contractant“ désignent, suivant le contexte, le Royaume de l'Arabie Saoudite ou le Grand-Duché de Luxembourg;
- d) le terme „personne“ comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes, y compris l'Etat, ses subdivisions administratives ou autorités locales;
- e) le terme „société“ désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- f) les expressions „entreprise d'un Etat contractant“ et „entreprise de l'autre Etat contractant“ désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- g) l'expression „trafic international“ désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- h) l'expression „autorité compétente“ désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite, le Ministère des Finances représenté par le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne le Luxembourg, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
- i) le terme „national“ désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la présente Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

*Article 4***Résident**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „résident d'un Etat contractant“ désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu d'enregistrement, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions administratives ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - b) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „établissement stable“ désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression „établissement stable“ comprend notamment:
 - a) un siège de direction,
 - b) une succursale,
 - c) un bureau,
 - d) une usine,
 - e) un atelier et
 - f) tout lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. L'expression „établissement stable“ comprend également:
 - a) un chantier de construction, de dragage ou de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant, mais seulement lorsque ce chantier ou ces activités ont une durée supérieure à 6 mois,
 - b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque des activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) dans un Etat contractant pendant une période ou des périodes excédant 6 mois durant toute période de 12 mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas „établissement stable“ si:
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;

- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - g) la vente de marchandises appartenant à l'entreprise exposées lors d'une foire ou exposition occasionnelle et temporaire après la fermeture de ladite foire ou exposition.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 du présent article – agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat contractant pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 du présent article et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.
6. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. L'expression „biens immobiliers“ a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établisse-

ment stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme revenus de créances sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, des sommes (autres que le remboursement des frais encourus) portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme revenus de créances sur des sommes prêtées au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. Nonobstant les autres dispositions, les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exportation de marchandises dans l'autre Etat contractant ne sont pas imposables dans cet autre Etat contractant. Lorsque les contrats d'exportation comprennent d'autres activités exercées par l'intermédiaire d'un établissement stable dans l'autre Etat contractant les bénéfices provenant de telles activités sont imposables dans l'autre Etat contractant.

5. L'expression „bénéfices des entreprises“ comprend mais n'est pas limitée aux revenus tirés d'activités de fabrication, commerciales, bancaires ou d'assurances, d'opérations de transport intérieur, de la fourniture de services et de la location de biens mobiliers corporels. Une telle expression ne comprend pas l'exercice par une personne physique d'une profession dépendante ou indépendante.

6. Chaque Etat contractant applique son droit interne en ce qui concerne les activités d'assurance.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

*Article 9****Entreprises associées***

1. Lorsque
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.
2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

*Article 10****Dividendes***

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes. Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
3. Le terme „dividendes“ employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés

ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11

Revenus de créances

1. Les revenus de créances provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.
2. L'expression „revenus de créances“ employée dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des revenus de créances au sens du présent article.
3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des revenus de créances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les revenus de créances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice de ces revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.
4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant de ces revenus, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat contractant, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder
 - a) 5 pour cent du montant brut des redevances qui sont payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique;
 - b) 7 pour cent du montant brut des redevances, dans tous les autres cas.
3. Le terme „redevances“ employé dans le présent article, désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, ou les films ou bandes utilisés pour la radio ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est

située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 de la présente Convention, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation des actions en capital d'une société dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

5. Les gains provenant de l'aliénation d'actions autres que celles visées au paragraphe 4 représentant une participation d'au moins 25 pour cent dans une société qui est un résident d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent article ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants:

- a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant; ou

b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou s'achevant pendant l'année fiscale considérée; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression „profession libérale“ comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21 de la présente Convention, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié, ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15 de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 de la présente Convention, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'activités exercées dans l'autre Etat contractant lorsque le séjour dans cet autre

Etat est financé entièrement ou principalement par des fonds publics du premier Etat, de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou lorsque le séjour a lieu dans le cadre d'un accord culturel ou d'un arrangement entre les Gouvernements des Etats contractants. Dans ce cas, les revenus ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont l'artiste du spectacle ou le sportif est un résident.

Article 18

Pensions

Les pensions et autres paiements similaires provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions administratives ou collectivités locales ou l'un de ses établissements publics à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision, à cette collectivité ou à cet établissement, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. Les dispositions des articles 15, 16 et 17 de la présente Convention s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions administratives ou collectivités locales ou l'un de ses établissements publics.

Article 20

Enseignants et chercheurs

1. Une personne physique qui est ou qui était un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant et qui sur invitation d'une université, d'un collège, d'une école ou d'une autre institution d'enseignement similaire ou d'une institution de recherche scientifique, séjourne dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y enseigner, de faire des recherches ou les deux auprès d'une telle institution d'enseignement ou de recherche, est exempte d'impôt dans cet autre Etat sur toute rémunération tirée de cet enseignement ou de cette recherche pour une période n'excédant pas deux ans.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne sont pas applicables aux revenus touchés pour des recherches lorsque ces recherches sont entreprises principalement pour l'avantage particulier d'une ou de personnes spécifiques.

Article 21

Etudiants

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

*Article 22****Autres revenus***

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.

*Article 23****Fortune***

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6 de la présente Convention, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat contractant.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat contractant.
3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

*Article 24****Elimination des doubles impositions***

La double imposition est éliminée de la manière suivante:

1. En ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite:
 - a) lorsqu'un résident du Royaume de l'Arabie Saoudite reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Royaume de l'Arabie Saoudite exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions du sous-paragraphe b) du paragraphe 2 du présent article;
 - b) lorsqu'une société de capitaux qui est un résident du Royaume de l'Arabie Saoudite reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Royaume de l'Arabie Saoudite accorde sur l'impôt sur le revenu de cette société de capitaux une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Luxembourg. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus du Luxembourg;
 - c) les méthodes pour éliminer la double imposition ne porte pas préjudice aux dispositions relatives au système de recouvrement du Zakat concernant les nationaux saoudiens.

2. En ce qui concerne le Luxembourg:

Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition qui n'en affectent pas le principe général:

- a) lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Arabie Saoudite, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b), c) et d), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés;
- b) lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des articles 7, 10, 12, 13(2) et 17, sont imposables en Arabie Saoudite, le Luxembourg accorde sur l'impôt sur le revenu de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Arabie Saoudite, mais seulement, en ce qui concerne les articles 7 et 13(2), si les bénéfices et les gains en capital ne proviennent pas d'activités agricoles, industrielles, d'infrastructure et touristiques en Arabie Saoudite. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de l'Arabie Saoudite;
- c) lorsqu'une société qui est un résident du Luxembourg reçoit des dividendes provenant de l'Arabie Saoudite, le Luxembourg exempte de l'impôt ces dividendes pourvu que la société qui est un résident du Luxembourg détienne directement depuis le début de son exercice social au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes et si cette société est assujettie en Arabie Saoudite à un impôt sur le revenu correspondant à l'impôt luxembourgeois sur le revenu des collectivités. Les actions ou parts susvisées de la société de l'Arabie Saoudite sont, aux mêmes conditions, exonérées de l'impôt luxembourgeois sur la fortune. L'exemption prévue par le présent sous-paragraphe s'applique aussi même si la société de l'Arabie Saoudite est exempte d'impôt ou imposée à un taux réduit en Arabie Saoudite et si ces dividendes proviennent de bénéfices en relation avec des activités agricoles, industrielles, d'infrastructure ou touristiques en Arabie Saoudite;
- d) les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque l'Arabie Saoudite applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 des articles 10 et 12 à ce revenu.

Article 25

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la présente Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

*Article 26****Echange de renseignements***

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la présente Convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la présente Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1 de la présente Convention.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 du présent article par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1 du présent article, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 du présent article ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements demandés uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

*Article 27****Membres des missions diplomatiques et postes consulaires***

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

*Article 28****Entrée en vigueur***

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention.

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois où la dernière de ces notifications a été reçue.

2. La présente Convention sera applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux montants payés le ou après le 1er janvier suivant immédiatement la date à laquelle la Convention entrera en vigueur; et
- b) en ce qui concerne les autres impôts, aux années d'imposition commençant le ou après le 1er janvier suivant immédiatement la date à laquelle la Convention entrera en vigueur.

Article 29

Dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par voie diplomatique en adressant à l'autre Etat contractant un préavis écrit au moins six mois avant la fin de chaque année civile commençant après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date de son entrée en vigueur.

2. La présente Convention cessera d'être applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux montants payés après la fin de l'année civile au cours de laquelle le préavis est donné; et
- b) en ce qui concerne les autres impôts, aux années d'imposition commençant après la fin de l'année civile au cours de laquelle le préavis est donné.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en doubles exemplaires à Riyad, le 7 mai 2013 correspondant au 27 JUMADA'II 1434H en langues française, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg
Luc FRIEDEN
Ministre des Finances*

*Pour le Gouvernement
du Royaume de l'Arabie Saoudite
Ibrahim A. AL-ASSAF
Ministre des Finances*

*

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

I. En référence à l'article 4 de la Convention

1. Une personne morale organisée en vertu de la législation d'un Etat contractant et qui est généralement exempte d'impôt ou qui n'est pas assujettie à l'impôt dans cet Etat et qui est établie et maintenue dans cet Etat soit:

- a) pour des raisons religieuses, charitables, éducatives ou scientifiques ou pour d'autres raisons similaires; soit
- b) pour fournir des pensions ou d'autres avantages similaires aux employés

est considérée comme un résident de cet Etat contractant.

2. Un organisme de placement collectif qui est établi dans un Etat contractant est considéré comme un résident de l'Etat contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.

II. En référence à l'article 26 de la Convention

1. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
- b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
- c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
- d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
- e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
- f) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

2. Il est entendu que le paragraphe 5 de l'article 26 de la Convention n'oblige pas les Etats contractants de procéder à un échange de renseignements spontané ou automatique.

3. Il est entendu que les renseignements reçus en vertu de l'article 26 de la Convention par un Etat contractant sont utilisés aux seules fins d'appliquer les dispositions de la Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts visés par la Convention.

III. Général

Lorsque le Royaume de l'Arabie Saoudite introduira un impôt sur le revenu applicable à ses nationaux qui sont des résidents du Royaume de l'Arabie Saoudite ou que les impôts existants seront modifiés en conséquence, alors les Etats contractants entreront en négociation afin d'introduire dans la Convention un article sur la non-discrimination.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT en doubles exemplaires à Riyad, le 7 mai 2013 correspondant au 27 JUMADA'II 1434H en langues française, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg*
Luc FRIEDEN
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement
du Royaume de l'Arabie Saoudite*
Ibrahim A. AL-ASSAF
Ministre des Finances

*

CONVENTION
between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg
and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia for the
avoidance of double taxation and the prevention of tax evasion
with respect to taxes on income and on capital

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of the Kingdom of Saudi Arabia

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of tax evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its administrative subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which this Convention shall apply are in particular:
 - a) in the case of the Kingdom of Saudi Arabia:
 - (i) the Zakat; and
 - (ii) the income tax including the natural gas investment tax; (hereinafter referred to as the „Saudi Tax“);
 - b) in the case of the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals;
 - (ii) the corporation tax;
 - (iii) the capital tax; and
 - (iv) the communal trade tax; (hereinafter referred to as „Luxembourg tax“).
4. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their respective taxation laws.

*Article 3***General definitions**

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „Kingdom of Saudi Arabia“ means the territory of the Kingdom of Saudi Arabia which also includes the area outside the territorial waters, where the Kingdom of Saudi Arabia exercises its sovereign and jurisdictional rights in their waters, sea bed, subsoil and natural resources by virtue of its law and international law;
 - b) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - c) the terms „a Contracting State“ and „the other Contracting State“ mean the Kingdom of Saudi Arabia or the Grand Duchy of Luxembourg as the context requires;
 - d) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons, including the State, its administrative subdivisions or local authorities;
 - e) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the terms „enterprise of a Contracting State“ and „enterprise of the other Contracting State“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - g) the term „international traffic“ means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
 - h) the term „competent authority“ means:
 - (i) in the case of the Kingdom of Saudi Arabia, the Ministry of Finance represented by the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in the case of Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - i) the term „national“ means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State.
2. As regards the application of this Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which this Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

*Article 4***Resident**

1. For the purposes of this Convention, the term „resident of a Contracting State“ means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of incorporation, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any administrative subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 of this Article, an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Contracting States,

- he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State of which he is a national;
 - d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 of this Article a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) any place of extraction of natural resources.
3. The term „permanent establishment“ also includes:
 - a) a building site, a construction, a dredging project or assembly or installation project, or supervisory activities, in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period more than 6 months;
 - b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, but only where activities of that nature continue (for the same or a connected project) within a Contracting State for a period or periods aggregating more than 6 months within any 12-month period.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character;

g) the sale of goods or merchandise belonging to the enterprise displayed at an occasional temporary fair or exhibition after the closing of the said fair or exhibition.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 of this Article applies – is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 of this Article which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 of this Article shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 of this Article shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3 of this Article, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein,

there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of income from debt-claims with regard to moneys lent to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken, in the determination of the profits of a permanent establishment, for amounts charged (otherwise than towards reimbursement of actual expenses), by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of income from debt-claims with regard to moneys lent to the head office of the enterprise or any of its other offices.

4. Notwithstanding other provisions, the business profits derived by an enterprise of a Contracting State from the exportation of merchandise to the other Contracting State shall not be taxed in that other Contracting State. Where export contracts include other activities carried on through a permanent establishment in the other Contracting State profits derived from such activities may be taxed in the other Contracting State.

5. The term „business profits“ includes, but is not limited to income derived from manufacturing, mercantile, banking, insurance, from the Operation of inland transportation, the furnishing of services and the rental of tangible personal movable property. Such a term does not include the performance of personal services by an individual either as an employee or in an independent capacity.

6. Each Contracting State shall apply its domestic law with regard to insurance activities.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 of this Article shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where:

- a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the dividends. This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14 of this Convention, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

Income from debt-claims

1. Income from debt-claims arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. The term „income from debt-claims“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as income from debt-claims for the purpose of this Article.

3. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the income from debt-claims, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the income from debt-claims arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which such income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14 of this Convention, as the case may be, shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the such income, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that Contracting State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed

- a) 5 per cent of the gross amount of the royalties which are paid for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment;
- b) 7 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

3. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14 of this Convention, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 of this Convention and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of shares of the capital stock of a company the property of which consists directly or indirectly principally of immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that State.
5. Gains from the alienation of shares other than those mentioned in paragraph 4 representing a participation of at least 25 per cent in a company which is a resident of a Contracting State may be taxed in that State.
6. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this Article shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other Contracting State:
 - a) if he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other Contracting State; or
 - b) if his stay in the other Contracting State is for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned; in that case, only so much of the income as is derived from his activities performed in that other State may be taxed in that other State.
2. The term „professional services“ includes especially, independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

*Article 15****Dependent personal services***

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18, 19, 20 and 21 of this Convention, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:
 - a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

*Article 16****Directors' fees***

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

*Article 17****Artistes and sportspersons***

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15 of this Convention, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15 of this Convention, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.
3. Paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply to income derived by a resident of a Contracting State from activities exercised in the other Contracting State if the visit to that other State is supported wholly or mainly by public funds of the first-mentioned State, a political subdivision or a local authority thereof, or takes place under a cultural agreement or arrangement between the Governments of the Contracting States. In such case, the income shall be taxable only in the Contracting State of which the entertainer or sportsperson is a resident.

*Article 18****Pensions***

Pensions and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State.

*Article 19****Government service***

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or an administrative subdivision, a local authority or statutory body thereof to an individual in respect of services rendered to that State, subdivision, authority or body shall be taxable only in that State.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of Articles 15, 16 and 17 of this Convention shall apply to salaries, wages and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or an administrative subdivision, a local authority or statutory body thereof.

*Article 20****Teachers and researchers***

1. An individual who is or was a resident of a Contracting State immediately before making a visit to the other Contracting State and who, at the invitation of an university, college, school, or other similar educational institution or scientific research institution, visits that other Contracting State solely for the purpose of teaching or research or both at such educational or research institution, shall be exempt from tax in that other State on any remuneration derived from such teaching or research for a period not exceeding two years.
2. The provision of paragraph 1 of this Article shall not apply to income from research if such research is undertaken primarily for the private benefit of a specific person or persons.

*Article 21****Students***

Payments which a student or business trainee or apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

*Article 22****Other income***

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6 of this Convention, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14 of this Convention, as the case may be, shall apply.

*Article 23****Capital***

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6 of this Convention, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other Contracting State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other Contracting State.
3. Capital represented by ships and aircraft operated by an enterprise of a Contracting State in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State.

*Article 24****Elimination of double taxation***

Double taxation shall be eliminated as follows:

1. In the case of the Kingdom of Saudi Arabia:
 - a) where a resident of the Kingdom of Saudi Arabia derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, the Kingdom of Saudi Arabia shall, subject to the provisions of sub-paragraph b) of paragraph 2 of this Article, exempt such income or capital from tax;
 - b) where a capital company which is a resident of the Kingdom of Saudi Arabia derives items of income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, the Kingdom of Saudi Arabia shall allow as a deduction from the tax on the income of that capital company an amount equal to the tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Luxembourg;
 - c) the methods for elimination of double taxation will not prejudice to the provisions of the Zakat collection regime as regards Saudi nationals.
2. In the case of Luxembourg:

Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof:

 - a) where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Saudi Arabia, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 12, 13(2) and 17 may be taxed in Saudi Arabia, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Saudi Arabia, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in Saudi Arabia. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Saudi Arabia;

- c) where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Saudi Arabia sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject in Saudi Arabia to an income tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Saudi Arabia company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Saudi Arabia company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in Saudi Arabia and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in Saudi Arabia;
- d) the provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Saudi Arabia applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Articles 10 and 12 to such income.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.
3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in this Convention.
4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1 of this Convention.
2. Any information received under paragraph 1 of this Article by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1 of this Article, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process or information the disclosure of which would be contrary to public policy.

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 of this Article be construed to permit a Contracting State to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28

Entry into force

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Convention have been fulfilled. This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the month in which the latter of these notifications was received.

2. This Convention shall have effect:

- a) with regard to taxes withheld at source, in respect of amounts paid on or after the first day of January next following the date upon which the Convention enters into force; and
- b) with regard to other taxes, in respect of taxable years beginning on or after the first day of January next following the date upon which the Convention enters into force.

Article 29

Termination

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either of the Contracting States may terminate this Convention, through the diplomatic channels, by giving to the other Contracting State written notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. This Convention shall cease to have effect:

- a) with regard to taxes withheld at source, in respect of amounts paid after the end of the calendar year in which such notice is given; and

- b) with regard to other taxes, in respect of taxable years beginning after the end of the calendar year in which such notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Riyadh this 7th day of May 2013 corresponding to the 27th day of JUMADA'II 1434H, in the French, Arabic and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation, the English text shall prevail.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*

Luc FRIEDEN
Minister of Finance

*For the Government
of the Kingdom of Saudi Arabia*

Ibrahim A. AL-ASSAF
Minister of Finance

*

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia for the avoidance of double taxation and the prevention of tax evasion with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed that the following provisions shall form an integral part of the Convention:

I. With reference to Article 4 of the Convention

1. A legal person organized under the laws of a Contracting State and that is generally exempt from tax or not liable to tax in that State and is established and maintained in that State either:
 - a) for a religious, charitable, educational, scientific, or other similar purpose; or
 - b) to provide pensions or other similar benefits to employees shall be considered as a resident of that Contracting State.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 26 of the Convention

1. The competent authority of the applicant State shall provide the following information to the competent authority of the requested State when making a request for information under the Convention to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:
 - a) the identity of the person under examination or investigation;
 - b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the applicant State wishes to receive the information from the requested State;
 - c) the tax purpose for which the information is sought;
 - d) grounds for believing that the information requested is held in the requested State or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested State;
 - e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
 - f) a statement that the applicant State has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.
2. It is understood that paragraph 5 of Article 26 of the Convention does not require the Contracting States to exchange information on a spontaneous or automatic basis.

3. It is understood that the information received under Article 26 of the Convention by a Contracting State shall be used only for the purpose of carrying out the provisions of the Convention or of the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes covered by the Convention.

III. General

In the case in which the Kingdom of Saudi Arabia will introduce an income tax applicable to its nationals who are residents of the Kingdom of Saudi Arabia, or the existing tax will be modified accordingly, then the two Contracting States shall enter into negotiations in order to introduce in the Convention an article on non-discrimination.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Riyadh this 7th day of May 2013 corresponding to the 27th day of JUMADA 'II 1434H, in the French, Arabic and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation, the English text shall prevail.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*

Luc FRIEDEN
Minister of Finance

*For the Government
of the Kingdom of Saudi Arabia*

Ibrahim A. AL-ASSAF
Minister of Finance

*

AGREEMENT

between the Grand Duchy of Luxembourg and Guernsey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal eva- sion with respect to taxes on income and on capital

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the States of Guernsey

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties,

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of

movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in Guernsey: the income tax;

(hereinafter referred to as „Guernsey tax“);
 - b) in Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);

(hereinafter referred to as „Luxembourg tax“).

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „Guernsey“ means the States of Guernsey and, when used in a geographical sense, means Guernsey, Alderney and Herm, including the territorial sea adjacent to those islands, in accordance with international law; save that any reference to the law of Guernsey is to the law of the island of Guernsey as it applies there and in the islands of Alderney and Herm;
 - b) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - c) the term „business“ includes the performance of professional services and of other activities of an independent character;
 - d) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - e) the term „competent authority“ means:
 - (i) in Guernsey, the Director of Income Tax or his delegate;
 - (ii) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - f) the terms „a Contracting Party“ and „the other Contracting Party“ mean Guernsey or Luxembourg as the context requires;
 - g) the term „enterprise“ applies to the carrying on of any business;
 - h) the terms „enterprise of a Contracting Party“ and „enterprise of the other Contracting Party“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
 - i) the term „international traffic“ means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting Party;
 - j) the term „national“ means:
 - (i) in relation to Guernsey, any individual who has a place of abode in Guernsey and possesses British citizenship and any legal person, partnership or association deriving its status as such under the laws of Guernsey;
 - (ii) in relation to Luxembourg:
 - a) any individual possessing the nationality of Luxembourg; and

- b) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in Luxembourg;
 - k) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons.
2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term „resident of a Contracting Party“ means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Party in respect only of income from sources in that Party or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:
- a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
 - d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
- a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation or a dredging project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

*Article 7****Business profits***

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.
2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.
3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.
4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

*Article 8****Shipping, inland waterways transport and air transport***

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
3. For the purposes of this Article, profits derived from the operation in international traffic of ships and aircraft include profits:
 - a) derived from the rental of ships and aircraft if such ships or aircraft are operated in international traffic; and
 - b) derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods and merchandise,
 where such rental profits or profits from such use, maintenance or rental, as the case may be, are incidental to the profits described in paragraph 1.
4. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship or boat is a resident.
5. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

*Article 9****Associated enterprises***

1. Where:
 - a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg, the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party

*Article 11***Interest**

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.
2. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term „interest“ shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

*Article 12***Royalties**

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.
2. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

*Article 13***Capital gains**

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

Article 14

Income from employment

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:
 - a) the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

Article 16

Artistes and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income

may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.

Article 17

Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) paid to a resident of a Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in that Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting Party and paid to a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws or have been deducted from the taxable base in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:
 - (i) is a national of that Party; or
 - (ii) did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump sum payments) paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such pensions and other similar remuneration (including lump sum payments) shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

Article 19

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Party.

*Article 20****Other income***

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that Party.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

*Article 21****Capital***

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

*Article 22****Elimination of double taxation***

1. Subject to the provisions of the laws of Guernsey regarding the allowance as a credit against Guernsey tax of tax payable in a territory outside Guernsey (which shall not affect the general principle hereof):
 - a) subject to the provisions of sub-paragraph c), where a resident of Guernsey derives income which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg, Guernsey shall allow as a deduction from the tax payable in respect of that income, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg;
 - b) such deduction shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg;
 - c) where a resident of Guernsey derives income which, in accordance with the provisions of the Agreement shall be taxable only in Luxembourg, Guernsey may include this income in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident.
2. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Guernsey, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in Guernsey, Luxembourg shall allow as a deduction

from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Guernsey, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in Guernsey. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Guernsey;

- c) where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Guernsey sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject to Guernsey tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Guernsey company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Guernsey company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in Guernsey and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in Guernsey;
- d) the provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Guernsey applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.

Article 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting Party to grant to residents of the other Contracting Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

*Article 24****Mutual agreement procedure***

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent authority of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting Parties.
3. The competent authorities of the Contracting Parties shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.
4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.
5. Where,
 - a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and
 - b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if both competent authorities and the taxpayer agree and the taxpayer agrees in writing to be bound by the decision of the arbitration board. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. The decision of the arbitration board in a particular case shall be binding on both Parties with respect to that case and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

*Article 25****Exchange of information***

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in

relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

Entry into force

1. Each Contracting Party shall notify the other in writing, through appropriate channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Agreement shall have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 28

Termination

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Agreement, through appropriate channels, by giving notice of termination at

least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at London this 10th day of May 2013, in the English language.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the States of Guernsey
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Guernsey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both Contracting Parties have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in that Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in that Contracting Party shall be considered as an individual who is resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 25

Any request for information under the Agreement shall be formulated with the greatest detail possible and, in particular, the competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) the period for which the information is sought;
- c) the nature of the information sought and the form in which the requesting Party wishes to receive it;
- d) the reason for believing that the information requested is foreseeably relevant to the carrying out of the provisions of the Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes imposed on behalf of the requesting Party;
- e) the tax purpose for which the information is sought;
- f) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession of or obtainable by a person within the jurisdiction of the requested Party;
- g) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of or able to obtain the requested information;

h) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at London this 10th day of May 2013, in the English language.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the States of Guernsey
(signature)

*

AGREEMENT

between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of the Isle of Man

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
(hereinafter referred to as „Luxembourg tax“);

- b) in the Isle of Man:
the Income Tax;
(hereinafter referred to as „Manx tax“).

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term „Isle of Man“ means the island of the Isle of Man, including its territorial sea, in accordance with international law;
 - c) the terms „a Contracting Party“ and „the other Contracting Party“ mean Luxembourg or the Isle of Man as the context requires; the term „Contracting Parties“ means Luxembourg and the Isle of Man;
 - d) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term „enterprise“ applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms „enterprise of a Contracting Party“ and „enterprise of the other Contracting Party“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
 - h) the term „international traffic“ means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting Party;
 - i) the term „competent authority“ means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative; and
 - (ii) in the Isle of Man, the Assessor of Income Tax or his delegate;
 - j) the term „national“, in relation to a Contracting Party, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting Party; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting Party;
 - k) the term „business“ includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term „resident of a Contracting Party“ means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place

of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party and any local authority thereof and any pension fund or pension scheme recognised by that Party, This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Party in respect only of income from sources in that Party or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
- d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term „permanent establishment“ includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation constitutes a permanent establishment only if it lasts more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

Business profits

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.

2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship is a resident.

3. For the purposes of this Article, profits derived from the operation in international traffic of ships and aircraft include profits:

- a) derived from the rental on a bareboat basis of ships and aircraft if operated in international traffic; and
- b) derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise,

where such rental profits or profits from such use, maintenance or rental, as the case may be are incidental to the profits described in paragraph 1.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

*Article 10****Dividends***

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party.

*Article 11****Interest***

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term „interest“ shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest

is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting Party when the payer is a resident of that Party. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting Party or not, has in a Contracting Party a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting Party in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting Party when the payer is a resident of that Party. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting Party or not, has in a Contracting Party a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting Party in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including

such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

Article 14

Income from employment

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:
 - a) the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

Article 16

Artistes and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a Contracting Party by an entertainer or a sportsperson if the visit to that Party is wholly or mainly

supported by public funds of one or both of the Contracting Parties or local authorities thereof. In such case, the income shall be taxable only in the Contracting Party of which the entertainer or a sports person is a resident.

Article 17

Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration arising in a Contracting Party paid to a resident of the other Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in the first mentioned Party.

Article 18

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:
 - (i) is a national of that Party; or
 - (ii) did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

Article 19

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Party.

Article 20

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that Party.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

Article 22

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in the Isle of Man, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in the Isle of Man, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in the Isle of Man, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in the Isle of Man. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the Isle of Man;
 - c) where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Isle of Man sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject to the Isle of Man tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Isle of Man company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Isle of Man company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in the Isle of Man and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in the Isle of Man;
 - d) the provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where the Isle of Man applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.

2. In the case of the Isle of Man, double taxation shall be avoided as follows:
 - a) When imposing tax on its residents the Isle of Man may include in the basis upon which such taxes are imposed the items of income, which, according to the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where a resident of the Isle of Man derives income which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg the Isle of Man shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg.
 - c) Where in accordance with any provision of this Agreement income derived by a resident of the Isle of Man is exempt from tax in the Isle of Man, the Isle of Man may nevertheless in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, take into account the exempted income.

Article 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting Party to grant to residents of the other Contracting Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent autho-

rity of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting Parties.

3. The competent authorities of the Contracting Parties shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

- a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and
- b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting Parties and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;

- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

Entry into force

1. The Contracting Parties shall notify each other in writing, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 28

Termination

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Agreement, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.
2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;

b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at London this 8th day of April 2013.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*

(signature)

*For the Government
of the Isle of Man*

(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as an individual who is a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives. However, this provision shall not prevent the other Contracting Party from taxing its residents if they receive income from such a collective investment vehicle.

II. With Reference to Article 6

It is understood that, for the purpose of paragraph 3 of Article 6, the term „income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property“ shall include any income or gains derived from the development of land and property in which the person receiving that income or gain has an interest.

III. With reference to Article 25

The competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under the Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting Party wishes to receive the information from the requested Party;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the request is in conformity with the Agreement;
- g) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IV. With Reference to the Agreement in General

This Agreement shall not affect the application of the provisions of the Agreement in the form of an exchange of letters on the taxation of savings income of 13th May 2004 and 19th November 2004 between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at London this 8th day of April 2013.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

*For the Government
of the Isle of Man*
(signature)

*

CONVENTION

between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal eva- sion with respect to taxes on income and on capital

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of Jersey

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
 - a) in Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and

- (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
(hereinafter referred to as „Luxembourg tax“);
- b) in Jersey:
 - (i) the income tax;
(hereinafter referred to as „Jersey tax“).

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term „Jersey“ means, when used in a geographical sense, the Bailiwick of Jersey, including its territorial sea;
 - c) the terms „a Party“ and „the other Party“ mean Jersey or Luxembourg as the context requires; the term „Parties“ means Jersey and Luxembourg;
 - d) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term „enterprise“ applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms „enterprise of a Contracting Party“ and „enterprise of the other Contracting Party“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
 - h) the term „international traffic“ means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting Party;
 - i) the term „competent authority“ means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Jersey, the Treasury and Resources Minister or his authorised representative;
 - j) the term „national“, in relation to a Contracting Party, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting Party; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting Party;
 - k) the term „business“ includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.
2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

*Article 4****Resident***

1. For the purposes of this Convention, the term „resident of a Contracting Party“ means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party, any local authority thereof and any pension fund or pension scheme recognised by that Party. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Contracting Party in respect only of income from sources in that Contracting Party or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
 - d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

*Article 5****Permanent establishment***

1. For the purposes of this Convention, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation or a dredging project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise of a Contracting Party shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

Business profits

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.

2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping, inland waterways transport and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship or boat is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party, and taxes accordingly, profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment,

due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg, the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term „interest“ shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

*Article 14****Income from employment***

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:
 - a) the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

*Article 15****Directors' fees***

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

*Article 16****Artistes and sportspersons***

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

*Article 17****Pensions***

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in that Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting Party and paid to a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:
 - (i) is a national of that Party; or
 - (ii) did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
 - b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.
3. The provisions of Articles 14, 15 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

Article 19

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Contracting Party.

Article 20

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Party.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

Article 22

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Jersey, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in Jersey, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Jersey, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in Jersey. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Jersey.
 - c) Where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Jersey sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject in Jersey to an income tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Jersey company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Jersey company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in Jersey and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in Jersey.
 - d) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Jersey applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.
2. In the case of Jersey, double taxation shall be avoided as follows:

Subject to the provisions of the laws of Jersey regarding the allowance of a credit against Jersey tax in respect of foreign tax, where, in accordance with the provisions of this Convention:

 - a) When imposing tax on its residents Jersey may include in the basis upon which such taxes are imposed the items of income, which, according to the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where a resident of Jersey derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, Jersey shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg.

*Article 23****Non-discrimination***

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Contracting Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall not be construed as obliging a Party to grant to residents of the other Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

*Article 24****Mutual agreement procedure***

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent authority of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. An agreement shall be reached within a period of two years after the question was formally raised by the competent authority and the agreement shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Parties.
3. The competent authorities of the Contracting Party shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

- a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and
- b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting Parties and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial

institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

Entry into force

1. Each Party shall notify the other Party of the completion of the procedures required by its laws for the bringing into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications.
2. The Convention shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after the first day of January next following the year in which the Convention enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxation year beginning on or after the first day of January next following the year in which the Convention enters into force.

Article 28

Termination

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Convention by giving to the other Party written notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.
2. The Convention shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after the first day of January next following the year in which the notice is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxation year beginning on or after the first day of January next following the year in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at London this 17th day of April 2013.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*

(signature)

*For the Government
of Jersey*

(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

I. With reference to Article 4

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as an individual who is resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 25

The competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under the Convention to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting Party wishes to receive the information from the requested Party;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

III. With reference to the Convention in general

This Convention shall not affect the application of the provisions of the Agreement in the form of an exchange of letters on the taxation of savings income of 13th May 2004 and 19th November 2004 between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at London this 17th day of April 2013.

*For the Government
of the Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

*For the Government
of Jersey*
(signature)

*

ECHANGE DE LETTRES

17 April 2013

Assistant Chief Minister
External Relations
Cyril Le Marquand House
St Helier, Jersey, JE4 8QT
Tel: +44 (0)1534 440401

Ms Béatrice Kirsch
Chargé d'Affaires a.i.
Embassy of the Grand Duchy of Luxembourg
London
SW1X 8SD

Dear Ms Kirsch

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of 17 April 2013, which reads as follows:

„I have the honour to refer to the Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of Jersey for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to taxes on Income and Capital, signed at London on the 17 April 2013 (the „Convention“) and to propose on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg the following understanding:

It is understood that Jersey source dividend income will be exempt from Luxembourg tax provided the Luxembourg company owns at least 10% of the capital of the Jersey company at the beginning of the accounting year and provided the Jersey company is subject to tax at a rate of at least 10,5%. The rate of 10,5% is based on the current interpretation in Luxembourg that an income tax rate corresponding to that in Luxembourg is 50% of the prevailing corporate tax rate, which is currently 21%. This is publicly stated and cannot be varied. As a result the only Jersey entities in respect of which such an exemption would apply would be those subject to tax at 20%, at present being utility companies and those with property income. Any future reduction in Luxembourg tax to 20% or below would result in Jersey financial services companies which are currently subject to tax at 10% falling within this exemption.

In that case, or if Luxembourg interprets in a different manner the interpretation of what a corresponding tax to a Luxembourg tax comprises so that dividends paid from companies subject to Jersey tax at a rate lower than 10,5% become eligible for the exemption from Luxembourg tax, then Jersey would agree to exempt dividends flowing from Luxembourg to Jersey in all cases provided the Jersey company owns at least 10% of the capital of the Luxembourg company at the beginning of the accounting year.

If the foregoing understanding meets with the approval of the Government of Jersey, I have the further honour to propose that this Note and your affirmative Note in reply shall constitute an agreement between our Governments which shall become an integral part of the Convention on the date of entry into force of the Convention.“

I have the further honour to accept the understanding contained in your Note on behalf of the Government of Jersey. Therefore your Note and this Note shall constitute an agreement between our Governments which shall become an integral part of the Convention on the date of entry into force of the Convention.

Please accept, Ms Kirsch, the expression of my highest consideration.

Senator Sir Philip BAILHACHE
Assistant Chief Minister
External Relations

*

Chief Minister
Cyril Le Marquand House
St Helier, Jersey, JE4 8QT
Tel: +44 (0)1534 440400
Fax: +44 (0)1534 440408

This is to confirm that in accordance with the provisions of Article 18(2) of the States of Jersey Law 2005 and paragraph 1.8.5 of the Strategic Plan 2006-2011 adopted by the States on 28 June 2006 the Council of Ministers have authorised Senator Sir Philip Bailhache, Assistant Chief Minister, to sign on behalf of the Government of Jersey a Double Taxation Agreement with the Government of the Grand Duchy of Luxembourg which agreement when signed will be presented to the States of Jersey, the Island's Parliament, for formal ratification.

27th March 2013

For the Council of Ministers
Senator Ian GORST
Chief Minister

*

CONVENTION
between the Grand Duchy of Luxembourg and the Czech Republic for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital

The Grand Duchy of Luxembourg

and

the Czech Republic

desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
- a) in the Czech Republic:
 - (i) the tax on income of individuals;
 - (ii) the tax on income of legal persons; and
 - (iii) the tax on immovable property; (hereinafter referred to as „Czech tax“);
 - b) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals;
 - (ii) the corporation tax;
 - (iii) the capital tax; and
 - (iv) the communal trade tax; (hereinafter referred to as „Luxembourg tax“).
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
- a) the term „the Czech Republic“ means the territory of the Czech Republic over which, under Czech legislation and in accordance with international law, the sovereign rights of the Czech Republic are exercised;
 - b) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - c) the terms „a Contracting State“ and „the other Contracting State“ mean Luxembourg or the Czech Republic, as the context requires;
 - d) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term „enterprise“ applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms „enterprise of a Contracting State“ and „enterprise of the other Contracting State“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - h) the term „national“ means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;
 - i) the term „business“ includes also the performance of professional services and of other activities of an independent character;
 - j) the term „international traffic“ means any transport by a ship, boat, aircraft, road or railway vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, boat, aircraft, road or railway vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;
 - k) the term „competent authority“ means:
 - (i) in the case of the Czech Republic, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in the case of Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term „resident of a Contracting State“ means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of effective management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any political subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term „permanent establishment“ includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term „permanent establishment“ likewise encompasses:

- a) a building site or a construction, assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period of more than twelve months;

- b) the furnishing of services, including consultancy or managerial services, by an enterprise of a Contracting State or through employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, but only where activities of that nature continue in the territory of the other Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate six months within any twelve month period.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.
3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.
4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.
5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.
7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

International traffic

1. Profits from the operation of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship or boat is a resident.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

*Article 9****Associated enterprises***

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the other Contracting State agrees that the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

*Article 10****Dividends***

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 0 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds for an uninterrupted period of at least one year directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as other income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution or the payment is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company,

except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.
2. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purposes of this Article. The term „interest“ shall not include any item of income which is considered as a dividend under the provisions of paragraph 3 of Article 10.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such royalties, except in the case of payments of the kind referred to in subparagraph a) of paragraph 3, may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 percent of the gross amount of the royalties.
3. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use:
 - a) any copyright of literary, artistic or scientific work except of computer software and including cinematograph films, and films or tapes for television or radio broadcasting;

- b) any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, computer software, or industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles operated by such enterprise in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships, boats, aircraft, road or railway vehicles, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14

Income from employment

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if all the following conditions are met:

- a) the recipient exercises the employment in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.
3. In the computation of the periods mentioned in sub-paragraph a) of paragraph 2, the following days shall be included:
- a) all days of physical presence including days of arrivals and departures, and
 - b) days spent outside the State of activity such as Saturdays and Sundays, national holidays, holidays, and business trips directly connected with the employment of the recipient in that State, after which the activity was resumed in the territory of that State.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, boat, aircraft, road or railway vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

Directors' fees

Directors' fees and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or any other similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16

Artistes and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

Pensions

1. Pensions and other similar remuneration (including government service pensions and payments made under the social security legislation) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State.
2. The provision of paragraph 1 shall apply to pensions and other similar remuneration, regardless of whether these payments are paid in consideration of past employment.

Article 18

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
- (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of Articles 14, 15 and 16 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 19

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 20

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
3. Capital represented by property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles operated by such enterprise in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships, boats, aircraft, road or railway vehicles shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 22

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows in Luxembourg:

- a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in the Czech Republic, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 12 and 16, may be taxed in the Czech Republic, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in the Czech Republic. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the Czech Republic.
 - c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where the Czech Republic applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 or 12 to such income.
2. Subject to the provisions of the laws of the Czech Republic regarding the elimination of double taxation, in the case of a resident of the Czech Republic, double taxation shall be eliminated as follows:
- a) The Czech Republic, when imposing taxes on its residents, may include in the tax base upon which such taxes are imposed the items of income or of capital which according to the provisions of this Convention may also be taxed in Luxembourg, but shall allow as a deduction from the amount of tax computed on such a base an amount equal to the tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Czech tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income or capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where in accordance with any provision of the Convention income derived or capital owned by a resident of the Czech Republic is exempt from tax in the Czech Republic, the Czech Republic may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.
3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 5 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits

of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 25

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

Miscellaneous provisions

It is understood for the purposes of the Convention that the competent authority of a Contracting State may, after consultation with the competent authority of the other Contracting State, deny the benefits of the Convention to any person, or with respect to any transaction, if the granting of those benefits would constitute an abuse of this Convention.

Article 28

Entry into force

1. Each of the Contracting States shall notify to the other, through the diplomatic channels, the completion of the procedures required by its domestic law for the bringing into force of this Convention. This Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications and its provisions shall have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income paid or credited on or after 1st January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force;
- b) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to income or capital in any taxable year beginning on or after 1st January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force.

2. The Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Czech and Slovak Federative Republic for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital signed at Luxembourg on

March 18, 1991, shall cease to be in force and in effect in relation between Luxembourg and the Czech Republic on the date of the entry into effect of this Convention.

Article 29

Termination

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through the diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year following after the period of five years from the date on which the Convention enters into force. In such event, the Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income paid or credited on or after 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to income or capital in any taxable year beginning on or after 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Brussels this 5th day of March 2013 in the English language.

For the Grand Duchy of Luxembourg

(signature)

For the Czech Republic

(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Czech Republic for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

I. With reference to Article 4

For the purposes of the first sentence of paragraph 1 of Article 4, it is understood that the term „resident of a Contracting State“ also includes a fiscally non-transparent person (including a collective investment vehicle) that is established in that State according to its laws even in the case where the income of that person is taxed at a zero rate in that State or is exempt from tax there.

II. With reference to Article 12 paragraph 2

In the case that, after the signing of this Convention, the Czech Republic signs with any other EU member State a Convention which limits the taxation of royalties arising in the Czech Republic to a rate lower, including exemption, than the rate provided for in this Article, that lower rate or exemption will automatically be applicable for the purposes of this Article from the date of which the Convention between the Czech Republic and the EU member State concerned will have effect.

III. With reference to Article 25

The competent authority of the requesting State shall provide the following information to the competent authority of the requested State when making a request for information under the Convention to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;

- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting State wishes to receive the information from the requested State;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested State or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested State;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting State has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Brussels this 5th day of March 2013 in the English language.

For the Grand Duchy of Luxembourg
(signature)

For the Czech Republic
(signature)

*

FICHE FINANCIERE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité
et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES
DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES SALARIES
AU MINISTRE DES FINANCES

(25.10.2013)

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 18 octobre 2013, vous avez fait parvenir pour avis à notre chambre professionnelle le projet de loi sous rubrique.

Le projet de loi a pour objet d'approuver les conventions fiscales avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'Ile de Man et la République tchèque, ainsi que les Protocoles modifiant les conventions existantes avec le Danemark et la Slovaquie.

Le projet de loi poursuit ainsi la politique visant à négocier et à modifier des conventions de non double imposition conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

Le projet de loi s'inscrit dans le cadre des efforts effectués ces dernières années en vue de compléter et d'améliorer progressivement le réseau de conventions fiscales, qui constitue un élément important pour développer la diversification de nos relations économiques internationales.

Le projet de loi est à voir dans le contexte d'autres lois adoptées récemment qui contiennent des dispositions relatives à l'échange de renseignements, telles qu'elles figurent à l'article 26 de la convention modèle actuelle de l'OCDE.

L'article 2 du projet de loi dispose ainsi que les demandes de renseignements introduites par application de l'échange de renseignements prévu par l'Accord sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ces articles instituent la procédure pour gérer les relations entre le contribuable et les administrations fiscales dans le cadre de l'échange de renseignements.

La Chambre des salaires n'a pas d'observations particulières à émettre en ce qui concerne le projet de loi sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pour la Chambre des salaires,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

6633/01

N° 6633¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI**portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la
procédure y applicable en matière d'échange de renseignements
sur demande**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(23.12.2013)

L'objet du projet de loi sous avis est, d'une part, d'approuver les conventions fiscales nouvellement conclues par le Grand-Duché de Luxembourg avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, l'Ile de Man, Jersey et la République tchèque ainsi que les protocoles portant modification des conventions conclues en 1980 avec le Danemark et en 2001 avec la Slovaquie et, d'autre part, de fixer la procédure d'échange de renseignements sur demande y relative.

Par le biais du présent projet de loi, le Grand-Duché de Luxembourg poursuit sa politique d'extension du réseau de conventions tendant à éviter la double imposition et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, conformément aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange de renseignements sur demande.

Le projet de loi sous avis reproduisant à l'identique le texte des lois du 31 mars 2010¹, du 16 juillet 2011² et du 14 juin 2013³ portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, la Chambre de Commerce renvoie, pour autant que de besoin, aux remarques formulées dans les avis qu'elle a rendus concernant les projets de loi y relatifs⁴.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut marquer son accord au projet de loi que sous réserve de la prise en compte de ses précédentes remarques.

1 Loi publiée au Mémorial A n° 51 du 6 avril 2010, p. 830 et s.

2 Loi publiée au Mémorial A n° 146 du 21 juillet 2011, p. 2024 et s.

3 Loi publiée au Mémorial A n° 114 du 4 juillet 2013, p. 1696 et s.

4 Avis de la Chambre de Commerce des 27 janvier 2010, 26 avril 2011 et 8 avril 2013.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6633/02

N° 6633²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI**portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la
procédure y applicable en matière d'échange de renseigne-
ments sur demande**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(27.1.2014)

Par sa lettre du 18 octobre 2013, Monsieur le Ministre des Finances a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver les nouvelles conventions fiscales conclues avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'Ile de Man et la République Tchèque, ainsi que les protocoles modifiant les conventions existantes avec le Danemark et la Slovénie.

Le projet de loi est dans la ligne droite de la politique du Gouvernement luxembourgeois de ces dernières années en vue de compléter et d'améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales, tout en adoptant l'approche du modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements qui prévoit d'échanger des renseignements pour appliquer les dispositions d'une convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne.

Comme le projet de loi permet d'éviter les doubles impositions et, en même temps, améliore l'échange d'informations fiscales entre les différents Etats, Bailliages et Territoires, la Chambre des Métiers n'a pas d'observations particulières à formuler.

Luxembourg, le 27 janvier 2014

*Pour la Chambre des Métiers**Le Directeur Général,*
Paul ENSCH*Le Président,*
Roland KUHN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6633/03

N° 6633³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI**portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la
procédure y applicable en matière d'échange de renseignements
sur demande**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(29.4.2014)

Par dépêche du 18 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique. Au texte du projet, élaboré par le ministre des Finances, étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière et le texte des protocoles et conventions fiscales à approuver.

Les avis de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers ont été communiqués au Conseil d'Etat par dépêches respectivement du 10 décembre 2013, du 13 décembre 2013, du 20 janvier 2014 et du 11 février 2014.

*

Le projet de loi propose d'approuver les conventions fiscales avec le Danemark, la Slovénie, l'Arabie Saoudite, Guernesey, l'Ile de Man, Jersey et la République tchèque.

Les conventions à approuver suivent le modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements.

Le Conseil d'Etat observe que le projet de loi tel qu'il lui a été soumis ne comporte pas d'intitulé. Cet intitulé serait à lire comme suit:

„Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013; et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.“

Les articles 1er et 2 n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat. A l'article 3 relatif à l'intitulé abrégé, il y a lieu d'écrire „de conventions“ au lieu de „des conventions“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 29 avril 2014.

Pour le Secrétaire général,

Le Secrétaire,
Gilles HAUBEN

Le Président,
Victor GILLEN

6633/04

N° 6633⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI**portant**

- 1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;**
- 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;**
- 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;**
- 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;**
- 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;**
- 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;**
- 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;**

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(27.5.2014)

La Commission se compose de: M. Eugène BERGER, Président; M. Guy ARENDT, Rapporteur; M. Alex BODRY, Mme Joëlle ELVINGER, MM. Franz FAYOT, Luc FRIEDEN, Gast GIBERYEN, Claude HAAGEN, Jean-Claude JUNCKER, Henri KOX, Mme Viviane LOSCHETTER, MM. Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n° 6633 a été déposé par le Ministre des Finances le 17 décembre 2013.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles du projet de loi, une fiche financière, le texte des protocoles et conventions fiscales à approuver, ainsi que l'avis de la Chambre des Salariés datant du 25 octobre 2013.

L'avis de la Chambre de Commerce date du 23 décembre 2013, celui de la Chambre des Métiers du 27 janvier 2014.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 29 avril 2014.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 13 mai 2014, Monsieur Guy Arendt a été désigné rapporteur du projet de loi.

La COFIBU a procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat au cours de cette même réunion.

La COFIBU a adopté le projet de rapport au cours de la réunion du 27 mai 2014.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation des conventions fiscales nouvellement conclues entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et un certain nombre de pays ou entités territoriales. L'approbation porte plus précisément sur des conventions avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'Ile de Man et la République tchèque. Le projet de loi porte également approbation des Protocoles modifiant les conventions fiscales conclues en 1980 avec le Danemark et en 2001 avec la Slovénie.

L'objectif poursuivi par ces conventions fiscales consiste dans l'élimination de la double imposition et s'inscrit dans les efforts de lutte contre la fraude fiscale. Toutes ces conventions reprennent à leur compte l'approche adoptée par le modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements permettant aux administrations et législations nationales de procéder dans la pratique à des échanges de renseignements. Le projet de loi poursuit ainsi la politique visant à négocier et à modifier des conventions de non-double imposition pour les rendre conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

Le projet de loi sous rubrique est basé sur la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ces articles instituent la procédure pour gérer les relations entre le contribuable et les administrations fiscales dans le cadre de l'échange de renseignements.

La fiche financière jointe au projet de loi indique que ce dernier ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

*

3. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Dans son avis du 25 octobre 2013, la Chambre des Salariés remarque que le projet de loi s'inscrit dans le cadre des efforts effectués ces dernières années en vue de compléter et d'améliorer progressivement le réseau de conventions fiscales, lequel constitue un élément important pour développer la diversification des relations économiques internationales. Elle ajoute que ce projet de loi est à voir dans le contexte d'autres lois adoptées récemment qui contiennent des dispositions relatives à l'échange de renseignements, telles qu'elles figurent à l'article 26 de la convention modèle actuelle de l'OCDE.

La Chambre de Commerce remarque, dans son avis du 23 décembre 2013, que le projet de loi sous avis reproduit à l'identique les textes de loi du 31 mars 2010 (document parlementaire n° 6072), du 16 juillet 2011 (document parlementaire n° 6257) et du 14 juin 2013 (document parlementaire n° 6501) portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. C'est pourquoi, elle renvoie à ses remarques formulées dans le cadre des travaux relatifs aux lois précitées. Ces commentaires se réfèrent à différents aspects du projet de loi sous rubrique. Pour le détail, il est renvoyé aux recommandations des avis correspondants.

Dans son avis du 27 janvier 2014, la Chambre des Métiers n'a pas d'observations particulières à formuler par rapport au projet de loi sous avis étant donné qu'il permet, d'une part, d'éviter les doubles impositions et, d'autre part, d'améliorer l'échange d'informations fiscales entre les différents Etats, Bailliages et Territoires.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES ET AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Pour le commentaire des articles, il est renvoyé au document parlementaire n° 6633.

Le Conseil d'Etat observe que le projet de loi tel qu'il lui a été soumis ne comporte pas d'intitulé. Cet intitulé serait à lire comme suit:

„Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande“.

La Commission des Finances et du Budget décide de reprendre le libellé de l'intitulé proposé par le Conseil d'Etat.

Les articles 1er et 2 n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

A l'article 3 relatif à l'intitulé abrégé, le Conseil d'Etat considère qu'il y a lieu d'écrire „de conventions“ au lieu de „des conventions“.

La Commission des Finances et du Budget se rallie à cette proposition. A l'article 3, elle remplace encore la date de 2013 par 2014.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 6633 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI**portant**

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Art. 1er.– Sont approuvés:

- le Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
- le Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
- la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013.

Art. 2.– Les demandes de renseignements introduites par application de l'échange de renseignements prévu par les conventions visées par l'article 1er sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Art. 3.– La référence à la présente loi peut se faire sous une forme abrégée en recourant à l'intitulé suivant: „Loi du ... 2014 portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande“.

Luxembourg, le 27 mai 2014

Le Président,
Eugène BERGER

Le Rapporteur,
Guy ARENDT

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6633

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 05/06/2014 16:31:59
 Scrutin: 5
 Vote: PL 6633 Conv. entre GDL et dif.
 Description: Projet de loi 6633

Président: M. Di_Bartolomeo Mars
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	0	2	55
Procuration:	5	0	0	5
Total:	58	0	2	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Kox Henri	Oui	
Mme Lorsché Josée	Oui		Mme Loschetter Viviane	Oui	
M. Traversini Roberto	Oui		Mme Wickler Christiane	Oui	

CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Eicher Emile	Oui	
M. Eischen Félix	Oui		M. Frieden Luc	Oui	
M. Gloden Léon	Oui		M. Halsdorf Jean-Marie	Oui	
Mme Hansen Martine	Oui		Mme Hetto-Gaasch Franc	Oui	
M. Juncker Jean-Claude	Oui	(Mme Arendt Nancy)	M. Kaes Aly	Oui	
M. Lies Marc	Oui		M. Meyers Paul-Henri	Oui	
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schank Marco	Oui		M. Spautz Marc	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wiseler Claude	Oui	
M. Wolter Michel	Oui	(M. Mosar Laurent)			

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Arndt Fränk	Oui	
M. Bodry Alex	Oui		Mme Bofferding Taina	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		M. Cruchten Yves	Oui	(M. Negri Roger)
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Di_Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		Mme Hemmen Cécile	Oui	
M. Negri Roger	Oui				

DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		Mme Brasseur Anne	Oui	(M. Berger Eugène)
M. Delles Lex	Oui		Mme Elvinger Joëlle	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
M. Krieps Alexander	Oui		M. Mertens Edy	Oui	
Mme Polfer Lydie	Oui				

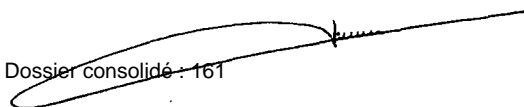
ADR					
M. Gibéryen Gast	Oui	(M. Kartheiser Fernan)	M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Reding Roy	Oui				

déi Lénk					
M. Turpel Justin	Non		M. Urbany Serge	Non	

Le Président:



Le Secrétaire général:



Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 2/2

Date: 05/06/2014 16:31:59
Scrutin: 5
Vote: PL 6633 Conv. entre GDL et dif.
Description: Projet de loi 6633

Président: M. Di Bartolomeo Mars
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	0	2	55
Procuration:	5	0	0	5
Total:	58	0	2	60

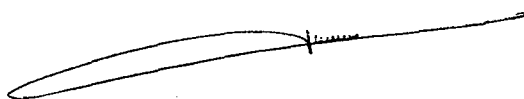
n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

Le Président:

Le Secrétaire général:



6633/05

N° 6633⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;
- et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(24.6.2014)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 6 juin 2014 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI**portant**

- 1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;**
 - 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;**
 - 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;**
 - 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;**
 - 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;**
 - 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;**
 - 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;**
- et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 5 juin 2014 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 29 avril 2014;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 24 juin 2014.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

30



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 27 mai 2014

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 1^{er} et 25 avril 2014
2. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
 - Rapporteur: Madame Joëlle Elvinger
 - Poursuite de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
 - Rapporteur: Monsieur Guy Arendt
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 6597 Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:
 - a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
 - b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances
 - Rapporteur: Monsieur Eugène Berger
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
 - Examen des avis des chambres professionnelles et de la Banque Centrale du Luxembourg
5. 6668 Projet de loi portant modification
 - 1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts ;
 - 2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
 - 3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

- Désignation d'un rapporteur

6. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Jean-Claude Juncker, M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Emile Eicher remplaçant M. Claude Wiseler, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar remplaçant M. Luc Frieden, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter

M. Justin Turpel, député (*observateur*)

Mme Isabelle Goubin, M. Etienne Reuter, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances

M. Jeannot Waringo, Directeur de l'Inspection générale des Finances

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Luc Frieden, M. Jean-Claude Juncker, M. Claude Wiseler

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 1^{er} et 25 avril 2014

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

- 2. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:**
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

En début de réunion, il est fait référence à un courrier envoyé à titre personnel par un particulier aux députés membres de la Commission. Concernant ses craintes selon lesquelles la fondation patrimoniale pourrait être qualifiée d'entreprise au sens du droit communautaire et qu'il pourrait être considéré qu'elle bénéficie d'une aide d'Etat illicite en matière fiscale, une représentante du ministère des Finances signale que le régime de la fondation patrimoniale est très similaire à celui des SPF qui ne tombe pas sous la fiscalité des entreprises. Il en est déduit qu'il en sera de même pour la fondation patrimoniale.

Mme Isabelle Goubin présente différents amendements au projet de loi. Les membres de la Commission ne disposant pas du texte de ces amendements, il est décidé de reprendre les travaux d'examen de l'avis du Conseil d'Etat sur base d'un tableau synoptique au cours d'une prochaine réunion.

Les points suivants ont déjà été abordés :

Examen de l'avis du Conseil d'Etat :

Considérations générales :

1. Dans son avis, le Conseil d'Etat constate qu'il ressort du texte même du projet, comme de l'exposé des motifs, que le nouveau véhicule ne s'apparente à aucun instrument juridique actuellement connu du droit luxembourgeois. Ni association, ni fondation au sens connu jusqu'ici par le droit luxembourgeois, ni contrat, il n'est pas société non plus. Ce statut a certes le charme de l'innovation, mais il serait utile de déterminer du moins s'il s'agit d'une institution de droit privé ou de droit public. A ses yeux, il doit bien s'agir d'une entité de droit privé. A titre d'observation introductive de fond, le Conseil d'Etat recommande dès lors d'écrire expressément dans le texte du projet que la nouvelle forme de fondation est un véhicule de droit privé, régi par les dispositions applicables du droit luxembourgeois pour autant qu'il n'est pas disposé autrement par le projet sous avis. En plus de ce caractère supplétif du droit commun, les dispositions d'ordre public applicables de cas en cas devront primer en toute hypothèse.

La Commission des Finances et du Budget décide de suivre cette recommandation du Conseil d'Etat en introduisant un deuxième alinéa nouveau à l'article 1^{er} du projet de loi (**amendement 2**).

2. D'autre part, le Conseil d'Etat est d'avis que si les auteurs du projet exposent les différents buts que la fondation patrimoniale peut poursuivre, une question fondamentale reste ouverte : il n'est dit nulle part de quelle manière sera assuré que les dispositions d'ordre public en matière de réserve héréditaire sont respectées, sachant que ces dernières dépendent largement du statut personnel du ou des fondateurs, autrement dit de sa loi nationale. Il est d'autant moins précisé quelles seraient les conséquences d'un tel non-respect. Certes, l'article 7 du projet sous revue déclare qu'une fondation patrimoniale peut être « prononcée nulle » entre autres si l'objet de la fondation patrimoniale est illicite ou contraire à l'ordre public, mais aux yeux du Conseil d'Etat, cette disposition ne vise pas les règles en matière de réserve et de quotité disponible.

La Commission des Finances et du Budget décide de donner suite à la remarque du Conseil d'Etat en ajoutant deux nouveaux alinéas à la fin de l'article 7 (**amendement x**).

3. Quant à la remarque du Conseil d'Etat selon laquelle il est essentiel qu'en cas de besoin, toutes les informations sur l'identité du ou des fondateur(s), du ou des bénéficiaire(s), et de toutes autres personnes liées à la fondation soient disponibles et accessibles aux personnes et autorités ayant un intérêt légitime, voire une obligation à les connaître, comme notamment la banque teneur de compte, le domiciliataire, le notaire instrumentant et, le cas échéant, les autorités judiciaires, voire fiscales ayant la compétence requise pour accéder ou requérir ces informations, il est précisé que le projet de loi est parfaitement conforme aux règles du GAFI (Groupe d'action financière).

Examen des articles :

Observation générale :

Quant à l'observation du Conseil d'Etat portant sur la légistique formelle, la Commission des Finances et du Budget décide de reprendre l'ensemble des modifications proposées par le Conseil d'Etat.

Article 1^{er} :

1. Le Conseil d'Etat recommande de préciser, voire de définir la notion d'entité patrimoniale dans le texte même du projet, à l'instar de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office.

La Commission décide de suivre cette recommandation du Conseil d'Etat par ajout d'un dernier (quatrième) alinéa supplémentaire (amendement 4).

2. Le Conseil d'Etat soulève que l'une des caractéristiques principales distinguant la fondation patrimoniale de la fiducie est que la première dispose de la personnalité juridique en tant que véhicule, alors que les derniers créent un patrimoine d'affectation certes séparé du reste de la masse patrimoniale du constituant, et donc à l'abri de procédures collectives ou de saisies contre le constituant, sans pour autant disposer d'une personnalité juridique à part.
3. Le Conseil d'Etat ne voit pas trop quel est l'intérêt de prévoir la naissance de la personnalité juridique à un moment autre que celui de la signature de l'acte constitutif. Notamment, quels seraient le sort et le statut juridique de biens apportés entre l'acte constitutif et une acquisition retardée de la personnalité juridique du véhicule, d'ailleurs que celle-ci vienne effectivement à naître par la suite ou non? En l'absence d'explications convaincantes, le bout de phrase „sauf si cet acte désigne une époque ultérieure“ est ainsi à supprimer.

La représentante du ministère des Finances précise qu'une disposition similaire existe au niveau de l'article 1.843 du Code civil. En réponse à la question soulevée par le Conseil d'Etat, il est signalé qu'il n'est tout simplement pas possible d'apporter des biens dans la fondation patrimoniale avant qu'elle n'ait acquis sa personnalité juridique.

Cette dernière précision sera mentionnée dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget.

La Commission décide de maintenir le bout de phrase « sauf si cet acte désigne une époque ultérieure » en raison de la flexibilité qu'elle apporte. Des dispositions similaires sont d'ailleurs également prévues dans la législation étrangère instaurant des instruments similaires à la fondation patrimoniale.

Sur proposition d'un membre de la Commission, cette dernière décide de remplacer, au premier alinéa de l'article 1^{er}, le mot « époque » (repris de l'article 1.843 du Code civil) par celui de « date » (**amendement 1**).

4. Le Conseil d'Etat recommande par ailleurs de préciser à cet endroit que la fondation patrimoniale ne peut pas être créée propter mortem, c'est-à-dire par disposition testamentaire ne prenant effet qu'au décès du fondateur. Il devrait s'agir d'une disposition d'ordre public dont le non-respect serait frappé par la nullité de la fondation.

Sur proposition de la représentante du ministère des Finances, il est décidé de suivre la recommandation du Conseil d'Etat en ajoutant un 3^e alinéa à l'article 1^{er} (**amendement 3**).

Un membre de la Commission soulève la question de l'utilisation de la fondation patrimoniale à des fins de défense anti-OPA.

Le champ d'application de la fondation patrimoniale étant cependant limité aux personnes physiques ou à toute entité patrimoniale agissant dans le cadre de l'administration du

patrimoine d'une ou de plusieurs personnes physiques, il est difficilement imaginable qu'elle soit utilisée à ces fins.

3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Monsieur le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité des voix.

La Commission choisit le modèle de base pour les débats en séance publique.

4. 6597 Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:
a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances

M. Jeannot Waringo présente l'objet et le contenu du projet de loi tel qu'ils figurent dans les documents parlementaires le concernant. Il ajoute que la loi de programmation pluriannuelle sera présentée chaque année à la Chambre des Députés conjointement avec la loi budgétaire.

Amendement concernant le paragraphe 3 de l'article 3 :

M. Waringo signale qu'au moment de la préparation des amendements gouvernementaux, les mots « et structurels » ont, par mégarde, été supprimés au mauvais endroit du paragraphe 3 de l'article 3 du projet de loi.

Afin de rectifier cette erreur matérielle, la Commission décide de soumettre une proposition d'amendement au Conseil d'Etat en lui demandant de l'aviser rapidement.

Le paragraphe 3 de l'article 3 est modifié comme suit :

« (3) La loi de programmation financière pluriannuelle détermine les trajectoires des soldes nominaux **et structurels** annuels successifs des comptes des administrations publiques ainsi que l'évolution de la dette publique et la décomposition des soldes nominaux ~~et structurels~~ annuels par sous-secteur des administrations publiques conformément aux dispositions du SEC. ».

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat :

La Commission décide de reprendre l'ensemble des propositions de modifications rédactionnelles du Conseil d'Etat.

Quant à l'interrogation du Conseil d'Etat sur la compatibilité de la structure et de l'organisation du « Conseil national des finances publiques », telles que proposées par l'amendement 7 (nouvel article 7), avec le *règlement (UE) n° 473/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs*

dans les Etats membres de la zone euro, M. Jeannot Waringo est d'avis qu'au vu des réactions qu'elle a eues à l'égard des diverses institutions mises en place dans d'autres Etats membres, il est persuadé que la Commission européenne considère que le « Conseil national des finances publiques » est parfaitement conforme aux textes européens.

Article 5 (amendement 4) : Implication des administrations locales et de la sécurité sociale dans le régime de discipline budgétaire

Le commentaire de l'article 5 figurant dans le document parlementaire 6597 précise que la participation de tous les sous-secteurs des administrations publiques aux efforts de consolidation budgétaire est nécessaire pour aboutir à une répartition équilibrée de ces efforts.

Au vu des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son premier avis à l'égard de l'article 5 du projet de loi sous rubrique, le gouvernement a proposé (par le biais de l'amendement gouvernemental n°4) de compléter l'article 5 par une disposition nouvelle qui impose au gouvernement l'obligation de préciser clairement les efforts des deux autres secteurs dans le cadre du projet de loi de programmation financière pluriannuelle. Dans le cadre de cette procédure, les contributions du secteur local et du secteur de la sécurité sociale devront donc être formulées clairement en vue de pouvoir évaluer notamment leur impact sur l'évolution de la situation financière de l'administration publique.

A cet effet, l'article 5 a été complété de la manière suivante:

« **Art. 5.**– La Sécurité sociale et les administrations locales contribuent au respect des règles énoncées aux articles 2 à 4, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. **Les contributions de ces secteurs sont précisées dans le cadre de la loi de programmation financière pluriannuelle.** »

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat admet que l'ajout de la phrase précitée a l'avantage de reconnaître aux futures lois de programmation financière pluriannuelle un rôle pour la détermination de la contribution de la sécurité sociale et des collectivités locales au respect des règles européennes. Il ne considère toutefois pas que l'ajout réponde à ses interrogations. Que signifie le concept de précision ? S'agit-il de consacrer dans la loi de programmation le résultat d'une association plus ou moins volontaire des organismes de la sécurité sociale et des administrations locales au respect des règles ou la loi de programmation pourra-t-elle imposer des obligations à ces secteurs quitte à empiéter sur leur autonomie ? Selon le Conseil d'Etat, si la disposition sous examen se résume à une déclaration programmatique pour les lois de programmation financière pluriannuelle à venir, elle est dépourvue de valeur normative et son ajout n'est pas de nature à clarifier l'implication de la sécurité sociale et des collectivités locales.

Echange de vues :

- M. Waringo insiste sur le fait qu'aux termes des textes du Six-Pack, les Etats-membres doivent mettre en place des mécanismes de coordination entre les trois secteurs de l'administration publique, notamment dans le domaine de la programmation budgétaire.
- Il rappelle également que le mécanisme de la coordination des politiques budgétaires au niveau européen vise depuis le début non pas uniquement le secteur de l'Administration centrale mais l'ensemble des trois secteurs de l'Administration publique. Le projet de loi n'innove donc pas sur ce point.

- Il rappelle que l'article 5 pose le principe que les deux autres secteurs sont « associés » à l'élaboration de leurs contributions aux règles spécifiées aux articles 2 et 4 du projet de loi et que ces contributions sont fixées dans un projet de loi.
- Il précise que le ministère de l'Intérieur et celui des Finances mènent des travaux afin de mettre en place des procédures permettant de disposer de chiffres cohérents au niveau des trois secteurs.
- Il signale qu'en vue de l'élaboration du projet de loi, le ministère des Finances s'est inspiré des législations mises en place par les autres membres de l'UE.
- Un membre de l'opposition revient à la remarque du Conseil d'Etat (voir doc. parl. n°6595⁴) selon laquelle « Le Conseil d'Etat partage les interrogations exprimées dans l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics quant aux moyens par lesquels les communes peuvent être impliquées dans la discipline budgétaire. ». Il souhaite savoir s'il est prévu d'instaurer des sanctions à l'égard de communes refusant de se soumettre aux règles de la loi de programmation financière pluriannuelle.
Il rappelle qu'un certain nombre de communes et de syndicats communaux sont soumis à diverses obligations communautaires (par exemple en matière de mise en conformité des stations d'épuration), et donc contraints à verser des avances importantes. De telles contraintes peuvent contribuer à une situation déficitaire de ces communes ou syndicats communaux à un moment ou à un autre.
Il considère finalement que les administrations communales, de par leurs missions obligatoires multiples, disposent d'une marge de manœuvre limitée en matière d'économies potentielles au niveau de leurs dépenses courantes.
- Plusieurs membres de la Commission craignent une érosion de l'autonomie communale.
- Plusieurs membres de l'opposition déplorent que le SYVICOL n'ait pas été demandé en son avis. Les membres de la majorité constatent que lors du dépôt du projet de loi par l'ancien gouvernement, il n'a apparemment pas été jugé nécessaire de consulter le SYVICOL. Les membres de la Commission sont informés par le président du SYVICOL que ce dernier s'autosaisira du projet de loi.
- Pour plusieurs membres de la Commission, l'association des administrations locales et de la sécurité sociale aux efforts de convergence vers des objectifs budgétaires nationaux est évidente.
- L'attention des membres de la Commission est à plusieurs reprises attirée sur le fait que, selon l'article 5, il est prévu d'associer les communes et la sécurité sociale à l'élaboration des modalités selon lesquelles elles contribueront au respect des règles instaurées par le présent projet de loi.
- Un membre de la Commission soulève la question de la valeur de la loi de programmation pluriannuelle.
- Certains membres de la Commission jugent utile qu'il soit précisé dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget quelle est l'interprétation à donner au contenu de l'article 5.

Article 7 (amendement 7) : « Conseil national des finances publiques »

Echange de vues :

- Quant à la composition du futur « Conseil national des finances publiques », il est précisé que, contrairement à ce qui est mentionné dans la motivation de l'amendement gouvernemental n°7, le Conseil ne comprendra pas forcément un membre de la Cour des comptes, mais il appartiendra à cette dernière de désigner librement le membre qui représente la Cour des comptes. Le libellé de l'article 7 prévoit bien « un membre proposé par la Cour des comptes ».
- Quant aux membres proposés par le gouvernement, il est notamment envisageable qu'il s'agisse d'un fonctionnaire du ministère des Finances, par exemple le Président du « Comité de prévision » et d'un fonctionnaire du ministère de l'Economie.
- Un membre de la Commission constate que le texte de loi précise le profil des membres du Conseil désignés par la Chambre des Députés, alors que ce n'est pas le cas pour les membres désignés par la Cour des comptes, les chambres professionnelles et le gouvernement.

Echange de vues sur d'autres points du projet de loi :

- Un député observateur propose que la Chambre des Députés adopte une motion demandant à la Commission européenne de revoir certains aspects et critères du pacte de stabilité.
- Ce même observateur fait référence à l'avis de l'OCDE sur la procédure budgétaire au Luxembourg quant à la transposition des règles budgétaires européennes au Luxembourg et des contraintes imposées à l'administration centrale. Il souhaiterait savoir, alors que l'OCDE, dans cet avis, recommande au Luxembourg de supprimer tous les fonds spéciaux alimentés exclusivement par des dotations budgétaires, quelles seraient les conséquences de cette suppression.
- Il pose finalement la question de la date d'entrée en vigueur de la loi découlant du présent projet de loi.

Sur demande d'un membre de la Commission, M. Jeannot Waringo s'engage à fournir une compilation des textes de loi pris par différents Etats membres de l'UE pour adapter leurs cadres budgétaires aux exigences européennes (Conseil indépendant, implication des administrations locales).

5. 6668 Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts ;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'Etats membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi sous rubrique.

6. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 30 mai 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Eugène Berger



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CG/pk

Commission des Finances et du Budget et Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Procès-verbal de la réunion du 13 mai 2014

ORDRE DU JOUR :

1. Evolution de la situation budgétaire
2. Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget:
Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 29 avril 2014
3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
5. 6681 Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)
 - Présentation et examen du projet de règlement grand-ducal
 - Elaboration d'un avis de la commission
6. Explications au sujet du contenu du tableau comparatif des principaux éléments

contenus dans la Directive 2003/48/CE telle qu'élargie et le nouveau standard mondial de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations (voir courrier électronique du 9 avril 2014)

7. Divers

*

Présents : M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Luc Frieden, M. Gast Gibéryen, M. Yves Cruchten remplaçant M. Claude Haagen, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Serge Wilmes remplaçant M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Diane Adehm, Mme Cécile Hemmen remplaçant M. Fränk Arndt, M. Eugène Berger, M. Gilles Baum remplaçant Mme Anne Brasseur, M. Félix Eischen, Mme Joëlle Elvinger, M. Gast Gibéryen, M. Yves Cruchten remplaçant M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Roger Negri, M. Marc Spautz, M. Serge Wilmes remplaçant M. Michel Wolter, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Justin Turpel, M. Serge Urbany, députés (*membres observateurs*)

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

M. Jeannot Waringo, Directeur de l'Inspection générale des Finances

Mme Isabelle Goubin, Mme Caroline Peffer, M. Etienne Reuter, Mme Betty Sandt, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, M. Jean-Claude Juncker, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

M. Frank Arndt, Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. Michel Wolter, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget
Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

*

1. Evolution de la situation budgétaire

Monsieur le ministre des Finances présente l'évolution de la situation budgétaire de l'administration centrale au 31 mars 2014 sur base des tableaux et du document repris en annexe. Il apporte les commentaires supplémentaires suivants :

- L'amélioration du solde de l'administration centrale entre dépenses et recettes des premiers mois de 2013 et de 2014 (voir tableau 2.A) est surtout liée à la mécanique des douzièmes provisoires, puisqu'au cours des quatre premiers mois de l'année une partie des administrations n'a pas demandé de dépassements de crédits et/ou reporté certaines dépenses à plus tard.

Ainsi, il n'y a pas eu de contribution au budget d'institutions internationales de la Coopération au développement pendant les premiers mois de 2014, alors que cette contribution s'était élevée à 23 millions d'euros sur la même période en 2013. La part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance-pension et d'assurance-maladie s'élevait à 42 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre 14 millions d'euros pour ce même trimestre de 2014. Sur la même période, la participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants atteignait 48,7 millions d'euros en 2013 et 32,4 millions d'euros en 2014.

Au total, les dépenses du premier trimestre 2014 sont de 229,4 millions d'euros en deçà de celles effectuées au premier trimestre 2013.

Le tableau 2.B a été confectionné afin de corriger cette particularité liée aux douzièmes provisoires de début 2014. Suite à cette correction, il apparaît qu'au premier trimestre 2014, le solde de l'administration centrale s'est amélioré de 242 millions d'euros (+37%).

- La formation de capital est passée de 179,9 millions d'euros au premier trimestre 2013 à 150,9 millions d'euros en 2014 (-16,1%). Les transferts en capital sont passés de 121 millions d'euros à 85 millions d'euros pour la même période (-29,5%).
- Il semblerait de plus que des économies réelles sont réalisées sur un certain nombre d'articles de consommation (frais de fonctionnement). Au premier trimestre 2013, ces dépenses de fonctionnement s'élevaient à 213,2 millions d'euros, alors que pour cette même période de 2014 ce chiffre atteint les 200 millions d'euros (-6,2%).
- Le tableau 1.B représente également une version corrigée du tableau 1.A.

Le Ministre des Finances présente ensuite la situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014 sur base du document repris en annexe 3.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- L'augmentation de +19,6% des recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire précédent est en relation avec des soldes plus élevés que l'année précédente. Il est cependant à noter qu'au cours de l'année 2013, les soldes ont été proportionnellement plus importants au cours des 8 derniers mois de l'année. Il n'est donc pas possible de déduire une tendance générale pour toute l'année 2014 sur base des quatre premiers mois de l'année.
- En matière de TVA, il apparaît que la situation est légèrement meilleure que celle reflétée dans les chiffres présentés. En effet, afin de soutenir les entreprises concernées, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) a accéléré ses remboursements au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2014. Ainsi, les montants remboursés dépassent ceux de l'année précédente de 14,24% (+50,7 millions d'euros) pour la même période.
De plus, il apparaît que les recettes provenant des secteurs hors commerce électronique affichent une légère croissance.
Quant aux recettes TVA provenant du secteur du commerce électronique, 343 millions d'euros ont été encaissés à ce titre au cours des 4 premiers mois de l'année. Ce montant représente une croissance de +2.25% par rapport à la même période de 2013. Il est

signalé qu'une entreprise du secteur a déjà soumis sa déclaration, mais n'a pas encore procédé au paiement (31 millions d'euros) au moment où les chiffres présents ont été arrêtés. L'ajout de ce montant au total des recettes du secteur ferait passer la croissance des recettes TVA à 4,84% par rapport à l'année précédente.

- Quant aux remboursements de TVA aux sociétés, il est précisé que, depuis quelques années déjà, l'AED traite les demandes en la matière de façon prioritaire et s'est imposé des délais très courts. Elle constate que certaines sociétés ne demandent pas le remboursement du solde qui leur est dû; le total des ces montants à rembourser s'élève à environ 455 millions d'euros.

La prochaine réunion jointe portant sur l'évolution de la situation budgétaire aura lieu mercredi le 16 juillet 2014 à 14:00 heures.

Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget:

2. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 29 avril 2014

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

M. Guy Arendt est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le Directeur de l'Administration des contributions directes présente le contenu du projet de loi tel qu'il figure dans le document parlementaire n°6633.

La Commission décide de suivre les propositions rédactionnelles du Conseil d'Etat.

4. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification: - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial; - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Une représentante du ministère des Finances présente le contenu du projet de loi tel qu'il est décrit dans le document parlementaire n°6595.

Volet général :

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les conditions de dissolution d'une fondation patrimoniale sont régies par l'article 7, ainsi que par le Titre V du projet de loi. Selon l'article 7, la fondation patrimoniale est nulle dans les quatre cas suivants :

- si l'acte constitutif n'est pas établi en la forme notariée;
- si cet acte ne contient aucune indication au sujet de la dénomination de la fondation patrimoniale, de son siège, de son objet ou du montant de sa dotation initiale;
- si l'objet de la fondation patrimoniale est illicite ou contraire à l'ordre public;
- si la fondation patrimoniale ne comprend pas au moins un fondateur valablement engagé.

Le Titre V (article 29) prévoit, quant à lui, qu'une fondation patrimoniale peut être dissoute en cas de réalisation de son objet ou d'impossibilité de réalisation de son objet, en cas d'arrivée de son terme ou de décision de dissolution avant terme

Hormis ces cas, la fondation patrimoniale est pérenne.

- Le siège de la fondation patrimoniale doit être fixé au Luxembourg (article 3) et son acte constitutif doit être passé devant un notaire établi au Luxembourg (article 6). Soit la fondation patrimoniale dispose de locaux propres au Luxembourg, soit elle est domiciliée auprès d'un domiciliataire professionnel (banque, réviseur d'entreprise, avocat, notaire).
- L'article 14 du projet de loi traite de la nomination et du remplacement des administrateurs de la fondation patrimoniale. En cas de « disparition/défaillance » d'un domiciliataire (ou dépositaire) en raison d'une cessation d'activité, d'un décès ou pour d'autres raisons, le projet de loi prévoit certains mécanismes auxquels il peut être recouru pour la désignation d'un remplaçant. Le fondateur ou le conseil d'administration disposent en général également de pouvoirs dans ce sens.
- La création de l'instrument financier que représente la fondation patrimoniale a pour objectif de combler une réelle demande provenant surtout, mais pas seulement, de familles d'entrepreneurs issus de pays germanophones.
- Les données relatives aux fondations patrimoniales ne font partie ni des informations échangeables sur base de la future loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (doc. parl. n°6643), ni de celles prévues par la version actuelle de la directive sur la fiscalité de l'épargne. Il est cependant prévisible que ces informations deviennent échangeables sous les « common reporting standards (CRS) » ou la directive sur la fiscalité de l'épargne élargie.
- Le dernier tiret du paragraphe 1^{er} de l'article 6 prévoit que l'acte constitutif de la fondation patrimoniale indique, entre autres, « la désignation du ou des bénéficiaires ou du ou des buts de la fondation patrimoniale ou les critères pour les déterminer ou les organes ou personnes de la fondation patrimoniale habilités à les déterminer, ainsi que la forme de leur désignation ». Le but d'une fondation patrimoniale pourrait ainsi, par exemple, consister dans la détention d'une collection d'art mise à disposition d'un musée. Dans un tel cas, il n'y aurait pas lieu de déterminer de bénéficiaire économique spécifique de la fondation patrimoniale. Cette façon de procéder est compatible avec les standards du GAFI (Groupe d'Action financière) (recommandations de février 2012) et du Forum mondial.
- La liste du ou des bénéficiaires économiques d'une fondation patrimoniale doit être mise à jour régulièrement en fonction des événements l'affectant, comme par exemple en cas de naissance d'un nouvel héritier.
- Les biens transférés dans une fondation patrimoniale n'appartiennent plus à son fondateur, mais à la fondation elle-même. En cas de constat d'abus de l'instrument de la fondation patrimoniale, utilisée afin de mettre à l'abri des biens acquis illégalement, sa nullité peut être prononcée sur base de l'article 7.

Volet fiscalité :

Le Directeur de l'Administration des contributions directes présente les dispositions fiscales en matière d'impôts directs du projet de loi telles que décrites dans le document parlementaire n°6595 (Titre VII – articles 33 à 36), ainsi que l'avis du Conseil d'Etat portant sur ces mêmes articles.

- Tout comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis, il est confirmé que le projet de loi sous rubrique présente un aspect de discrimination à rebours à l'encontre des résidents par rapport aux non-résidents, même si la réalité d'une telle discrimination dépend fortement du droit fiscal applicable dans l'Etat des bénéficiaires non-résidents et de l'application ou non de l'échange automatique d'informations.
- Des discussions au sujet de l'application des conventions de non-double imposition ont lieu à Bruxelles et au niveau de l'OCDE afin de prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS : base erosion and profit shifting). Pour les auteurs du projet de loi, les conventions de non-double imposition s'appliquent aux fondations patrimoniales.

Le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) présente les dispositions en matière de droit d'enregistrement et de droits de succession telles que décrites dans le commentaire de l'article 32 du document parlementaire n°6595.

- Une clause anti-abus introduit l'application du droit commun du droit des donations pour les cas de transmission du vivant du fondateur de biens figurant à l'actif de la fondation patrimoniale.
- En cas de décès du fondateur, un droit d'enregistrement proportionnel, s'inspirant des taux prévus en matière de droits de succession, s'applique immédiatement, sans attendre les décisions de maintien ou non des biens dans la fondation patrimoniale. Le droit d'enregistrement (droit de mutation spécifique) appliqué prévoit les taux d'imposition suivants : 0% entre conjoints et membres de la famille en ligne directe, 12% pour les autres membres de la famille et 40% pour les tiers non-parents.

Examen des remarques du Conseil d'Etat à l'égard de l'article 32 :

- Dans son avis, le Conseil d'Etat évoque la possibilité qu'une « entité patrimoniale » soit le fondateur d'une fondation patrimoniale et en déduit qu'il se pourrait alors que le champ d'application de la disposition spécifique visant la perception de droits d'enregistrement le jour du décès du fondateur en soit limité.

Pour cette raison, il est proposé d'amender l'article 32.

- Le Conseil d'Etat soulève un problème d'égalité devant la loi au sens de l'article 10bis de la Constitution en comparant les taux des droits d'enregistrement et les droits de succession appliqués à certaines catégories d'héritiers.

L'AED précise qu'à son avis, il n'y a pas lieu de comparer ces taux qui sont appliqués dans des cas de figure différents. En effet, les biens font partie de l'actif d'une personne juridique distincte, entreposée entre fondateur et bénéficiaire et, en cas du décès d'un fondateur, ceux-ci ne sont pas automatiquement transmis aux héritiers. Les taux des droits d'enregistrement appliqués en cas de décès d'un fondateur d'une fondation

patrimoniale (cf ci-dessus) ont été limités à trois pour des raisons de simplification administrative et d'attractivité.

En matière de TVA :

- Il est précisé que la gestion passive du patrimoine n'est pas considérée comme étant une activité économique et n'est donc pas soumise à la TVA. La TVA s'appliquant aux activités économiques rémunérées, elle n'intervient pas dans le cas de l'apport par exemple d'une œuvre d'art dans une fondation patrimoniale. Cet apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement.

Le régime de TVA normal s'applique au moment de la commercialisation d'un tel bien mobilier détenu par une fondation patrimoniale, si cette activité revêt un caractère habituel.

*

Les travaux relatifs au projet de mise en place de l'instrument du trust au Luxembourg sont mis en veilleuse à l'heure actuelle.

5. 6681 Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)

Monsieur le Président présente brièvement le contenu du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat dans lequel ce dernier soulève, entre autres, qu'il aurait apprécié de disposer d'informations plus précises, par exemple sur le nombre de contribuables ayant fait usage au cours des cinq dernières années de l'option abrogée par le projet de règlement grand-ducal, sur le volume des investissements opérés et sur le coût fiscal afférent.

Une représentante du ministère des Finances indique qu'au cours des dernières années environ 30 à 40 personnes par an ont eu recours à l'option abrogée. En volume, cela représente entre 3 à 10 millions d'euros par an.

Le projet d'avis communiqué aux membres de la Commission par courrier électronique du 9 mai 2014 est adopté à l'unanimité. La fin de la dernière phrase de l'avis est formulée comme suit: « ..., la Commission des Finances et du Budget recommande à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au texte proposé par le Gouvernement. ». (Note de la secrétaire: l'avis a été transmis à la Conférence des Présidents en date du 14 mai 2014.)

6. Explications au sujet du contenu du tableau comparatif des principaux éléments contenus dans la Directive 2003/48/CE telle qu'élargie et le nouveau standard mondial de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations (voir courrier électronique du 9 avril 2014)

Faute de temps, ce point est reporté à la prochaine réunion prévue le 20 mai 2014 à 9:00 heures.

7. Divers

Faute de temps, aucun point divers n'a pu être abordé.

Luxembourg, le 28 mai 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
Eugène Berger

La Présidente de la Commission du Contrôle
de l'exécution budgétaire,
Diane Adehm

Annexes:

- 1.A Budget de l'Etat pour 2014 – Compte au 31.03.2014
- 1.B Budget de l'Etat pour 2014 – Compte au 31.03.2014 (hors emprunts, optique structurelle)
- 2.A Administration centrale 2014 - Evolution des recettes et dépenses au 31.3
- 2.B Administration centrale 2014 – Evolution des recettes et dépenses au 31.3 (optique structurelle)
- 3. Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014

2014



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

1.A

Budget de l'Etat* pour 2014

(*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

Compte au 31.03.2014

	Budget voté 2014	Situation fin mars		Variation (2014-2013)	
		2013	2014	En millions	En %
Budget courant					
Recettes	12 052,0	2 734,5	2 913,0	+178,5	6,5%
Dépenses	11 259,4	3 631,8	2 805,4	-826,5	-22,8%
Excédents	+792,6	-897,3	107,7	-	-
Budget en capital					
Recettes	73,4	772,4	14,4	-757,9	-98,1%
Dépenses	1 038,1	309,0	103,6	-205,4	-66,5%
Excédents	-964,7	463,4	-89,2	-	-
Budget total					
Recettes	12 125,3	3 506,9	2 927,5	-579,4	-16,5%
Dépenses	12 297,5	3 940,8	2 908,9	-1 031,9	-26,2%
Excédents	-172,1	-433,9	+18,5	-	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

2014



Budget de l'Etat* pour 2014

(*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

Compte au 31.03.2014

(hors emprunts, optique structurelle)

	Budget voté 2014	Situation fin mars		Variation (2014-2013)	
		2013	2014	En millions	En %
Budget courant					
Recettes	12 052,0	2 734,5	2 913,0	+178,5	+6,5%
Dépenses	11 259,4	3 631,8	3 403,3	-228,6	-6,3%
Excédents	+792,6	-897,3	-490,2	-	-
Budget en capital					
Recettes en capital	73,4	25,7	14,4	-11,2	-43,8%
Dépenses en capital	1 038,1	309,0	322,9	+14,0	+4,5%
Excédents	-964,7	-283,3	-308,5	-	-
Budget total					
Recettes	12 125,3	2 760,2	2 927,5	+167,3	+6,1%
Dépenses	12 297,5	3 940,8	3 726,2	-214,6	-5,4%
Excédents	-172,1	-1 180,6	-798,7	-	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Les chiffres sont corrigés des répercussions "12ième provisoires" et "alimentations des fonds spéciaux"

20 14



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2.A

Administration centrale 2014

Evolution des recettes et dépenses au 31.3

	Situation fin mars			
	2013	2014	variation	
			en millions	en %
Dépenses.	3 807,6	3 518,9	- 288,7	-7,6%
Recettes.	3 163,7	3 347,3	+ 183,6	+5,8%
Solde.	-643,9	-171,7	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

2014



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2.B

Administration centrale 2014

Evolution des recettes et dépenses au 31.3 (optique structurelle)

	Situation fin mars			
	2013	2014	variation	
			en millions	en %
Dépenses.....	3 807,6	3 748,4	- 59,2	-1,6%
Recettes.....	3 163,7	3 347,3	+ 183,6	+5,8%
Solde.....	-643,9	-401,1	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Les chiffres sont corrigés des répercussions "12ième provisoires"

13/05/2014



Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014

Au 30 avril 2014, les administrations fiscales et la Trésorerie de l'Etat ont perçu des **recettes courantes brutes de 4.279,5 mio. €, soit 33,5 % du budget voté.**

Par rapport à l'exercice budgétaire antérieur, les recettes brutes ont augmenté de **284,4 mio. €, soit une augmentation de 7,1 %.**

L'**Administration des contributions directes** a perçu des recettes à hauteur de **2.069,9 mio. €, soit 32,9 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire antérieur, les recettes ont augmenté de 211,6 mio. € (+11,4%). Ainsi, les recettes perçues au titre de l'IRC ont augmenté de 73,5 mio. € (+19,6%) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire antérieur et celles au titre de l'ICC de 27 mio. € (+19,2%). Par ailleurs, il convient de relever que les recettes perçues au titre de l'impôt retenu sur les traitements et salaires ont augmenté de 132,7 mio. € (+13,8%) et au titre de l'impôt de solidarité de 13,5 mio. € (+14,5%), tandis que les recettes au titre de la retenue libératoire nationale sur intérêts ont diminué de 6,3 mio. € (-28,9%).

Les recettes brutes perçues par l'**Administration des douanes et accises** se chiffrent à **461,3 mio. €, soit 33,2 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire 2013, les recettes brutes ont augmenté de 9,3 mio. € (+2%). Ce solde s'explique par l'évolution positive des recettes brutes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (+5,7 mio. € ou +1,7% en termes relatifs) et des droits d'accises sur cigarettes (+3 mio. € ou + 10,2%).

Les recettes brutes perçues par l'**Administration de l'enregistrement et des domaines** se chiffrent à **1.630,3 mio. €, soit 34 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire 2013, les recettes brutes ont augmenté de 75,7 mio. € (+4,9%). Les recettes perçues au titre des droits d'enregistrement ont augmenté de 20,5 mio. € (+42,1%), au titre de la taxe sur la valeur ajoutée de 24,9 mio. € (+2,2%) et au titre de la taxe d'abonnement de 15,9 mio. € (+5,2%).

A la fin avril, la **Trésorerie de l'Etat** a perçu des recettes courantes à hauteur de **118 mio. €, soit 41,8 % du budget voté.** Les recettes ont diminué de 12,2 mio. € (-9,4%) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire antérieur. Les recettes perçues jusqu'à fin avril incluent notamment le versement de la participation de l'Etat dans le résultat de la BGL BNP PARIBAS (49 mio. €) et de la SES GLOBAL (33 mio. €).

Georges Heinrich/Laurent Nickels
.05.2014

SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 30 AVRIL 2014

(tous les montants sont exprimés en mio. EUR)	Recettes au 30.04			Budget	Budget	Compte prov.	Budget	Compte	Recettes en % du budget voté			Variation 13/14	
	2014	2013	2012	2014	2013	2013	2012	2012	2014	2013	2012	en mio. EUR	en %
I. Contributions directes	2 069,9	1 858,3	1 904,2	6 300,1	5 963,3	5 975,4	5 722	5 600,9	32,9	31,2	33,3	211,6	11,4
1. Collectivités [1]	447,9	374,4	522,0	1 520,0	1 560,0	1 496,5	1 550,0	1 536,9	29,5	24,0	33,7	73,5	19,6
2. Assiette [1]	200,7	192,0	204,0	700,0	690,0	655,9	620,0	627,8	28,7	27,8	32,9	8,7	4,6
3. Salaires et traitements	1 097,1	964,4	889,8	3 005,0	2 660,0	2 772,3	2 650,0	2 470,5	36,5	36,3	33,6	132,7	13,8
4. Impôt de solidarité	106,6	93,1	51,5	401,9	377,3	378,6	228,5	216,7	26,5	24,7	22,5	13,5	14,5
5. Revenus de capitaux	33,1	37,0	50,1	240,0	230,0	232,8	280,0	301,3	13,8	16,1	17,9	-3,9	-10,5
6. Fortune [2]	99,1	100,8	88,1	275,0	275,0	269,4	230,0	267,5	36,1	36,7	38,3	-1,7	-1,7
7. Retenue libératoire nationale sur intérêts	15,5	21,8	24,2	30,0	35,0	33,4	40,0	39,9	51,7	62,3	60,6	-6,3	-28,9
8. Contribution de crise [3]	0,6	4,9	8,4	1,0	5,0	3,8	12,0	13,6	58,2	97,8	70,1	-4,3	-88,1
9. Retenue sur revenus d'épargne (non-résidents)	39,7	46,2	42,5	45,0	50,0	46,9	45,0	42,8	88,1	92,3	94,5	-6,5	-14,1
10. Jeux de casino (recettes brutes)	4,3	4,7	5,1	22,0	22,0	20,7	22,0	21,9	19,6	21,2	23,2	-0,4	-7,5
11. Contributions directes - autres	25,4	19,2	18,4	60,3	59,0	65,2	44,8	62,1	42,1	32,5	41,1	6,2	32,5
<i>Pour mémoire : impôt commercial communal [2]</i>	168,1	141,0	202,4	530,0	580,0	556,0	580,0	604,9	31,7	24,3	34,9	27,0	19,2
II. Douanes & accises	461,3	452,1	444,4	1 391,1	1 363,8	1 296,7	1 374	1 357,8	33,2	33,1	32,3	9,3	2,0
12. Recettes UEBL brutes	331,7	326,0	326,0	1 003,0	1 020,0	999,4	1 009,0	1 023,3	33,1	32,0	32,3	5,7	1,7
Versements nets à la Belgique effectués	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,6	0,0	32,5	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Versements nets à la Belgique à effectuer	0,0	0,0	0,0	-10,0	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	#DIV/0!
Recettes brutes moins vers. effectués/à effectuer	331,7	326,0	326,0	1 013,0	965,0	918,8	1 009,0	990,8	32,7	33,8	32,3	5,7	1,7
13. Droits d'accises sur huiles minérales	62,6	62,3	61,3	200,0	225,0	199,2	190,0	199,8	31,3	27,7	32,3	0,3	0,4
14. Droits d'accises sur cigarettes	32,3	29,3	26,5	88,0	85,0	86,0	85,0	83,1	36,7	34,4	31,1	3,0	10,2
15. Taxe sur les véhicules automoteurs (brute)	25,8	24,9	22,7	67,0	70,0	67,9	67,5	60,9	38,5	35,6	33,6	0,9	3,5
16. Douanes & accises - autres	8,9	9,5	7,9	23,1	18,8	24,8	22,9	23,2	38,7	50,4	34,3	-0,6	-5,9
III. Enregistrement & domaines	1 630,3	1 554,5	1 375,6	4 791,6	4 169,3	4 467,6	3 901	3 991,8	34,0	37,3	35,3	75,7	4,9
17. Droits d'enregistrement	69,2	48,7	43,7	163,5	158,0	155,7	140,0	145,0	42,3	30,8	31,2	20,5	42,1
18. Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) [4]	1 180,7	1 155,8	1 030,8	3 716,0	3 235,2	3 443,1	2 968,0	3 060,3	31,8	35,7	34,7	24,9	2,2
19. Taxe d'abonnement [5]	319,0	303,1	260,7	730,0	600,0	691,5	630,0	612,4	43,7	50,5	41,4	15,9	5,2
20. Taxe sur les assurances	16,4	12,3	10,0	43,5	38,0	43,0	38,0	42,5	37,7	32,4	26,4	4,1	33,2
21. Enregistrement & domaines - autres	44,9	34,6	30,3	138,6	138,1	134,3	125,4	131,6	32,4	25,1	24,2	10,3	29,8
<i>Pour mémoire : Droits de succession [6]</i>	17,2	30,6	17,8	60,0	47,0	75,6	47,0		28,7	65,1	38,0	-13,4	-43,7
TOTAL DES RECETTES [I+II+III]	4 161,5	3 864,9	3 724,1	12 482,8	11 496,4	11 739,7	10 998	10 950,4	33,3	33,6	33,9	296,6	7,7
IV. Trésorerie de l'Etat	118,0	130,2	160,1	282,3	286,3	293,5	246,3	325,0	41,8	45,5	65,0	-12,2	-9,4
TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]	4 279,5	3 995,1	3 884,2	12 765,1	11 782,7	12 033,2	11 244	11 275,5	33,5	33,9	34,5	284,4	7,1

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[3] La contribution de crise, à charge des personnes physiques, est perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine pour l'année 2011. Le taux de la contribution de crise est fixé à 0,8 %.

[4] La TVA brute est répartie comme suit: (a) recettes à titre de ressources propres à verser à l'UE, (b) contribution assise sur le RNB à verser à l'UE, (c) alimentation du fonds communal de dotation financière et (d) quote-part des recettes brutes à transférer au budget ordinaire des recettes.

[5] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

[6] Recette en capital

12



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CG/pk

Commission des Finances et du Budget et Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Procès-verbal de la réunion du 13 mai 2014

ORDRE DU JOUR :

1. Evolution de la situation budgétaire
2. Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget:
Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 29 avril 2014
3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
5. 6681 Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)
 - Présentation et examen du projet de règlement grand-ducal
 - Elaboration d'un avis de la commission
6. Explications au sujet du contenu du tableau comparatif des principaux éléments

contenus dans la Directive 2003/48/CE telle qu'élargie et le nouveau standard mondial de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations (voir courrier électronique du 9 avril 2014)

7. Divers

*

Présents : M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Luc Frieden, M. Gast Gibéryen, M. Yves Cruchten remplaçant M. Claude Haagen, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Serge Wilmes remplaçant M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Diane Adehm, Mme Cécile Hemmen remplaçant M. Fränk Arndt, M. Eugène Berger, M. Gilles Baum remplaçant Mme Anne Brasseur, M. Félix Eischen, Mme Joëlle Elvinger, M. Gast Gibéryen, M. Yves Cruchten remplaçant M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Roger Negri, M. Marc Spautz, M. Serge Wilmes remplaçant M. Michel Wolter, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Justin Turpel, M. Serge Urbany, députés (*membres observateurs*)

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes
M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
M. Jeannot Waringo, Directeur de l'Inspection générale des Finances

Mme Isabelle Goubin, Mme Caroline Peffer, M. Etienne Reuter, Mme Betty Sandt, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, M. Jean-Claude Juncker, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

M. Frank Arndt, Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. Michel Wolter, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget
Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

*

1. Evolution de la situation budgétaire

Monsieur le ministre des Finances présente l'évolution de la situation budgétaire de l'administration centrale au 31 mars 2014 sur base des tableaux et du document repris en annexe. Il apporte les commentaires supplémentaires suivants :

- L'amélioration du solde de l'administration centrale entre dépenses et recettes des premiers mois de 2013 et de 2014 (voir tableau 2.A) est surtout liée à la mécanique des douzièmes provisoires, puisqu'au cours des quatre premiers mois de l'année une partie des administrations n'a pas demandé de dépassements de crédits et/ou reporté certaines dépenses à plus tard.

Ainsi, il n'y a pas eu de contribution au budget d'institutions internationales de la Coopération au développement pendant les premiers mois de 2014, alors que cette contribution s'était élevée à 23 millions d'euros sur la même période en 2013. La part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance-pension et d'assurance-maladie s'élevait à 42 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre 14 millions d'euros pour ce même trimestre de 2014. Sur la même période, la participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants atteignait 48,7 millions d'euros en 2013 et 32,4 millions d'euros en 2014.

Au total, les dépenses du premier trimestre 2014 sont de 229,4 millions d'euros en deçà de celles effectuées au premier trimestre 2013.

Le tableau 2.B a été confectionné afin de corriger cette particularité liée aux douzièmes provisoires de début 2014. Suite à cette correction, il apparaît qu'au premier trimestre 2014, le solde de l'administration centrale s'est amélioré de 242 millions d'euros (+37%).

- La formation de capital est passée de 179,9 millions d'euros au premier trimestre 2013 à 150,9 millions d'euros en 2014 (-16,1%). Les transferts en capital sont passés de 121 millions d'euros à 85 millions d'euros pour la même période (-29,5%).
- Il semblerait de plus que des économies réelles sont réalisées sur un certain nombre d'articles de consommation (frais de fonctionnement). Au premier trimestre 2013, ces dépenses de fonctionnement s'élevaient à 213,2 millions d'euros, alors que pour cette même période de 2014 ce chiffre atteint les 200 millions d'euros (-6,2%).
- Le tableau 1.B représente également une version corrigée du tableau 1.A.

Le Ministre des Finances présente ensuite la situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014 sur base du document repris en annexe 3.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- L'augmentation de +19,6% des recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire précédent est en relation avec des soldes plus élevés que l'année précédente. Il est cependant à noter qu'au cours de l'année 2013, les soldes ont été proportionnellement plus importants au cours des 8 derniers mois de l'année. Il n'est donc pas possible de déduire une tendance générale pour toute l'année 2014 sur base des quatre premiers mois de l'année.
- En matière de TVA, il apparaît que la situation est légèrement meilleure que celle reflétée dans les chiffres présentés. En effet, afin de soutenir les entreprises concernées, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) a accéléré ses remboursements au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2014. Ainsi, les montants remboursés dépassent ceux de l'année précédente de 14,24% (+50,7 millions d'euros) pour la même période.
De plus, il apparaît que les recettes provenant des secteurs hors commerce électronique affichent une légère croissance.
Quant aux recettes TVA provenant du secteur du commerce électronique, 343 millions d'euros ont été encaissés à ce titre au cours des 4 premiers mois de l'année. Ce montant représente une croissance de +2.25% par rapport à la même période de 2013. Il est

signalé qu'une entreprise du secteur a déjà soumis sa déclaration, mais n'a pas encore procédé au paiement (31 millions d'euros) au moment où les chiffres présents ont été arrêtés. L'ajout de ce montant au total des recettes du secteur ferait passer la croissance des recettes TVA à 4,84% par rapport à l'année précédente.

- Quant aux remboursements de TVA aux sociétés, il est précisé que, depuis quelques années déjà, l'AED traite les demandes en la matière de façon prioritaire et s'est imposé des délais très courts. Elle constate que certaines sociétés ne demandent pas le remboursement du solde qui leur est dû; le total des ces montants à rembourser s'élève à environ 455 millions d'euros.

La prochaine réunion jointe portant sur l'évolution de la situation budgétaire aura lieu mercredi le 16 juillet 2014 à 14:00 heures.

Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget:

2. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9 et 29 avril 2014

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

3. 6633 Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

M. Guy Arendt est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le Directeur de l'Administration des contributions directes présente le contenu du projet de loi tel qu'il figure dans le document parlementaire n°6633.

La Commission décide de suivre les propositions rédactionnelles du Conseil d'Etat.

4. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification: - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial; - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Une représentante du ministère des Finances présente le contenu du projet de loi tel qu'il est décrit dans le document parlementaire n°6595.

Volet général :

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les conditions de dissolution d'une fondation patrimoniale sont régies par l'article 7, ainsi que par le Titre V du projet de loi. Selon l'article 7, la fondation patrimoniale est nulle dans les quatre cas suivants :

- si l'acte constitutif n'est pas établi en la forme notariée;
- si cet acte ne contient aucune indication au sujet de la dénomination de la fondation patrimoniale, de son siège, de son objet ou du montant de sa dotation initiale;
- si l'objet de la fondation patrimoniale est illicite ou contraire à l'ordre public;
- si la fondation patrimoniale ne comprend pas au moins un fondateur valablement engagé.

Le Titre V (article 29) prévoit, quant à lui, qu'une fondation patrimoniale peut être dissoute en cas de réalisation de son objet ou d'impossibilité de réalisation de son objet, en cas d'arrivée de son terme ou de décision de dissolution avant terme

Hormis ces cas, la fondation patrimoniale est pérenne.

- Le siège de la fondation patrimoniale doit être fixé au Luxembourg (article 3) et son acte constitutif doit être passé devant un notaire établi au Luxembourg (article 6). Soit la fondation patrimoniale dispose de locaux propres au Luxembourg, soit elle est domiciliée auprès d'un domiciliataire professionnel (banque, réviseur d'entreprise, avocat, notaire).
- L'article 14 du projet de loi traite de la nomination et du remplacement des administrateurs de la fondation patrimoniale. En cas de « disparition/défaillance » d'un domiciliataire (ou dépositaire) en raison d'une cessation d'activité, d'un décès ou pour d'autres raisons, le projet de loi prévoit certains mécanismes auxquels il peut être recouru pour la désignation d'un remplaçant. Le fondateur ou le conseil d'administration disposent en général également de pouvoirs dans ce sens.
- La création de l'instrument financier que représente la fondation patrimoniale a pour objectif de combler une réelle demande provenant surtout, mais pas seulement, de familles d'entrepreneurs issus de pays germanophones.
- Les données relatives aux fondations patrimoniales ne font partie ni des informations échangeables sur base de la future loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (doc. parl. n°6643), ni de celles prévues par la version actuelle de la directive sur la fiscalité de l'épargne. Il est cependant prévisible que ces informations deviennent échangeables sous les « common reporting standards (CRS) » ou la directive sur la fiscalité de l'épargne élargie.
- Le dernier tiret du paragraphe 1^{er} de l'article 6 prévoit que l'acte constitutif de la fondation patrimoniale indique, entre autres, « la désignation du ou des bénéficiaires ou du ou des buts de la fondation patrimoniale ou les critères pour les déterminer ou les organes ou personnes de la fondation patrimoniale habilités à les déterminer, ainsi que la forme de leur désignation ». Le but d'une fondation patrimoniale pourrait ainsi, par exemple, consister dans la détention d'une collection d'art mise à disposition d'un musée. Dans un tel cas, il n'y aurait pas lieu de déterminer de bénéficiaire économique spécifique de la fondation patrimoniale. Cette façon de procéder est compatible avec les standards du GAFI (Groupe d'Action financière) (recommandations de février 2012) et du Forum mondial.
- La liste du ou des bénéficiaires économiques d'une fondation patrimoniale doit être mise à jour régulièrement en fonction des événements l'affectant, comme par exemple en cas de naissance d'un nouvel héritier.
- Les biens transférés dans une fondation patrimoniale n'appartiennent plus à son fondateur, mais à la fondation elle-même. En cas de constat d'abus de l'instrument de la fondation patrimoniale, utilisée afin de mettre à l'abri des biens acquis illégalement, sa nullité peut être prononcée sur base de l'article 7.

Volet fiscalité :

Le Directeur de l'Administration des contributions directes présente les dispositions fiscales en matière d'impôts directs du projet de loi telles que décrites dans le document parlementaire n°6595 (Titre VII – articles 33 à 36), ainsi que l'avis du Conseil d'Etat portant sur ces mêmes articles.

- Tout comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis, il est confirmé que le projet de loi sous rubrique présente un aspect de discrimination à rebours à l'encontre des résidents par rapport aux non-résidents, même si la réalité d'une telle discrimination dépend fortement du droit fiscal applicable dans l'Etat des bénéficiaires non-résidents et de l'application ou non de l'échange automatique d'informations.
- Des discussions au sujet de l'application des conventions de non-double imposition ont lieu à Bruxelles et au niveau de l'OCDE afin de prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS : base erosion and profit shifting). Pour les auteurs du projet de loi, les conventions de non-double imposition s'appliquent aux fondations patrimoniales.

Le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) présente les dispositions en matière de droit d'enregistrement et de droits de succession telles que décrites dans le commentaire de l'article 32 du document parlementaire n°6595.

- Une clause anti-abus introduit l'application du droit commun du droit des donations pour les cas de transmission du vivant du fondateur de biens figurant à l'actif de la fondation patrimoniale.
- En cas de décès du fondateur, un droit d'enregistrement proportionnel, s'inspirant des taux prévus en matière de droits de succession, s'applique immédiatement, sans attendre les décisions de maintien ou non des biens dans la fondation patrimoniale. Le droit d'enregistrement (droit de mutation spécifique) appliqué prévoit les taux d'imposition suivants : 0% entre conjoints et membres de la famille en ligne directe, 12% pour les autres membres de la famille et 40% pour les tiers non-parents.

Examen des remarques du Conseil d'Etat à l'égard de l'article 32 :

- Dans son avis, le Conseil d'Etat évoque la possibilité qu'une « entité patrimoniale » soit le fondateur d'une fondation patrimoniale et en déduit qu'il se pourrait alors que le champ d'application de la disposition spécifique visant la perception de droits d'enregistrement le jour du décès du fondateur en soit limité.

Pour cette raison, il est proposé d'amender l'article 32.

- Le Conseil d'Etat soulève un problème d'égalité devant la loi au sens de l'article 10bis de la Constitution en comparant les taux des droits d'enregistrement et les droits de succession appliqués à certaines catégories d'héritiers.

L'AED précise qu'à son avis, il n'y a pas lieu de comparer ces taux qui sont appliqués dans des cas de figure différents. En effet, les biens font partie de l'actif d'une personne juridique distincte, entreposée entre fondateur et bénéficiaire et, en cas du décès d'un fondateur, ceux-ci ne sont pas automatiquement transmis aux héritiers. Les taux des droits d'enregistrement appliqués en cas de décès d'un fondateur d'une fondation

patrimoniales (cf ci-dessus) ont été limités à trois pour des raisons de simplification administrative et d'attractivité.

En matière de TVA :

- Il est précisé que la gestion passive du patrimoine n'est pas considérée comme étant une activité économique et n'est donc pas soumise à la TVA. La TVA s'appliquant aux activités économiques rémunérées, elle n'intervient pas dans le cas de l'apport par exemple d'une œuvre d'art dans une fondation patrimoniale. Cet apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement.

Le régime de TVA normal s'applique au moment de la commercialisation d'un tel bien mobilier détenu par une fondation patrimoniale, si cette activité revêt un caractère habituel.

*

Les travaux relatifs au projet de mise en place de l'instrument du trust au Luxembourg sont mis en veilleuse à l'heure actuelle.

5. 6681 Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)

Monsieur le Président présente brièvement le contenu du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat dans lequel ce dernier soulève, entre autres, qu'il aurait apprécié de disposer d'informations plus précises, par exemple sur le nombre de contribuables ayant fait usage au cours des cinq dernières années de l'option abrogée par le projet de règlement grand-ducal, sur le volume des investissements opérés et sur le coût fiscal afférent.

Une représentante du ministère des Finances indique qu'au cours des dernières années environ 30 à 40 personnes par an ont eu recours à l'option abrogée. En volume, cela représente entre 3 à 10 millions d'euros par an.

Le projet d'avis communiqué aux membres de la Commission par courrier électronique du 9 mai 2014 est adopté à l'unanimité. La fin de la dernière phrase de l'avis est formulée comme suit: « ..., la Commission des Finances et du Budget recommande à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au texte proposé par le Gouvernement. ». (Note de la secrétaire: l'avis a été transmis à la Conférence des Présidents en date du 14 mai 2014.)

6. Explications au sujet du contenu du tableau comparatif des principaux éléments contenus dans la Directive 2003/48/CE telle qu'élargie et le nouveau standard mondial de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations (voir courrier électronique du 9 avril 2014)

Faute de temps, ce point est reporté à la prochaine réunion prévue le 20 mai 2014 à 9:00 heures.

7. Divers

Faute de temps, aucun point divers n'a pu être abordé.

Luxembourg, le 28 mai 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
Eugène Berger

La Présidente de la Commission du Contrôle
de l'exécution budgétaire,
Diane Adehm

Annexes:

- 1.A Budget de l'Etat pour 2014 – Compte au 31.03.2014
- 1.B Budget de l'Etat pour 2014 – Compte au 31.03.2014 (hors emprunts, optique structurelle)
- 2.A Administration centrale 2014 - Evolution des recettes et dépenses au 31.3
- 2.B Administration centrale 2014 – Evolution des recettes et dépenses au 31.3 (optique structurelle)
- 3. Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014

2014



Budget de l'Etat* pour 2014

(*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

Compte au 31.03.2014

	Budget voté 2014	Situation fin mars		Variation (2014-2013)	
		2013	2014	En millions	En %
Budget courant					
Recettes	12 052,0	2 734,5	2 913,0	+178,5	6,5%
Dépenses	11 259,4	3 631,8	2 805,4	-826,5	-22,8%
Excédents	+792,6	-897,3	107,7	-	-
Budget en capital					
Recettes	73,4	772,4	14,4	-757,9	-98,1%
Dépenses	1 038,1	309,0	103,6	-205,4	-66,5%
Excédents	-964,7	463,4	-89,2	-	-
Budget total					
Recettes	12 125,3	3 506,9	2 927,5	-579,4	-16,5%
Dépenses	12 297,5	3 940,8	2 908,9	-1 031,9	-26,2%
Excédents	-172,1	-433,9	+18,5	-	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

2014



Budget de l'Etat* pour 2014

(*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

Compte au 31.03.2014

(hors emprunts, optique structurelle)

	Budget voté 2014	Situation fin mars		Variation (2014-2013)	
		2013	2014	En millions	En %
Budget courant					
Recettes	12 052,0	2 734,5	2 913,0	+178,5	+6,5%
Dépenses	11 259,4	3 631,8	3 403,3	-228,6	-6,3%
Excédents	+792,6	-897,3	-490,2	-	-
Budget en capital					
Recettes en capital	73,4	25,7	14,4	-11,2	-43,8%
Dépenses en capital	1 038,1	309,0	322,9	+14,0	+4,5%
Excédents	-964,7	-283,3	-308,5	-	-
Budget total					
Recettes	12 125,3	2 760,2	2 927,5	+167,3	+6,1%
Dépenses	12 297,5	3 940,8	3 726,2	-214,6	-5,4%
Excédents	-172,1	-1 180,6	-798,7	-	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Les chiffres sont corrigés des répercussions "12ième provisoires" et "alimentations des fonds spéciaux"

2014



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2.A

Administration centrale 2014

Evolution des recettes et dépenses au 31.3

	Situation fin mars			
	2013	2014	variation	
			en millions	en %
Dépenses.	3 807,6	3 518,9	- 288,7	-7,6%
Recettes.	3 163,7	3 347,3	+ 183,6	+5,8%
Solde.	-643,9	-171,7	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

2014



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

2.B

Administration centrale 2014

Evolution des recettes et dépenses au 31.3

(optique structurelle)

	Situation fin mars			
	2013	2014	variation	
			en millions	en %
Dépenses.....	3 807,6	3 748,4	- 59,2	-1,6%
Recettes.....	3 163,7	3 347,3	+ 183,6	+5,8%
Solde.....	-643,9	-401,1	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Les chiffres sont corrigés des répercussions "12ième provisoires"

13/05/2014



Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 avril 2014

Au 30 avril 2014, les administrations fiscales et la Trésorerie de l'Etat ont perçu des **recettes courantes brutes de 4.279,5 mio. €, soit 33,5 % du budget voté.**

Par rapport à l'exercice budgétaire antérieur, les recettes brutes ont augmenté de **284,4 mio. €, soit une augmentation de 7,1 %.**

L'**Administration des contributions directes** a perçu des recettes à hauteur de **2.069,9 mio. €, soit 32,9 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire antérieur, les recettes ont augmenté de 211,6 mio. € (+11,4%). Ainsi, les recettes perçues au titre de l'IRC ont augmenté de 73,5 mio. € (+19,6%) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire antérieur et celles au titre de l'ICC de 27 mio. € (+19,2%). Par ailleurs, il convient de relever que les recettes perçues au titre de l'impôt retenu sur les traitements et salaires ont augmenté de 132,7 mio. € (+13,8%) et au titre de l'impôt de solidarité de 13,5 mio. € (+14,5%), tandis que les recettes au titre de la retenue libératoire nationale sur intérêts ont diminué de 6,3 mio. € (-28,9%).

Les recettes brutes perçues par l'**Administration des douanes et accises** se chiffrent à **461,3 mio. €, soit 33,2 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire 2013, les recettes brutes ont augmenté de 9,3 mio. € (+2%). Ce solde s'explique par l'évolution positive des recettes brutes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (+5,7 mio. € ou +1,7% en termes relatifs) et des droits d'accises sur cigarettes (+3 mio. € ou + 10,2%).

Les recettes brutes perçues par l'**Administration de l'enregistrement et des domaines** se chiffrent à **1.630,3 mio. €, soit 34 % du budget voté.** Par rapport à l'exercice budgétaire 2013, les recettes brutes ont augmenté de 75,7 mio. € (+4,9%). Les recettes perçues au titre des droits d'enregistrement ont augmenté de 20,5 mio. € (+42,1%), au titre de la taxe sur la valeur ajoutée de 24,9 mio. € (+2,2%) et au titre de la taxe d'abonnement de 15,9 mio. € (+5,2%).

A la fin avril, la **Trésorerie de l'Etat** a perçu des recettes courantes à hauteur de **118 mio. €, soit 41,8 % du budget voté.** Les recettes ont diminué de 12,2 mio. € (-9,4%) par rapport à la même période de l'exercice budgétaire antérieur. Les recettes perçues jusqu'à fin avril incluent notamment le versement de la participation de l'Etat dans le résultat de la BGL BNP PARIBAS (49 mio. €) et de la SES GLOBAL (33 mio. €).

Georges Heinrich/Laurent Nickels
.05.2014

SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 30 AVRIL 2014

(tous les montants sont exprimés en mio. EUR)	Recettes au 30.04			Budget	Budget	Compte prov.	Budget	Compte	Recettes en % du budget voté			Variation 13/14	
	2014	2013	2012	2014	2013	2013	2012	2012	2014	2013	2012	en mio. EUR	en %
I. Contributions directes	2 069,9	1 858,3	1 904,2	6 300,1	5 963,3	5 975,4	5 722	5 600,9	32,9	31,2	33,3	211,6	11,4
1. Collectivités [1]	447,9	374,4	522,0	1 520,0	1 560,0	1 496,5	1 550,0	1 536,9	29,5	24,0	33,7	73,5	19,6
2. Assiette [1]	200,7	192,0	204,0	700,0	690,0	655,9	620,0	627,8	28,7	27,8	32,9	8,7	4,6
3. Salaires et traitements	1 097,1	964,4	889,8	3 005,0	2 660,0	2 772,3	2 650,0	2 470,5	36,5	36,3	33,6	132,7	13,8
4. Impôt de solidarité	106,6	93,1	51,5	401,9	377,3	378,6	228,5	216,7	26,5	24,7	22,5	13,5	14,5
5. Revenus de capitaux	33,1	37,0	50,1	240,0	230,0	232,8	280,0	301,3	13,8	16,1	17,9	-3,9	-10,5
6. Fortune [2]	99,1	100,8	88,1	275,0	275,0	269,4	230,0	267,5	36,1	36,7	38,3	-1,7	-1,7
7. Retenue libératoire nationale sur intérêts	15,5	21,8	24,2	30,0	35,0	33,4	40,0	39,9	51,7	62,3	60,6	-6,3	-28,9
8. Contribution de crise [3]	0,6	4,9	8,4	1,0	5,0	3,8	12,0	13,6	58,2	97,8	70,1	-4,3	-88,1
9. Retenue sur revenus d'épargne (non-résidents)	39,7	46,2	42,5	45,0	50,0	46,9	45,0	42,8	88,1	92,3	94,5	-6,5	-14,1
10. Jeux de casino (recettes brutes)	4,3	4,7	5,1	22,0	22,0	20,7	22,0	21,9	19,6	21,2	23,2	-0,4	-7,5
11. Contributions directes - autres	25,4	19,2	18,4	60,3	59,0	65,2	44,8	62,1	42,1	32,5	41,1	6,2	32,5
<i>Pour mémoire : impôt commercial communal [2]</i>	168,1	141,0	202,4	530,0	580,0	556,0	580,0	604,9	31,7	24,3	34,9	27,0	19,2
II. Douanes & accises	461,3	452,1	444,4	1 391,1	1 363,8	1 296,7	1 374	1 357,8	33,2	33,1	32,3	9,3	2,0
12. Recettes UEBL brutes	331,7	326,0	326,0	1 003,0	1 020,0	999,4	1 009,0	1 023,3	33,1	32,0	32,3	5,7	1,7
Versements nets à la Belgique effectués	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,6	0,0	32,5	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Versements nets à la Belgique à effectuer	0,0	0,0	0,0	-10,0	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	#DIV/0!
Recettes brutes moins vers. effectués/à effectuer	331,7	326,0	326,0	1 013,0	965,0	918,8	1 009,0	990,8	32,7	33,8	32,3	5,7	1,7
13. Droits d'accises sur huiles minérales	62,6	62,3	61,3	200,0	225,0	199,2	190,0	199,8	31,3	27,7	32,3	0,3	0,4
14. Droits d'accises sur cigarettes	32,3	29,3	26,5	88,0	85,0	86,0	85,0	83,1	36,7	34,4	31,1	3,0	10,2
15. Taxe sur les véhicules automoteurs (brute)	25,8	24,9	22,7	67,0	70,0	67,9	67,5	60,9	38,5	35,6	33,6	0,9	3,5
16. Douanes & accises - autres	8,9	9,5	7,9	23,1	18,8	24,8	22,9	23,2	38,7	50,4	34,3	-0,6	-5,9
III. Enregistrement & domaines	1 630,3	1 554,5	1 375,6	4 791,6	4 169,3	4 467,6	3 901	3 991,8	34,0	37,3	35,3	75,7	4,9
17. Droits d'enregistrement	69,2	48,7	43,7	163,5	158,0	155,7	140,0	145,0	42,3	30,8	31,2	20,5	42,1
18. Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) [4]	1 180,7	1 155,8	1 030,8	3 716,0	3 235,2	3 443,1	2 968,0	3 060,3	31,8	35,7	34,7	24,9	2,2
19. Taxe d'abonnement [5]	319,0	303,1	260,7	730,0	600,0	691,5	630,0	612,4	43,7	50,5	41,4	15,9	5,2
20. Taxe sur les assurances	16,4	12,3	10,0	43,5	38,0	43,0	38,0	42,5	37,7	32,4	26,4	4,1	33,2
21. Enregistrement & domaines - autres	44,9	34,6	30,3	138,6	138,1	134,3	125,4	131,6	32,4	25,1	24,2	10,3	29,8
<i>Pour mémoire : Droits de succession [6]</i>	17,2	30,6	17,8	60,0	47,0	75,6	47,0		28,7	65,1	38,0	-13,4	-43,7
TOTAL DES RECETTES [I+II+III]	4 161,5	3 864,9	3 724,1	12 482,8	11 496,4	11 739,7	10 998	10 950,4	33,3	33,6	33,9	296,6	7,7
IV. Trésorerie de l'Etat	118,0	130,2	160,1	282,3	286,3	293,5	246,3	325,0	41,8	45,5	65,0	-12,2	-9,4
TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]	4 279,5	3 995,1	3 884,2	12 765,1	11 782,7	12 033,2	11 244	11 275,5	33,5	33,9	34,5	284,4	7,1

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[3] La contribution de crise, à charge des personnes physiques, est perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine pour l'année 2011. Le taux de la contribution de crise est fixé à 0,8 %.

[4] La TVA brute est répartie comme suit: (a) recettes à titre de ressources propres à verser à l'UE, (b) contribution assise sur le RNB à verser à l'UE, (c) alimentation du fonds communal de dotation financière et (d) quote-part des recettes brutes à transférer au budget ordinaire des recettes.

[5] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

[6] Recette en capital

6633

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 126

18 juillet 2014

S o m m a i r e

Loi du 1^{er} juillet 2014 portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;
- et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
 page **1812**

Loi du 1^{er} juillet 2014 portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
 2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
 3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
 4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
 5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
 6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
 7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;
- et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 5 juin 2014 et celle du Conseil d'Etat du 24 juin 2014 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Sont approuvés:

- le Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
- le Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
- la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
- la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013.

Art. 2. Les demandes de renseignements introduites par application de l'échange de renseignements prévu par les conventions visées par l'article 1^{er} sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Art. 3. La référence à la présente loi peut se faire sous une forme abrégée en recourant à l'intitulé suivant: «Loi du 1^{er} juillet 2014 portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le *Ministre des Finances*,
Pierre Gramegna

Palais de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.
Henri

Doc. parl. 6633, sess. extraord. 2013-2014.

—
PROTOCOLE
MODIFIANT LA CONVENTION
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE DANEMARK
TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À
ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE
ADMINISTRATIVE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE
D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark,

désireux de conclure un Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final, signés à Luxembourg, le 17 novembre 1980, («la Convention»), tels que modifiés par le Protocole signé à Luxembourg le 4 juin 2009,

sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'article 18 (Pensions et prestations de la sécurité sociale publique) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Article 18

Pensions, paiements de la sécurité sociale et paiements similaires

1. Les paiements reçus par une personne physique qui est un résident d'un État contractant, en application de la législation sur la sécurité sociale de l'autre État contractant, ou en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par cet autre État ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ne sont imposables que dans cet autre État.
2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article et du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant, au titre d'un emploi antérieur ou non, ne sont imposables que dans cet autre État. Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires sont imposables dans le premier État lorsque:
 - a) les cotisations payées par le bénéficiaire au régime complémentaire de pension ont été déduites du revenu imposable du bénéficiaire dans le premier État en application de la législation de cet État; ou
 - b) les cotisations payées par un employeur n'ont pas constitué pour le bénéficiaire un revenu imposable dans le premier État en application de la législation de cet État.
3. Les pensions et autres rémunérations similaires (y compris les versements forfaitaires) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant, ne sont imposables que dans le premier État si ces paiements découlent des cotisations, allocations ou primes d'assurance versées à un régime complémentaire de pension par le bénéficiaire ou pour son compte, ou des dotations faites par l'employeur à un régime interne, et si ces cotisations, allocations, primes d'assurance ou dotations ont été effectivement soumises à l'impôt dans le premier État contractant.»

Article 2

Un Protocole est ajouté à la Convention avec la disposition suivante:

«Protocole

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark, sont convenus lors de la signature du Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final, signés à Luxembourg, le 17 novembre 1980, («la Convention»), tels que modifiés par le Protocole signé à Luxembourg le 4 juin 2009, de la disposition suivante qui forme partie intégrante de la Convention:

En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 18:

Il est entendu que les paiements reçus en application de tout autre régime par prélèvement sur des fonds constitués par un État contractant comprennent en particulier les indemnités de chômage, les indemnités de maladie, les indemnités de maternité et les aides d'éducation.»

Article 3

En ce qui concerne une personne physique qui:

1. était un résident du Luxembourg à la date de signature du présent Protocole, et
2. recevait à cette date des pensions qui n'étaient imposables qu'au Luxembourg conformément au paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention,

ces pensions ne sont, nonobstant les dispositions de l'article 1 du présent Protocole, imposables qu'au Luxembourg aussi longtemps que cette personne physique reste un résident du Luxembourg.

Article 4

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour la mise en vigueur du présent Protocole.
2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de la dernière des notifications visées au paragraphe 1 et ses dispositions seront applicables, en ce qui concerne les impôts, à l'année d'imposition qui suit immédiatement l'année de l'entrée en vigueur du Protocole et aux années d'imposition subséquentes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait en deux exemplaires, à Bruxelles, le 9 juillet 2013 en langues française et danoise, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg*
(signature)

*Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark*
(signature)

—

PROTOCOLE
MODIFIANT LA CONVENTION
ENTRE
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE
TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU
ET SUR LA FORTUNE,
SIGNÉE À LJUBLJANA LE 2 AVRIL 2001

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie

Désireux de conclure un Protocole modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001, (ci-après dénommée «la Convention»),

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'article 27 (ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Article 27

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.»

Article 2

Un Protocole additionnel est ajouté à la Convention qui se lit comme suit:

«Protocole additionnel à la Convention

Au moment de procéder à la signature du Protocole modifiant la Convention, les deux parties sont convenues que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

En référence à l'article 27:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'État requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'État requérant les renseignements aux fins visées à l'article 27.
2. L'autorité compétente de l'État requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'État requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'État requérant souhaite recevoir les renseignements de l'État requis;
 - c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'État requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'État requis;
 - e) dans la mesure où ils sont connus, le nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - f) une déclaration précisant que l'État requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.»

Article 3

1. Le présent Protocole sera ratifié conformément aux procédures applicables au Luxembourg et en Slovénie. Chacun des États contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures applicables respectives.
2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications visées au paragraphe 1. Les dispositions du présent Protocole seront applicables aux années d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait en deux exemplaires, à Luxembourg, le 20 juin 2013 en langues française, slovène et anglaise, tous les textes faisant également foi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
(signature)

Pour la République de Slovénie
(signature)

—

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À PRÉVENIR LA FRAUDE FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

PERSONNES VISÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2

IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un État contractant, de ses subdivisions administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente Convention sont notamment:
- a) en ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite:
 - (i) le Zakat; et
 - (ii) l'impôt sur le revenu y compris l'impôt sur les investissements en gaz naturel; (ci-après dénommés «impôt saoudien»);
 - b) au Grand-Duché de Luxembourg:
 - (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - (ii) l'impôt sur le revenu des collectivités;
 - (iii) l'impôt sur la fortune; et
 - (iv) l'impôt commercial communal; (ci-après dénommés «impôt luxembourgeois»).
4. La présente Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:
- a) l'expression «Royaume de l'Arabie Saoudite» désigne le territoire du Royaume de l'Arabie Saoudite qui comprend également les zones en dehors des eaux territoriales, sur lesquelles le Royaume de l'Arabie Saoudite exerce ses droits souverains et son autorité judiciaire dans leurs eaux, lit de mer, sous-sol et ressources naturelles en vertu de sa législation et du droit international;
 - b) le terme «Luxembourg» désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
 - c) les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte, le Royaume de l'Arabie Saoudite ou le Grand-Duché de Luxembourg;
 - d) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes, y compris l'État, ses subdivisions administratives ou autorités locales;
 - e) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
 - f) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
 - g) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;
 - h) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite, le Ministère des Finances représenté par le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne le Luxembourg, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
 - i) le terme «national» désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un État contractant.
2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par un État contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la présente Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet État prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet État.

Article 4

RÉSIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État, en raison de son domicile, de sa résidence, de

son lieu d'enregistrement, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet État ainsi qu'à toutes ses subdivisions administratives ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet État que pour les revenus de sources situées dans cet État ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'État contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'État contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'État contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'État contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'État contractant dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux États contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'État où son siège de direction effective est situé.

Article 5

ÉTABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier et
- f) tout lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. L'expression «établissement stable» comprend également:

- a) un chantier de construction, de dragage ou de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant, mais seulement lorsque ce chantier ou ces activités ont une durée supérieure à 6 mois,
- b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque des activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) dans un État contractant pendant une période ou des périodes excédant 6 mois durant toute période de 12 mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire;
- g) la vente de marchandises appartenant à l'entreprise exposées lors d'une foire ou exposition occasionnelle et temporaire après la fermeture de ladite foire ou exposition.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 du présent article - agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant et dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'elle y

exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État contractant pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 du présent article et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise d'un État contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État contractant.

2. L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme revenus de créances sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, des sommes (autres que le remboursement des frais encourus) portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme revenus de créances sur des sommes prêtées au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. Nonobstant les autres dispositions, les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exportation de marchandises dans l'autre État contractant ne sont pas imposables dans cet autre État contractant. Lorsque les contrats d'exportation comprennent d'autres activités exercées par l'intermédiaire d'un établissement stable dans l'autre État contractant les bénéfices provenant de telles activités sont imposables dans l'autre État contractant.

5. L'expression «bénéfices des entreprises» comprend mais n'est pas limitée aux revenus tirés d'activités de fabrication, commerciales, bancaires ou d'assurances, d'opérations de transport intérieur, de la fourniture de services et de la location de biens mobiliers corporels. Une telle expression ne comprend pas l'exercice par une personne physique d'une profession dépendante ou indépendante.

6. Chaque État contractant applique son droit interne en ce qui concerne les activités d'assurance.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'État contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'État contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9

ENTREPRISES ASSOCIÉES

1. Lorsque
 - a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

Article 10

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet État, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes. Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

*Article 11***REVENUS DE CRÉANCES**

1. Les revenus de créances provenant d'un État contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État.
2. L'expression «revenus de créances» employée dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des revenus de créances au sens du présent article.
3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des revenus de créances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les revenus de créances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice de ces revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.
4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant de ces revenus, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

*Article 12***REDEVANCES**

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État contractant, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder
 - a) 5 pour cent du montant brut des redevances qui sont payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique;
 - b) 7 pour cent du montant brut des redevances, dans tous les autres cas.
3. Le terme «redevances» employé dans le présent article, désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, ou les films ou bandes utilisés pour la radio ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

*Article 13***GAINS EN CAPITAL**

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 de la présente Convention, et situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une

entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation des actions en capital d'une société dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

5. Les gains provenant de l'aliénation d'actions autres que celles visées au paragraphe 4 représentant une participation d'au moins 25 pour cent dans une société qui est un résident d'un État contractant sont imposables dans cet État.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent article ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre État contractant dans les cas suivants:

- a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre État contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre État contractant; ou
- b) si son séjour dans l'autre État contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou s'achevant pendant l'année fiscale considérée; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre État est imposable dans cet autre État.

2. L'expression «profession libérale» comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21 de la présente Convention, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié, ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant, ne sont imposables que dans le premier État si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

TANTIÈMES

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

Article 17

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15 de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 de la présente Convention, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'activités exercées dans l'autre État contractant lorsque le séjour dans cet autre État est financé entièrement ou principalement par des fonds publics du premier État, de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou lorsque le séjour a lieu dans le cadre d'un accord culturel ou d'un arrangement entre les Gouvernements des États contractants. Dans ce cas, les revenus ne sont imposables que dans l'État contractant dont l'artiste du spectacle ou le sportif est un résident.

Article 18

PENSIONS

Les pensions et autres paiements similaires provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État.

Article 19

FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un État contractant ou l'une de ses subdivisions administratives ou collectivités locales ou l'un de ses établissements publics à une personne physique, au titre de services rendus à cet État, à cette subdivision, à cette collectivité ou à cet établissement, ne sont imposables que dans cet État.

- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:
- (i) possède la nationalité de cet État, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions des articles 15, 16 et 17 de la présente Convention s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions administratives ou collectivités locales ou l'un de ses établissements publics.

Article 20

ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS

1. Une personne physique qui est ou qui était un résident d'un État contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre État contractant et qui sur invitation d'une université, d'un collège, d'une école ou d'une autre institution d'enseignement similaire ou d'une institution de recherche scientifique, séjourne dans l'autre État contractant à seule fin d'y enseigner, de faire des recherches ou les deux auprès d'une telle institution d'enseignement ou de recherche, est exempte d'impôt dans cet autre État sur toute rémunération tirée de cet enseignement ou de cette recherche pour une période n'excédant pas deux ans.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne sont pas applicables aux revenus touchés pour des recherches lorsque ces recherches sont entreprises principalement pour l'avantage particulier d'une ou de personnes spécifiques.

Article 21

ÉTUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

Article 22

AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention, suivant les cas, sont applicables.

Article 23

FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6 de la présente Convention, que possède un résident d'un État contractant et qui sont situés dans l'autre État contractant, est imposable dans cet autre État contractant.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État contractant.
3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international par une entreprise d'un État contractant ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État contractant.

Article 24

ÉLIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

La double imposition est éliminée de la manière suivante:

1. En ce qui concerne le Royaume de l'Arabie Saoudite:
 - a) lorsqu'un résident du Royaume de l'Arabie Saoudite reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Royaume de l'Arabie Saoudite exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions du sous-paragraphe b) du paragraphe 2 du présent article;
 - b) lorsqu'une société de capitaux qui est un résident du Royaume de l'Arabie Saoudite reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Royaume de l'Arabie Saoudite accorde sur l'impôt sur le revenu de cette société de capitaux une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Luxembourg. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus du Luxembourg;
 - c) les méthodes pour éliminer la double imposition ne porte pas préjudice aux dispositions relatives au système de recouvrement du Zakat concernant les nationaux saoudiens.

2. En ce qui concerne le Luxembourg:

Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition qui n'en affectent pas le principe général:

- a) lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Arabie Saoudite, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphe b), c) et d), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés;
- b) lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des articles 7, 10, 12, 13(2) et 17, sont imposables en Arabie Saoudite, le Luxembourg accorde sur l'impôt sur le revenu de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Arabie Saoudite, mais seulement, en ce qui concerne les articles 7 et 13(2), si les bénéfices et les gains en capital ne proviennent pas d'activités agricoles, industrielles, d'infrastructure et touristiques en Arabie Saoudite. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de l'Arabie Saoudite;
- c) lorsqu'une société qui est un résident du Luxembourg reçoit des dividendes provenant de l'Arabie Saoudite, le Luxembourg exempte de l'impôt ces dividendes pourvu que la société qui est un résident du Luxembourg détienne directement depuis le début de son exercice social au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes et si cette société est assujettie en Arabie Saoudite à un impôt sur le revenu correspondant à l'impôt luxembourgeois sur le revenu des collectivités. Les actions ou parts susvisées de la société de l'Arabie Saoudite sont, aux mêmes conditions, exonérées de l'impôt luxembourgeois sur la fortune. L'exemption prévue par le présent sous-paragraphe s'applique aussi même si la société de l'Arabie Saoudite est exempte d'impôt ou imposée à un taux réduit en Arabie Saoudite et si ces dividendes proviennent de bénéfices en relation avec des activités agricoles, industrielles, d'infrastructure ou touristiques en Arabie Saoudite;
- d) les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque l'Arabie Saoudite applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 des articles 10 et 12 à ce revenu.

*Article 25***PROCÉDURE AMIABLE**

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.
3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la présente Convention.
4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

*Article 26***ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS**

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la présente Convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la présente Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1 de la présente Convention.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 du présent article par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1 du présent article, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 du présent article ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements demandés uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

*Article 27***MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET POSTES CONSULAIRES**

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

*Article 28***ENTRÉE EN VIGUEUR**

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois où la dernière de ces notifications a été reçue.

2. La présente Convention sera applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux montants payés le ou après le 1^{er} janvier suivant immédiatement la date à laquelle la Convention entrera en vigueur; et
- b) en ce qui concerne les autres impôts, aux années d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier suivant immédiatement la date à laquelle la Convention entrera en vigueur.

Article 29

DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un État contractant. Chaque État contractant peut dénoncer la présente Convention par voie diplomatique en adressant à l'autre État contractant un préavis écrit au moins six mois avant la fin de chaque année civile commençant après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date de son entrée en vigueur.

2. La présente Convention cessera d'être applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux montants payés après la fin de l'année civile au cours de laquelle le préavis est donné; et
- b) en ce qui concerne les autres impôts, aux années d'imposition commençant après la fin de l'année civile au cours de laquelle le préavis est donné.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait en doubles exemplaires à Riyad, le 7 mai 2013 correspondant au 27 JUMADA'II 1434H en langues française, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*

Luc Frieden
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement du
Royaume de l'Arabie Saoudite*

Ibrahim A. Al-Assaf
Ministre des Finances

*

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

I. En référence à l'article 4 de la Convention:

1. Une personne morale organisée en vertu de la législation d'un État contractant et qui est généralement exempte d'impôt ou qui n'est pas assujettie à l'impôt dans cet État et qui est établie et maintenue dans cet État soit:

- a) pour des raisons religieuses, charitables, éducatives ou scientifiques ou pour d'autres raisons similaires; soit
- b) pour fournir des pensions ou d'autres avantages similaires aux employés

est considérée comme un résident de cet État contractant.

2. Un organisme de placement collectif qui est établi dans un État contractant est considéré comme un résident de l'État contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.

II. En référence à l'article 26 de la Convention:

1. L'autorité compétente de l'État requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'État requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
- b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'État requérant souhaite recevoir les renseignements de l'État requis;
- c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
- d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'État requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'État requis;
- e) dans la mesure où ils sont connus, le nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
- f) une déclaration précisant que l'État requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

2. Il est entendu que le paragraphe 5 de l'article 26 de la Convention n'oblige pas les États contractants de procéder à un échange de renseignements spontané ou automatique.

3. Il est entendu que les renseignements reçus en vertu de l'article 26 de la Convention par un État contractant sont utilisés aux seules fins d'appliquer les dispositions de la Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts visés par la Convention.

III. Général:

Lorsque le Royaume de l'Arabie Saoudite introduira un impôt sur le revenu applicable à ses nationaux qui sont des résidents du Royaume de l'Arabie Saoudite ou que les impôts existants seront modifiés en conséquence, alors les États contractants entreront en négociation afin d'introduire dans la Convention un article sur la non-discrimination.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait en doubles exemplaires à Riyad, le 7 mai 2013 correspondant au 27 JUMADA'II 1434H en langues française, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*
Luc Frieden
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement du
Royaume de l'Arabie Saoudite*
Ibrahim A. Al-Assaf
Ministre des Finances

—

**AGREEMENT
BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND GUERNSEY FOR THE
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the States of Guernsey

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

PERSONS COVERED

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties.

Article 2

TAXES COVERED

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in Guernsey: the income tax; (hereinafter referred to as «Guernsey tax»);
 - b) in Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal); (hereinafter referred to as «Luxembourg tax»).
4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term «Guernsey» means the States of Guernsey and, when used in a geographical sense, means Guernsey, Alderney and Herm, including the territorial sea adjacent to those islands, in accordance with international law; save that any reference to the law of Guernsey is to the law of the island of Guernsey as it applies there and in the islands of Alderney and Herm;
 - b) the term «Luxembourg» means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - c) the term «business» includes the performance of professional services and of other activities of an independent character;

- d) the term «company» means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
- e) the term «competent authority» means:
 - (i) in Guernsey, the Director of Income Tax or his delegate;
 - (ii) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
- f) the terms «a Contracting Party» and «the other Contracting Party» mean Guernsey or Luxembourg as the context requires;
- g) the term «enterprise» applies to the carrying on of any business;
- h) the terms «enterprise of a Contracting Party» and «enterprise of the other Contracting Party» mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
- i) the term «international traffic» means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting Party;
- j) the term «national» means:
 - (i) in relation to Guernsey, any individual who has a place of abode in Guernsey and possesses British citizenship and any legal person, partnership or association deriving its status as such under the laws of Guernsey;
 - (ii) in relation to Luxembourg:
 - a) any individual possessing the nationality of Luxembourg; and
 - b) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in Luxembourg;
- k) the term «person» includes an individual, a company and any other body of persons.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Agreement, the term «resident of a Contracting Party» means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Party in respect only of income from sources in that Party or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
 - d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Agreement, the term «permanent establishment» means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term «permanent establishment» includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;

- d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation or a dredging project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than 12 months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term «permanent establishment» shall be deemed not to include:
- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
2. The term «immovable property» shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.
2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

SHIPPING, INLAND WATERWAYS TRANSPORT AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. For the purposes of this Article, profits derived from the operation in international traffic of ships and aircraft include profits:

- a) derived from the rental of ships and aircraft if such ships or aircraft are operated in international traffic; and
- b) derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods and merchandise,

where such rental profits or profits from such use, maintenance or rental, as the case may be, are incidental to the profits described in paragraph 1.

4. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship or boat is a resident.

5. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where:

- a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term «dividends» as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from

other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg, the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party.

Article 11

INTEREST

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term «interest» as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term «interest» shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term «royalties» as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

Article 14

INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:

- a) the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

Article 16

ARTISTES AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) paid to a resident of a Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in that Party.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting Party and paid to a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws or have been deducted from the taxable base in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.

- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:
 - (i) is a national of that Party; or
 - (ii) did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.

2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump sum payments) paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
- b) However, such pensions and other similar remuneration (including lump sum payments) shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

Article 19

STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Party.

Article 20

OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that Party.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

Article 22

ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the laws of Guernsey regarding the allowance as a credit against Guernsey tax of tax payable in a territory outside Guernsey (which shall not affect the general principle hereof):
 - a) subject to the provisions of sub-paragraph c), where a resident of Guernsey derives income which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg, Guernsey shall allow as a deduction from the tax payable in respect of that income, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg;
 - b) such deduction shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg;
 - c) where a resident of Guernsey derives income which, in accordance with the provisions of the Agreement shall be taxable only in Luxembourg, Guernsey may include this income in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident.
2. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Guernsey, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in Guernsey, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Guernsey, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in Guernsey. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Guernsey;

- c) where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Guernsey sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject to Guernsey tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Guernsey company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Guernsey company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in Guernsey and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in Guernsey;
- d) the provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Guernsey applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.

Article 23

NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting Party to grant to residents of the other Contracting Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent authority of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting Parties.
3. The competent authorities of the Contracting Parties shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.
4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.
5. Where,
 - a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and

b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party, any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if both competent authorities and the taxpayer agree and the taxpayer agrees in writing to be bound by the decision of the arbitration board. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. The decision of the arbitration board in a particular case shall be binding on both Parties with respect to that case and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).
4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

ENTRY INTO FORCE

1. Each Contracting Party shall notify the other in writing, through appropriate channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 28

TERMINATION

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Agreement, through appropriate channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Agreement shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

Done in duplicate at London this 10th day of May 2013, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the States of Guernsey
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Guernsey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both Contracting Parties have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in that Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in that Contracting Party shall be considered as an individual who is resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 25:

Any request for information under the Agreement shall be formulated with the greatest detail possible and, in particular, the competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) the period for which the information is sought;
- c) the nature of the information sought and the form in which the requesting Party wishes to receive it;
- d) the reason for believing that the information requested is foreseeably relevant to the carrying out of the provisions of the Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes imposed on behalf of the requesting Party;
- e) the tax purpose for which the information is sought;
- f) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession of or obtainable by a person within the jurisdiction of the requested Party;
- g) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of or able to obtain the requested information;
- h) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at London this 10th day of May 2013, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the States of Guernsey
(signature)

—

**AGREEMENT
BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE ISLE OF MAN FOR THE
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL**

the Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of the Isle of Man

DESIRING to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

PERSONS COVERED

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties.

Article 2

TAXES COVERED

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 (hereinafter referred to as «Luxembourg tax»);
 - b) in the Isle of Man:
 - the Income Tax;
 (hereinafter referred to as «Manx tax»).
4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term «Luxembourg» means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term «Isle of Man» means the island of the Isle of Man, including its territorial sea, in accordance with international law;
 - c) the terms «a Contracting Party» and «the other Contracting Party» mean Luxembourg or the Isle of Man as the context requires; the term «Contracting Parties» means Luxembourg and the Isle of Man;
 - d) the term «person» includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term «company» means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term «enterprise» applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms «enterprise of a Contracting Party» and «enterprise of the other Contracting Party» mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
 - h) the term «international traffic» means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting Party;

- i) the term «competent authority» means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative; and
 - (ii) in the Isle of Man, the Assessor of Income Tax or his delegate;
- j) the term «national», in relation to a Contracting Party, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting Party; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting Party;
- k) the term «business» includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Agreement, the term «resident of a Contracting Party» means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party and any local authority thereof and any pension fund or pension scheme recognised by that Party. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Party in respect only of income from sources in that Party or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
- d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Agreement, the term «permanent establishment» means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term «permanent establishment» includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation constitutes a permanent establishment only if it lasts more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term «permanent establishment» shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. The term «immovable property» shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.

2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship is a resident.

3. For the purposes of this Article, profits derived from the operation in international traffic of ships and aircraft include profits:

- a) derived from the rental on a bareboat basis of ships and aircraft if operated in international traffic; and

- b) derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise,
where such rental profits or profits from such use, maintenance or rental, as the case may be, are incidental to the profits described in paragraph 1.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or
b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term «dividends» as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party.

Article 11

INTEREST

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term «interest» as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income

from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term «interest» shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting Party when the payer is a resident of that Party. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting Party or not, has in a Contracting Party a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting Party in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.

2. The term «royalties» as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting Party when the payer is a resident of that Party. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting Party or not, has in a Contracting Party a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting Party in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

Article 14

INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:

- a) the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

Article 16

ARTISTES AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a Contracting Party by an entertainer or a sportsperson if the visit to that Party is wholly or mainly supported by public funds of one or both of the Contracting Parties or local authorities thereof. In such case, the income shall be taxable only in the Contracting Party of which the entertainer or a sportsperson is a resident.

Article 17

PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration arising in a Contracting Party paid to a resident of the other Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in the first mentioned Party.

Article 18

GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.

b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:

- (i) is a national of that Party; or
- (ii) did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.

2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.

b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.

3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

*Article 19***STUDENTS**

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Party.

*Article 20***OTHER INCOME**

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that Party.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

*Article 21***CAPITAL**

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

*Article 22***ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION**

1. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in the Isle of Man, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in the Isle of Man, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in the Isle of Man, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in the Isle of Man. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the Isle of Man;
 - c) where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Isle of Man sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject to the Isle of Man tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Isle of Man company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Isle of Man company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in the Isle of Man and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in the Isle of Man;
 - d) the provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where the Isle of Man applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.
2. In the case of the Isle of Man, double taxation shall be avoided as follows:
 - a) When imposing tax on its residents the Isle of Man may include in the basis upon which such taxes are imposed the items of income, which, according to the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where a resident of the Isle of Man derives income which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg the Isle of Man shall allow as a deduction from the tax on the income of that

resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg.

- c) Where in accordance with any provision of this Agreement income derived by a resident of the Isle of Man is exempt from tax in the Isle of Man, the Isle of Man may nevertheless in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, take into account the exempted income.

Article 23

NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting Party to grant to residents of the other Contracting Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent authority of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting Parties.
3. The competent authorities of the Contracting Parties shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.
4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.
5. Where,
 - a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and
 - b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting Parties and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).
4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

ENTRY INTO FORCE

1. The Contracting Parties shall notify each other in writing, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 28

TERMINATION

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Agreement, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Agreement shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

Done in duplicate at London this 8th day of April 2013.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg
(signature)*

*For tthe Gouvernment of the Isle of Man
(signature)*

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as an individual who is a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives. However, this provision shall not prevent the other Contracting Party from taxing its residents if they receive income from such a collective investment vehicle.

II. With Reference to Article 6:

It is understood that, for the purpose of paragraph 3 of Article 6, the term «income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property» shall include any income or gains derived from the development of land and property in which the person receiving that income or gain has an interest.

III. With reference to Article 25:

The competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under the Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting Party wishes to receive the information from the requested Party;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the request is in conformity with the Agreement;
- g) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IV. With Reference to the Agreement in General:

This Agreement shall not affect the application of the provisions of the Agreement in the form of an exchange of letters on the taxation of savings income of 13th May 2004 and 19th November 2004 between the Grand Duchy of Luxembourg and the Isle of Man.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at London this 8th day of April 2013.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg
(signature)*

*For the Government of the Isle of Man
(signature)*

**CONVENTION
BETWEEN
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
AND
JERSEY
FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of Jersey

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

PERSONS COVERED

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting Parties.

Article 2

TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting Party or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
 - a) in Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 (hereinafter referred to as «Luxembourg tax»);
 - b) in Jersey:
 - (i) the income tax;
 (hereinafter referred to as «Jersey tax»).
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting Parties shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term «Luxembourg» means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term «Jersey» means, when used in a geographical sense, the Bailiwick of Jersey, including its territorial sea;
 - c) the terms «a Party» and «the other Party» mean Jersey or Luxembourg as the context requires; the term «Parties» means Jersey and Luxembourg;
 - d) the term «person» includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term «company» means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;

- f) the term «enterprise» applies to the carrying on of any business;
- g) the terms «enterprise of a Contracting Party» and «enterprise of the other Contracting Party» mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting Party and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting Party;
- h) the term «international traffic» means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting Party, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting Party;
- i) the term «competent authority» means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Jersey, the Treasury and Resources Minister or his authorised representative;
- j) the term «national», in relation to a Contracting Party, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting Party; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting Party;
- k) the term «business» includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term «resident of a Contracting Party» means any person who, under the laws of that Party, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes that Party, any local authority thereof and any pension fund or pension scheme recognised by that Party. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that Contracting Party in respect only of income from sources in that Contracting Party or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting Parties, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Parties, he shall be deemed to be a resident only of the Party with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the Party in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Party, he shall be deemed to be a resident only of the Party in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both Parties or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Party of which he is a national;
 - d) if he is a national of both Parties or of neither of them, the competent authorities of the Contracting Parties shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting Parties, then it shall be deemed to be a resident only of the Party in which its place of effective management is situated.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term «permanent establishment» means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term «permanent establishment» includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation or a dredging project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term «permanent establishment» shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting Party an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Party in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise of a Contracting Party shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting Party merely because it carries on business in that Party through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting Party controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting Party, or which carries on business in that other Party (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting Party from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

2. The term «immovable property» shall have the meaning which it has under the law of the Contracting Party in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting Party shall be taxable only in that Party unless the enterprise carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Party.

2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting Party to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting Party adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting Parties and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Party, the other Party shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

*Article 8***SHIPPING, INLAND WATERWAYS TRANSPORT AND AIR TRANSPORT**

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting Party in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting Party of which the operator of the ship or boat is a resident.
4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

*Article 9***ASSOCIATED ENTERPRISES**

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting Party participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting Party, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting Party and an enterprise of the other Contracting Party,
 and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.
2. Where a Contracting Party includes in the profits of an enterprise of that Party, and taxes accordingly, profits on which an enterprise of the other Contracting Party has been charged to tax in that other Party and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Party if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Party shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting Parties shall if necessary consult each other.

*Article 10***DIVIDENDS**

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that Party, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting Party, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.
 This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.
3. The term «dividends» as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the Party of which the company making the distribution is a resident, and in the case of Luxembourg, the investor's share of the profit in a commercial, industrial, mining or craft undertaking, paid proportionally to the profits and by virtue of his capital outlay, as well as interest and payments on bonds, where, over and above the fixed rate of interest, a right of assignment is granted for supplementary interest varying according to the unretained earnings.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
5. Where a company which is a resident of a Contracting Party derives profits or income from the other Contracting Party, that other Party may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Party or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Party, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Party.

*Article 11***INTEREST**

1. Interest arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.
2. The term «interest» as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. However, the term «interest» shall not include income referred to in Article 10. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 12***ROYALTIES**

1. Royalties arising in a Contracting Party and beneficially owned by a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in that other Party.
2. The term «royalties» as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting Party, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 13***CAPITAL GAINS**

1. Gains derived by a resident of a Contracting Party from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Party.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting Party of which the alienator is a resident.

*Article 14***INCOME FROM EMPLOYMENT**

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment shall be taxable only in that Party unless the employment is exercised in the other Contracting Party. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Party.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting Party in respect of an employment exercised in the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party if:
- the recipient is present in the other Party for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
 - the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Party, and
 - the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Party.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting Party in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting Party may be taxed in that other Party.

Article 16

ARTISTES AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting Party as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting Party in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting Party in consideration of past employment shall be taxable only in that Party.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting Party and paid to a resident of the other Contracting Party shall be taxable only in the first-mentioned Party, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned Party under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18

GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the services are rendered in that Party and the individual is a resident of that Party who:
- is a national of that Party; or
 - did not become a resident of that Party solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting Party or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Party or authority shall be taxable only in that Party.
- b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting Party if the individual is a resident of, and a national of, that Party.
3. The provisions of Articles 14, 15 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting Party or a local authority thereof.

Article 19

STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting Party a resident of the other Contracting Party and who is present in the first-mentioned Party solely for the purpose of his

education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that Party, provided that such payments arise from sources outside that Contracting Party.

Article 20

OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting Party, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Party.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting Party, carries on business in the other Contracting Party through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting Party and situated in the other Contracting Party, may be taxed in that other Party.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party may be taxed in that other Party.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting Party in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting Party shall be taxable only in that Party.

Article 22

ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Jersey, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b), c) and d), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 7, 10, 13(2) and 16 may be taxed in Jersey, Luxembourg shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Jersey, but only, with respect to Articles 7 and 13(2), if the business profits and the capital gains are not derived from activities in agriculture, industry, infrastructure and tourism in Jersey. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Jersey.
 - c) Where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from Jersey sources, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which is a resident of Luxembourg holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends since the beginning of the accounting year and if this company is subject in Jersey to an income tax corresponding to the Luxembourg corporation tax. The above-mentioned shares in the Jersey company are, under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax. This exemption under this sub-paragraph shall also apply notwithstanding that the Jersey company is exempted from tax or taxed at a reduced rate in Jersey and if these dividends are derived out of profits from activities in agriculture, industry, infrastructure or tourism in Jersey.
 - d) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Jersey applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 to such income.
2. In the case of Jersey, double taxation shall be avoided as follows:

Subject to the provisions of the laws of Jersey regarding the allowance of a credit against Jersey tax in respect of foreign tax, where, in accordance with the provisions of this Convention:

 - a) When imposing tax on its residents Jersey may include in the basis upon which such taxes are imposed the items of income, which, according to the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where a resident of Jersey derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, Jersey shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to the income which may be taxed in Luxembourg.

*Article 23***NON-DISCRIMINATION**

1. Nationals of a Contracting Party shall not be subjected in the other Contracting Party to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Party in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting Parties.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting Party has in the other Contracting Party shall not be less favourably levied in that other Party than the taxation levied on enterprises of that other Party carrying on the same activities.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 4 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Contracting Party. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting Party to a resident of the other Contracting Party shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned Party.
4. Enterprises of a Contracting Party, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting Party, shall not be subjected in the first-mentioned Party to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Party are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall not be construed as obliging a Party to grant to residents of the other Party any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

*Article 24***MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE**

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting Parties result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Parties, present his case to the competent authority of the Contracting Party of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting Party of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting Party, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. An agreement shall be reached within a period of two years after the question was formally raised by the competent authority and the agreement shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Parties.
3. The competent authorities of the Contracting Party shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.
4. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.
5. Where,
 - a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting Party on the basis that the actions of one or both of the Contracting Parties have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention,and
 - b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting Party,any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Party. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting Parties and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting Parties, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting Party shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting Party the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting Party;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting Party;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).
4. If information is requested by a Contracting Party in accordance with this Article, the other Contracting Party shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Party may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting Party to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

ENTRY INTO FORCE

1. Each Party shall notify the other Party of the completion of the procedures required by its laws for the bringing into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications.
2. The Convention shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after the first day of January next following the year in which the Convention enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxation year beginning on or after the first day of January next following the year in which the Convention enters into force.

Article 28

TERMINATION

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting Party. Either Contracting Party may terminate the Convention by giving to the other Party written notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.
2. The Convention shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after the first day of January next following the year in which the notice is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxation year beginning on or after the first day of January next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at London this 17th day of April 2013.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the Government of Jersey
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

I. With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as a resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting Party and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting Party shall be considered as an individual who is resident of the Contracting Party in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 25:

The competent authority of the requesting Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under the Convention to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting Party wishes to receive the information from the requested Party;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

III. With reference to the Convention in general:

This Convention shall not affect the application of the provisions of the Agreement in the form of an exchange of letters on the taxation of savings income of 13th May 2004 and 19th November 2004 between the Grand Duchy of Luxembourg and Jersey.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at London this 17th day of April 2013.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*
(signature)

For the Government of Jersey
(signature)

*

ÉCHANGE DE LETTRES

17 April 2013

Assistant Chief Minister
External Relations
Cyril Le Marquand House
St Helier, Jersey, JE4 8QT
Tel.: +44 (0)1534 440401

Ms Béatrice Kirsch
Chargé d'Affaires a.i.
Embassy of the Grand Duchy of Luxembourg
London
SW1X 8SD

Dear Ms Kirsch

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of 17 April 2013, which reads as follows:

«I have the honour to refer to the Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of Jersey for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to taxes on Income and Capital, signed at London on the 17 April 2013 (the «Convention») and to propose on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg the following understanding:

It is understood that Jersey source dividend income will be exempt from Luxembourg tax provided the Luxembourg company owns at least 10% of the capital of the Jersey company at the beginning of the accounting year and provided the Jersey company is subject to tax at a rate of at least 10,5%. The rate of 10,5% is based on the current interpretation in Luxembourg that an income tax rate corresponding to that in Luxembourg is 50% of the prevailing corporate tax rate, which is currently 21%. This is publicly stated and cannot be varied. As a result the only Jersey entities in respect of which such an exemption would apply would be those subject to tax at 20%, at present being utility companies and those with property income. Any future reduction in Luxembourg tax to 20% or below would result in Jersey financial services companies which are currently subject to tax at 10% falling within this exemption.

In that case, or if Luxembourg interprets in a different manner the interpretation of what a corresponding tax to a Luxembourg tax comprises so that dividends paid from companies subject to Jersey tax at a rate lower than 10,5% become eligible for the exemption from Luxembourg tax, then Jersey would agree to exempt dividends flowing from Luxembourg to Jersey in all cases provided the Jersey company owns at least 10% of the capital of the Luxembourg company at the beginning of the accounting year.

If the foregoing understanding meets with the approval of the Government of Jersey, I have the further honour to propose that this Note and your affirmative Note in reply shall constitute an agreement between our Governments which shall become an integral part of the Convention on the date of entry into force of the Convention.»

I have the further honour to accept the understanding contained in your Note on behalf of the Government of Jersey. Therefore your Note and this Note shall constitute an agreement between our Governments which shall become an integral part of the Convention on the date of entry into force of the Convention.

Please accept, Ms Kirsch, the expression of my highest consideration.

Senator Sir Philip BAILHACHE
Assistant Chief Minister
External Relations

*

Chief Minister
Cyril Le Marquand House
St Helier, Jersey, JE4 8QT
Tel.: +44 (0)1534 440400
Fax: +44 (0)1534 440408

This is to confirm that in accordance with the provisions of Article 18(2) of the States of Jersey Law 2005 and paragraph 1.8.5 of the Strategic Plan 2006-2011 adopted by the States on 28 June 2006 the Council of Ministers have authorised Senator Sir Philip Bailhache, Assistant Chief Minister, to sign on behalf of the Government of Jersey a Double Taxation Agreement with the Government of the Grand Duchy of Luxembourg which agreement when signed will be presented to the States of Jersey, the Island's Parliament, for formal ratification.

27th March 2013

For the Council of Ministers
Senator Ian GORST
Chief Minister

—

**CONVENTION
BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE CZECH REPUBLIC FOR
THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL**

The Grand Duchy of Luxembourg and the Czech Republic,

desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

have agreed as follows:

Article 1

PERSONS COVERED

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
 - a) in the Czech Republic:
 - (i) the tax on income of individuals;
 - (ii) the tax on income of legal persons; and
 - (iii) the tax on immovable property; (hereinafter referred to as «Czech tax»);
 - b) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals;
 - (ii) the corporation tax;
 - (iii) the capital tax; and
 - (iv) the communal trade tax; (hereinafter referred to as «Luxembourg tax»).
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term «the Czech Republic» means the territory of the Czech Republic over which, under Czech legislation and in accordance with international law, the sovereign rights of the Czech Republic are exercised;
 - b) the term «Luxembourg» means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - c) the terms «a Contracting State» and «the other Contracting State» mean Luxembourg or the Czech Republic, as the context requires;
 - d) the term «person» includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term «company» means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term «enterprise» applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms «enterprise of a Contracting State» and «enterprise of the other Contracting State» mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - h) the term «national» means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;

- i) the term «business» includes also the performance of professional services and of other activities of an independent character;
 - j) the term «international traffic» means any transport by a ship, boat, aircraft, road or railway vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, boat, aircraft, road or railway vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;
 - k) the term «competent authority» means:
 - (i) in the case of the Czech Republic, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in the case of Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative.
2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term «resident of a Contracting State» means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of effective management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any political subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
 - d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term «permanent establishment» means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term «permanent establishment» includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. The term «permanent establishment» likewise encompasses:
 - a) a building site or a construction, assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period of more than twelve months;
 - b) the furnishing of services, including consultancy or managerial services, by an enterprise of a Contracting State or through employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, but only where activities of that nature continue in the territory of the other Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate six months within any twelve month period.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term «permanent establishment» shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. The term «immovable property» shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.
3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.
4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.
5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

INTERNATIONAL TRAFFIC

1. Profits from the operation of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship or boat is a resident.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the other Contracting State agrees that the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 0 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds for an uninterrupted period of at least one year directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term «dividends» as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as other income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution or the payment is a resident.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

*Article 11***INTEREST**

1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.
2. The term «interest» as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purposes of this Article. The term «interest» shall not include any item of income which is considered as a dividend under the provisions of paragraph 3 of Article 10.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 12***ROYALTIES**

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such royalties, except in the case of payments of the kind referred to in sub-paragraph a) of paragraph 3, may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 percent of the gross amount of the royalties.
3. The term «royalties» as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use:
 - a) any copyright of literary, artistic or scientific work except of computer software and including cinematograph films, and films or tapes for television or radio broadcasting;
 - b) any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, computer software, or industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 13***CAPITAL GAINS**

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles operated by such enterprise in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships, boats, aircraft, road or railway vehicles, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14

INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if all the following conditions are met:
 - a) the recipient exercises the employment in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.
3. In the computation of the periods mentioned in sub-paragraph a) of paragraph 2, the following days shall be included:
 - a) all days of physical presence including days of arrivals and departures, and
 - b) days spent outside the State of activity such as Saturdays and Sundays, national holidays, holidays, and business trips directly connected with the employment of the recipient in that State, after which the activity was resumed in the territory of that State.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, boat, aircraft, road or railway vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or any other similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16

ARTISTES AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

PENSIONS

1. Pensions and other similar remuneration (including government service pensions and payments made under the social security legislation) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State.
2. The provision of paragraph 1 shall apply to pensions and other similar remuneration, regardless of whether these payments are paid in consideration of past employment.

*Article 18***GOVERNMENT SERVICE**

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of Articles 14, 15 and 16 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

*Article 19***STUDENTS**

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

*Article 20***OTHER INCOME**

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

*Article 21***CAPITAL**

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
3. Capital represented by property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships, boats, aircraft, road or railway vehicles operated by such enterprise in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships, boats, aircraft, road or railway vehicles shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 22***ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION**

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows in Luxembourg:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in the Czech Republic, Luxembourg shall, subject to the provisions of subparagraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 12 and 16, may be taxed in the Czech Republic, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in the Czech Republic. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the Czech Republic.
 - c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where the Czech Republic applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 or 12 to such income.

2. Subject to the provisions of the laws of the Czech Republic regarding the elimination of double taxation, in the case of a resident of the Czech Republic, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) The Czech Republic, when imposing taxes on its residents, may include in the tax base upon which such taxes are imposed the items of income or of capital which according to the provisions of this Convention may also be taxed in Luxembourg, but shall allow as a deduction from the amount of tax computed on such a base an amount equal to the tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Czech tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income or capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg.
- b) Where in accordance with any provision of the Convention income derived or capital owned by a resident of the Czech Republic is exempt from tax in the Czech Republic, the Czech Republic may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 23

NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 5 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

*Article 25***EXCHANGE OF INFORMATION**

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).
4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

*Article 26***MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS**

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

*Article 27***MISCELLANEOUS PROVISIONS**

It is understood for the purposes of the Convention that the competent authority of a Contracting State may, after consultation with the competent authority of the other Contracting State, deny the benefits of the Convention to any person, or with respect to any transaction, if the granting of those benefits would constitute an abuse of this Convention.

*Article 28***ENTRY INTO FORCE**

1. Each of the Contracting States shall notify to the other, through the diplomatic channels, the completion of the procedures required by its domestic law for the bringing into force of this Convention. This Convention shall enter into force on the date of the later of these notifications and its provisions shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income paid or credited on or after 1st January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to income or capital in any taxable year beginning on or after 1st January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force.
2. The Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Czech and Slovak Federative Republic for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital signed at Luxembourg on March 18, 1991, shall cease to be in force and in effect in relation between Luxembourg and the Czech Republic on the date of the entry into effect of this Convention.

Article 29

TERMINATION

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through the diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year following after the period of five years from the date on which the Convention enters into force. In such event, the Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income paid or credited on or after 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to income or capital in any taxable year beginning on or after 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at Brussels this 5th day of March 2013 in the English language.

*For the Grand Duchy
of Luxembourg*
(signature)

For the Czech Republic
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Czech Republic for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

I. With reference to Article 4:

For the purposes of the first sentence of paragraph 1 of Article 4, it is understood that the term «resident of a Contracting State» also includes a fiscally non transparent person (including a collective investment vehicle) that is established in that State according to its laws even in the case where the income of that person is taxed at a zero rate in that State or is exempt from tax there.

II. With reference to Article 12 paragraph 2:

In the case that, after the signing of this Convention, the Czech Republic signs with any other EU member State a Convention which limits the taxation of royalties arising in the Czech Republic to a rate lower, including exemption, than the rate provided for in this Article, that lower rate or exemption will automatically be applicable for the purposes of this Article from the date of which the Convention between the Czech Republic and the EU member State concerned will have effect.

III. With reference to Article 25:

The competent authority of the requesting State shall provide the following information to the competent authority of the requested State when making a request for information under the Convention to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting State wishes to receive the information from the requested State;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested State or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested State;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting State has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

In witness whereof the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Brussels this 5th day of March 2013 in the English language.

*For the Grand Duchy
of Luxembourg*
(signature)

For the Czech Republic
(signature)